

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 08

(Pages 2 et 3.)

Par CLAUDE JULIEN

3, chemin de Prévillle, Tél. 19-4121/20 15 01

2

هكذا أمرنا الله

pour les opposer
lue

VIETNAM

Un nouveau type de coopération scientifique avec la France

Pour lutter contre le sous-développement

Le Vietnam indépendant et réunifié souhaite s'ouvrir à un type nouveau de coopération d'un type nouveau avec la France. Si les sphères gouvernementales françaises sont hésitantes sur la réponse à donner à ce souhait, tous les vietnamiens se sont rendus récemment au Vietnam, et de nombreux scientifiques, dont certains de haut niveau, ont été envoyés au Vietnam, et de nombreux scientifiques, dont certains de haut niveau, ont été envoyés au Vietnam, et de nombreux scientifiques, dont certains de haut niveau, ont été envoyés au Vietnam.

Aucun peuple n'a autant souffert de la technique que le Vietnam. La guerre et la destruction. Mais par la technique, on peut vaincre la guerre et la destruction. Mais par la technique, on peut vaincre la guerre et la destruction. Mais par la technique, on peut vaincre la guerre et la destruction.

Les sciences demandées à la population du Nord ont été à la limite du supportable. Une grande partie du potentiel industriel y avait été détruite, en particulier par les bombardements de 1972. Au Sud, l'industrie légère de transformation ne fonctionnait que par l'importation de machines premières payées par les dollars américains. Les usines avaient cessé d'être cultivées. Saïgon était devenue un immense dépense dans un pays pauvre, mais riche.

Telle est la situation difficile à partir de laquelle les Vietnamiens doivent commencer leur révolution scientifique et technique. Mais, comme au temps de la guerre, les Vietnamiens ont des expériences et les Vietnamiens ont des expériences et les Vietnamiens ont des expériences.

Il n'est pas un pays riche, mais l'agriculture vietnamite est riche. Beaucoup plus riche que le Japon, par les ressources du sol au Sud et du sous-sol au Nord, par des réserves de pétrole au large des côtes. Ils ont, de plus, une population de près de cinquante millions d'habitants, et ils ont des travailleurs et des Vietnamiens ont des travailleurs et des Vietnamiens ont des travailleurs.

Il n'est pas un pays riche, mais l'agriculture vietnamite est riche. Beaucoup plus riche que le Japon, par les ressources du sol au Sud et du sous-sol au Nord, par des réserves de pétrole au large des côtes. Ils ont, de plus, une population de près de cinquante millions d'habitants, et ils ont des travailleurs et des Vietnamiens ont des travailleurs.

Il n'est pas un pays riche, mais l'agriculture vietnamite est riche. Beaucoup plus riche que le Japon, par les ressources du sol au Sud et du sous-sol au Nord, par des réserves de pétrole au large des côtes. Ils ont, de plus, une population de près de cinquante millions d'habitants, et ils ont des travailleurs et des Vietnamiens ont des travailleurs.

Il n'est pas un pays riche, mais l'agriculture vietnamite est riche. Beaucoup plus riche que le Japon, par les ressources du sol au Sud et du sous-sol au Nord, par des réserves de pétrole au large des côtes. Ils ont, de plus, une population de près de cinquante millions d'habitants, et ils ont des travailleurs et des Vietnamiens ont des travailleurs.

culer de celle de la France avec la science, nous avons des besoins culturels et techniques précis. C'est pour nous permettre de rattraper le retard, de trouver des ressources et de faire des économies de moyens.

La France va-t-elle admettre le Vietnam tel qu'il est et non pas tel que les hommes d'affaires d'un autre âge l'ont imaginé? Comprendra-t-elle qu'il n'est pas question pour le Vietnam socialiste de laisser exploiter sa main-d'œuvre ni d'importer des produits de consommation pour les classes privilégiées, mais d'importer des techniques et des équipements qui peuvent lui donner plus d'indépendance et de puissance de production, lui permettre de produire des produits de consommation?

Pour nous faire comprendre ce point de vue et pour être persuadé de la nécessité de cette révolution scientifique, il est essentiel d'être informé sur la place qui a toujours été accordée à l'enseignement et à la recherche scientifique au Vietnam.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Même s'il ne s'agit pas de l'enseignement, il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est. Il est important de savoir ce qu'il en est.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

comme la physique des semi-conducteurs, avec pour but le développement d'une industrie électronique nationale. Il faut, en effet, arriver à produire les composants que l'industrie du Sud importait du Japon. L'Institut d'électronique de Hanoi est appelé à devenir le centre des recherches biologiques, en microbiologie, immunologie et virologie. Un grand effort reste à faire en chimie de synthèse et en microbiologie liées à la fabrication des médicaments et des antibiotiques qui manquent cruellement. La recherche médicale a des tâches urgentes : la paludisme, la tuberculose, les maladies vénériennes, les maladies de l'enfant, le cancer du foie, les troubles endocrinologiques, etc.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

Les qualités qu'il a fallu développer pour vaincre les grandes épreuves de la vie ne se retrouvent pas toujours avec celles qui sont nécessaires aujourd'hui pour atteindre un développement possible, un haut niveau technique.

par ailleurs, la science des océans vivait actuellement en France, dont un grand nombre aspirent à rentrer pour servir le pays.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens. Il n'y a pas de mal à ce que les Vietnamiens soient, pour eux-mêmes, des Vietnamiens.

Dans les revues...

La Nouvelle Revue des Deux Mondes publie la suite intégrale (des articles publiés en deux parties) de la longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Les Hommes et Migrations et Migrations-Formation se sont réunis pour un numéro commun sur la persécution des travailleurs migrants à la vie économique. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Le dernier numéro d'EUROPE est un numéro spécial - textes et études critiques - de la situation économique de l'Europe et de la région méditerranéenne. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Les Dossiers Africains de L'Express et de L'Express Afrique ont été publiés par Robert Curjel, et la connaissance de la situation africaine est devenue indispensable de la langue française. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Des données utiles du dossier sur l'Argentine, les Dossiers Africains de L'Express et de L'Express Afrique ont été publiés par Robert Curjel, et la connaissance de la situation africaine est devenue indispensable de la langue française. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Un article de qualité sur l'Argentine, les Dossiers Africains de L'Express et de L'Express Afrique ont été publiés par Robert Curjel, et la connaissance de la situation africaine est devenue indispensable de la langue française. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Un article de qualité sur l'Argentine, les Dossiers Africains de L'Express et de L'Express Afrique ont été publiés par Robert Curjel, et la connaissance de la situation africaine est devenue indispensable de la langue française. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

La Pensée Nationale, revue nationale d'analyse et de synthèse, publie une longue lettre adressée par M. Constantin Cernătescu au gouvernement roumain, un document de première importance quant à l'avenir des relations de la Roumanie et de la France et à la question de Chypre. (N° 10, juillet 1976, mensuel, 12 F. - 15, rue de Valenciennes, Paris-10.)

Deux siècles d'expérience aux Etats-Unis

CAPITALISME ET INÉGALITÉS

II. — Une politique de division

Les inégalités des citoyens devant l'emploi, les salaires, les profits, l'administration de la justice ou la participation au pouvoir politique (voir le Monde diplomatique, juillet 1976) sont-elles inhérentes au système capitaliste ? Depuis deux siècles, les mécanismes de la démocratie politique ont tenté de les réduire, et souvent avec succès. Pourtant, même dans la société la plus riche et la plus dynamique, les Etats-Unis, subsistent de criantes inégalités.

De nouveaux arguments et de nouvelles méthodes ont été mis au point pour contester ces inégalités, soit pour les perpétuer en les camouflant. On nie l'existence de classes sociales, en les subordonnant à (ou en les faisant disparaître) des divisions ethniques, ce qui revient à fournir de fallacieux fondements à un

racisme qui ne dit pas son nom. On bien on profite de la « crise urbaine » pour mettre en place un « partage des revenus » qui aboutit en fait à imposer de nouvelles charges aux défavorisés et à procurer de nouveaux privilèges aux plus fortunés.

En soi, la simple existence d'inégalités sociales, économiques, civiques, etc., resterait un phénomène relativement mineur si l'on ne constatait, au sommet d'un pouvoir étroitement lié à des puissances économiques, une volonté politique de les entretenir en refusant même le principe, fondamental en démocratie, de l'égalité des chances. La réside le véritable défi lancé au « rêve américain », la aussi le principal terrain de lutte pour la démocratie.



(Dessin de Julem.)

LE MOIS DERNIER

- Une politique de l'inégalité, par Pierre Dommergues.
- La disparité des salaires et des profits, par Andrew Zimbalist.
- La professionnalisation de l'enseignement supérieur, par Samuel Bowles.
- Comment contrôler le gouvernement, par G. William Domhoff.

Jeunes, femmes et Noirs (Paulette Schubert). La législation de l'injustice (Howard Zinn).

Les différences ethniques comme camouflage et moyen de domination

En toile de fond de films sociaux récents des années 60, le « pluralisme » est en train de se réinventer comme idéologie nationale américaine. Le pluralisme ethnique (ou multi-ethnique) est venu s'ajouter à d'autres définitions des années 60 que l'on remue actuellement au profit du tout, comme le respect du Q.I. (quotient intellectuel), les handicaps sur le « handicap de l'âge sociale », et les controverses sur le busing (1). On nous dit une fois de plus que, pour appartenir à la chair vive de la nation américaine, il faut être « ethnique ».

L'« ethnisme » n'est pas nouvelle en Amérique. Les années 60 ont fait sentir à bien des reprises qu'il fallait qu'il y ait des gens qui appartiennent aux individus au sein des groupes ou des confins entre groupes. Autrement, nous assistons à la résurrection des organisations ethniques (Italian Anti-Discrimination League, Jewish Defense League, etc.), les études ethniques représentent une nouvelle vision (Center for the Study of American Pluralism, National Project on Ethnic America), des livres consacrés à ce sujet obtiennent un retentissement considérable (The Decline of the WASP, de Peter Schrag, Rise of the Underclass, de Michael Novak), les politologues et les instituteurs de sondage accordent une nouvelle importance à l'électorat « ethnique ».

M.M. Gerald Ford et Jimmy Carter obtiennent tous deux « notre précieuse héritage ethnique », et des films à succès comme L'Amérique (The American) ou L'immigration font salle comble (les deux Paramount, Warner Bros.). Mais nous n'avons eu de cette « diversité » que la fin dans les divisions ethniques, nous n'avons eu que quelques chiffres de recensement. En fait de diversité, nous les bannissons que l'on entonne aujourd'hui pour saluer la « diversité » du pluralisme renforcé d'une illusion couramment répandue dans les masses ethniques sur la vie américaine, illusion qui sert avant tout à réaffirmer les inégalités et les privilèges de la structure minoritaire de la société.

En se frottant dans les intérêts ethniques de la structure de classes, on élève la question de fond, celle de la lutte des classes qui apparemment ne se poserait même pas. La « diversité ethnique » veut nous faire admettre comme préjugés l'idée socialement imposée que l'appartenance ethnique détermine à elle seule l'identité sociale des individus. Les conséquences ne sont pas que les questions ethniques, qui pourraient effectivement nous aider à mieux comprendre la relation des individus aux structures sociales, nous font perdre de vue les structures sociales et les institutions de la classe ouvrière avec les inégalités sociales et économiques.

La légende d'une société sans classes

Par COLIN GREER

économique et sociale chez les descendants des « nouveaux immigrants » qui ont afflué aux Etats-Unis au début du siècle. Ce rôle important dans l'histoire américaine de la classe ouvrière blanche, notamment par les Italiens et les Slaves des grands centres urbains de l'Est (Boston, New-York, Baltimore, Cleveland, Pittsburgh et Detroit).

L'immigration reste aujourd'hui un aspect critique de l'économie américaine. Contrairement à l'idée courante, elle n'a pas cessé au cours des années 60. Elle se poursuit toujours, et le flux d'immigrants reste aussi considérable qu'au début du siècle. Les deux hémisphères sont étroitement liés aux Etats-Unis. Si l'on y ajoute les « clandestins » (en se fondant uniquement sur les estimations officielles), c'est un total de huit à dix millions de nouveaux venus qui se sont installés aux Etats-Unis en l'espace d'une décennie. La main-d'œuvre immigrée reste vitale pour notre société industrielle (comme beaucoup d'autres) en ce bas monde pour remplir le rôle qui est devenu constamment au bas de l'échelle sociale. En conséquence, aujourd'hui, tandis que les descendants des premiers immigrants s'efforcent d'obtenir leurs droits politiques et sociaux qui avaient permis de polir la « société industrielle » au début de ce siècle, les nouveaux immigrants se voient au travail dans des conditions qui rappellent tristement celles qui régnaient autrefois et pour des salaires relativement semblables.

Ce que l'histoire de l'immigration « achevée » et le mythe de la mobilité sociale servent à masquer, c'est, bien sûr, la réalité d'une Amérique où les chances de réussite ont toujours été très faibles, et où toutes les tentatives de réforme, même les mieux intentionnées, sont restées lettre morte — et elles le resteront encore aussi longtemps que nous n'aurons pas séché aux orbes l'image — toujours perçue comme le symbole le plus adéquat de la société américaine — d'une échelle que l'on ne peut gravir qu'à quelques-uns de front. Au lieu de quoi tout est fait pour alimenter l'illusion que l'immigration peut le gravir à condition d'en avoir la volonté et les capacités, le succès étant régulièrement attribué à quelques faiblesse constitutive de l'héritage ethnique ou à des caractéristiques de groupes facilement identifiables (3).

La plupart des groupes ethniques qui composent la société américaine ont été et sont toujours à l'origine d'une structure de classe très hiérarchisée qui s'exprime en divisions ethniques. La dichotomie que nous opérons entre « intégration » et « pluralisme », en fait, ne peut passer toute la distance d'une forme de polarisation

sociale à une autre, est beaucoup trop simpliste pour fournir une base adéquate à l'analyse des problèmes sociaux américains. Rien que des termes comme « intégration » et « pluralisme » aient potentiellement des connotations philosophiques et sociales d'une infinie subtilité, non anthropologiques sociaux, s'en servent uniquement pour définir les paramètres à l'intérieur desquels les ambitions et les frustrations peuvent s'exprimer sans rien remettre en

cause de fondamental. Ainsi peut-on rationaliser la pauvreté endémique qui règne dans notre société. On l'attribue à une sorte d'état de grâce séculier qui légitime la pyramide du pouvoir, encourage les rapports de compétition et d'oppression entre les diverses minorités ethniques qui en constituent les différents étages, et détourne l'attention de l'oppression et de l'exploitation que leur impose à toutes les systèmes de classes dominants.

Le détournement raciste

L'IDÉOLOGIE autour de laquelle s'articule le « multi-ethnique » — celle de l'« ethnicité » ethnique — fournit un prétexte idéal aux querelles raciales qui divident entre eux les groupes minoritaires. Cette idéologie affirme que les populations « ethniques » connaissent la vraie vie, que leur sang est riche, tandis que les WASP, les Anglo-Saxons blancs et protestants qui descendent des premiers colons et constituent la catégorie ethnique la plus privilégiée, seraient des créatures américaines et superficielles, vivant dans un monde de matière plastique, qui n'aurait que de l'eau dans les veines. Certes, et heureusement, la vie à l'extrême limite de la subsistance engendre des formes culturelles d'une richesse inestimable. Mais l'appât et la cruauté les plus radicaux ne sont pas non plus absentes. Il doit bien y avoir un moyen de réagir positivement à une culture, à une école, sans pour autant créer une polarité qui les aggrave et les pose en idéaux hors d'atteinte par rapport auxquels toutes les autres sont définies relativement.

(Lire la suite page 10.)

L'immobilité économique et sociale des immigrants

P OUR le plupart des Européens d'Amérique, la vie au « nouveau monde » a longtemps ressemblé à celle qu'ils avaient laissée derrière eux, et la situation n'a guère évolué depuis pour un grand nombre de leurs descendants. Contrairement à toutes les idées reçues en la matière, la mobilité sociale n'a jamais été particulièrement accrue dans la société américaine. Bien entendu, les progrès dans ce domaine ont varié d'un groupe ethnique à l'autre, et tous les groupes ont pu s'élever de leur sein quelques individus qui ont connu une ascension sociale rapide, analogue à celle que dépendent certains folklores populaires. Certains groupes ont pu progresser plus que d'autres dans un espace de temps considérable, mais de larges secteurs de tous les groupes n'ont pas fait de progrès du tout. La réalité des progrès, infimes et laborieux, accomplis depuis le début de ce siècle par les immigrants et les groupes ethniques blancs a été masquée par l'illusion des statisticiens comme du public de comparer favorablement l'« expérience des

immigrants » à l'« expérience noire ». Ainsi, pendant les années 60, on a gravement sous-estimé les restrictions et la ségrégation qui frappent les propriétaires blancs dans la mesure même où la prédominance des Noirs aux échelons les plus bas de la société masquait des préconceptions graduelles. Même si la présence d'une majorité de Noirs au bas de l'échelle sociale peut être considérée comme un aspect du « racisme américain », leur condition de sous-prolétaires est une caractéristique intrinsèque de l'organisation sociale américaine. Beaucoup d'historiens et d'observateurs de l'immigration et des groupes ethniques sont sensibles au racisme et le déplorent ; mais c'est justement son existence qui leur permet d'affirmer que les vagues successives d'immigrants se sont pleinement intégrées à la vie américaine et que les promesses du « rêve américain » se sont réalisées pour eux.

Dès que l'on compare dans les comparaisons entre les ethnies ou au sein des ethnies, le concept de la « réussite » comme expérience commune à toute l'immigration perd à peu près toute substance. En 1960, à New-York et dans l'état du New-Jersey, plus de 80 % des travailleurs d'origine italienne, irlandaise et slave étaient employés comme manœuvres ou dans des tâches plus basses, une autre statistique permettait de constater que le phénomène persistait à l'échelle nationale (2). Les membres de ce que l'on appelle aujourd'hui les « groupes ethniques blancs » continuent de quitter massivement l'école à un très jeune âge et d'aller travailler dans des usines ou ouvriers les moins qualifiés — alors même que les emplois à basse qualification se font de plus en plus rares. Cette persistance de l'immobilité

Lire pages 10 à 12 :

P. 10-11. — La crise urbaine comme terrain de mobilisation populaire, Frances Fox Piven et Richard A. Cloward.
La stratégie de l'inégalité, Stanley Aronson.
P. 12. — La prise de l'impulsion de la femme, Carol Leary.
Fin de l'article de Stanley Aronson.

ROBERT LAFFONT

Quatre siècles de relations franco-américaines racontés aux Français.

LA FRANCE ET LE NOUVEAU MONDE

un livre de Pierre Salinger

PRIX DU BICENTENAIRE

lions et furent contraintes de leur octroyer un certain nombre d'avantages : création d'emplois supplémentaires, augmentation des salaires, extension des avantages sociaux, mise en place de nouveaux services.

En outre, les communes furent contraintes par les lois organiques de 1962 et 1963 de verser des contributions aux fonctionnaires municipaux, ceux qui étaient à même d'entraver le fonctionnement des services et des installations des communes. Toutefois, les pauvres des minorités ethniques ne bénéficièrent de quelques avantages ; ils obtinrent notamment un allargement des prestations sociales, une plus grande facilité d'accès aux emplois municipaux et la création de nouvelles écoles nouvelles dans les villages.

Pendant que les maires se débattaient pour satisfaire les revendications, les municipalités augmentèrent leurs impôts et leurs taxes malgré leurs bases économiques chancelantes, tandis que les

Le paravent de la crise financière

EST le siège d'une fédération de la ville de New-York qui donna le signal de cette mobilisation en 1972. Les banques ont été contraintes de respecter les obligations émises par la ville, s'abstenant de la multiplication rapide des prêts à court terme et de l'octroi de l'encener de nouveaux emprunts sans longtemps que la municipalité n'aurait pas pu faire face à ses obligations. Quelles qu'aient pu être les intentions réelles des banques, leur action ne fit que confirmer la détermination de la ville de New-York. La ville ne laissait pas échapper, mais cette démonstration fut l'occasion de définir plus clairement les deux définitions oniriquement nouvelles de la crise fiscale Urbaine au New-York. On ne peut pas dire que l'argent soit déficient, tout simplement : à quel que les budgets municipaux soient-ils, ils ne peuvent pas couvrir (comme si les villes étaient des entreprises ou des petites entreprises familiales). Face à cette nouvelle définition, les banques ont été contraintes de se désengager ; aujourd'hui, paralyse par le peur et la confusion, le sont les banques. La ville de New-York a d'une politique municipale dans laquelle le talent leur est évidemment intervenu.

peu ou temps auparavant, la salinité menaçait, les intérêts financiers locaux et, aux États-Unis, opèrent souvent sous couvert, des groupes de réforme municipale se sont mis en devoir de restaurer la politique municipale. D'un côté, ils insistent pour que l'on pratique des coupes sévères dans les effectifs, les salaires et les avantages sociaux des employés municipaux et pour que l'on réduise le nombre des services sociaux dans les quartiers. De l'autre, ils actionnent quo, pour redresser la situation financière des villes, il faudra que les États et les municipalités accordent des subventions couvertes par l'entreprise de réduction des impôts et taxes municipales, des services, augmentation des subventions et des prêts, assouplissement de la réglementation publique en ce qui concerne la pollution de l'environnement.

Etats et le gouvernement fédéral versent les aides et les versent des aides supplémentaires. Ainsi, les villes reçoivent financièrement — et politiquement — à flot. Au début des années 70, le crise urbaine subsistait encore, même si la stabilité politique avait été partiellement restaurée grâce aux concessions octroyées à la fin des années 60. Mais au même moment, l'écart entre les revenus et les dépenses des centres urbains anciens se creusait plus que jamais, car les tendances économiques qui, long terme, ont entraîné la dépopulation des centres, créaient rapidement sous l'impact de la politique récessionniste de l'administration Nixon, puis de l'administration Ford. La situation était même pour que les intérêts financiers se mobilisent à l'heure de la crise pour empêcher le gouvernement de rééquilibrer les dépenses et les revenus en forçant les municipalités à réduire les coûts de leur politique

crise financière

La crise fiscale des villes a fourni le prétexte rêvé à une nouvelle orientation de la politique économique nationale dans le sens d'une réduction systématique des dépenses publiques — nouvelle orientation qui est vitale pour les intérêts des grandes sociétés.

Comme l'expliquait l'hebdomadaire financier *Business Week*, « la croissance des dépenses de l'Etat doit être limitée afin que le budget fédéral devienne excédentaire (...). La part des investissements privés dans le produit national brut n'augmentera pas tant que le cours des dépenses du gouvernement n'aura pas fléchi. » Quelle que soit la position qu'on adopte quant à la gravité de la crise des capitaux qui frappe actuellement les Etats-Unis, il ne fait aucun doute que cette manière de résoudre le problème de la formation du capital suppose une certaine désorganisation à l'égard de la population qui ont vu les revenus les plus bas, et qui sont précisément les moins susceptibles de bénéficier du renforcement éventuel du capitalisme américain et de la prospérité qui pourrait s'ensuivre.

L'impact de ces phénomènes politiques sur la classe ouvrière, et particulièrement sur les minorités qui en constituent les couches les plus défavorisées, est déjà largement apparent. Tous les employés municipaux voient actuellement réduire leurs salaires réels et leurs avantages sociaux, et beaucoup se font licencier.

Certains experts de l'aménagement du territoire renouent à leurs traditions projets de rénovation des fiefs insalubres et envisagent déjà de les raser, de les bitumer et d'en faire des parkings géants. Bref, derrière le paravent de la crise fiscale urbaine, les intérêts financiers nationaux et locaux se sont alignés pour reprendre le contrôle complet de l'appareil d'Etat au niveau municipal, car c'est à ce niveau que les luttes populaires menées par les pauvres des minorités et les groupes ouvriers ont arraché un certain nombre de concessions.

En matière de politique municipale, le pouvoir de décision appartient désormais aux élites économiques locales et nationales, et les syndicats d'employés municipaux courent le risque d'être purement et simplement éliminés s'ils ne montrent par trop rapidement que les directions syndicales estiment plus sage, pour assurer leur propre survie et le service de leurs sections, de jouer un rôle « responsable » en coopérant avec les municipalités et les Etats et en déterminant de concert avec eux les « indicateurs » réduction budgétaires.

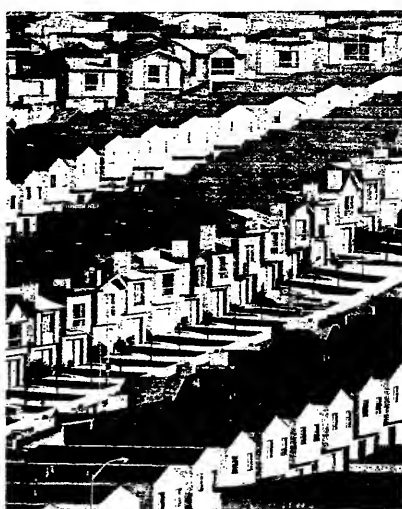
Si les travailleurs syndiqués se mobilisent, ce sera uniquement pour sauvegarder ceux qui privilégient qui leur restent, en abandonnant à leur sort les nouveaux venus, les nouveaux arrivants, les immigrants, les étrangers, les noirs, les hispaniques. C'est pas de chose près le contraire. On a vu des directions syndicales traditionnelles pendant les années 30 ; les chômeurs et les immigrants à peine sortis remporter quelques succès, mais ils ont été défaits par les insurrections et en marquant sur pied des organisations de type nouveau, comme les fédérations verticales par exemple. Les directions syndicales dans ces directions en place, qui étaient constituées sur le modèle corporatiste, furent éliminées. Dans la situation actuelle, les directions syndicales non-syndiquées, est encore aggravée du fait que le premier de ces deux groupes comprend une majorité écrasante de noirs, des noirs et des hispaniques, des Latino-Américains prédominant largement dans le second.

Quel recours reste-t-il donc aux couches ouvrières appauvries des grandes villes ? Le seul pourvu qu'leur situation ne soit pas aggravée par la concurrence en refusant systématiquement de se montrer coopérative, en pratiquant la désobéissance civile. On peut imaginer des formes de lutte, des formes d'actions ponctuelles, qui génèrent une répression des municipalités, jusqu'à l'escalade de grande envergure qui perturberait certainement l'économie urbaine. Mais la lutte doit être menée à l'échelle la plus drastique par la classe n'appelle n'ont pratiquement pas accès aux formes classiques du mouvement ouvrier. Elles ne peuvent compter que sur des formes de lutte qui touchent la majorité de ceux qui les composent : non chômeurs ou ne travaillent pas dans les entreprises clés. Elles ne peuvent que pratiquer des formes de lutte qui touchent la majorité de ceux qui les composent : non chômeurs ou ne travaillent pas dans les grandes villes et susceptibles en de rares moments d'exercer une pression sur les élites politiques et les milieux d'affaires.

Les occupations les plus évidentes sont les quartiers des services sociaux contraints à la fermeture par les compressions budgétaires (crèches, écoles, bibliothèques, centres des pompiers, flyers pour personnes âgées). Quelques citrons ont été trouvés dans les zones de services sociaux, les occupations de locaux ne présentent pas de difficultés d'organisation, et d'autre part les habitants des quartiers ne se sentent pas en droit de se approprier ces installations. Ces actions peuvent jouer en rôle important dans le développement de l'indignation populaire, mais l'impact que les gens ont vu pour avoir organisé des tentes est limité à quelques jours, les gens ne font que mettre dans

l'embarras les édiles municipaux qui, au point où en est arrivée la situation, sont contraints à fait impuissants à revenir sur les compressions de budget et à rétablir le fonctionnement des équipements collectifs de quartier. Mais, si l'agitation s'exacerbe dans les quartiers, les élus locaux les moins montés peuvent être plus hésitants à décider ces fermetures, ce qui donne un surcroît de légitimité à des formes d'insubordination érudites de la résistance populaire.

Une autre forme de résistance pourrait s'inspirer des « campagnes d'autoréduction » qui ont remporté un succès certain en Italie (1). L'« autoréduction » signifie que la population refuse net de payer tout ou partie des charges de certains services d'utilité publique. Par exemple, l'application des tarifs des transports en commun est évidemment



(Best of LI)
UNE BANLIEUE NOUVELLE, A SAN FRANCISCO.
Delaissées par les copieurs, les grandes filles du Nord périssent.

fonction du bon vouloir des usagers. Des campagnes du même ordre pourraient être lancées contre les compagnies du téléphone, du gaz et de l'électricité. Elles pourraient porter un coup sévère aux compagnies privées qui assurent les services d'utilité publique, qui perdraient pratiquement tous leurs moyens d'imposer leurs tarifs, surtout si les campagnes d'autoréduction étaient appuyées par des brigades organisées qui rétablissent systématiquement le gaz et l'électricité coupés et rebranchent les téléphones déconnectés.

L'orgueil de la grande bourgeoisie des villes était une forme beaucoup plus sérieuse de désobéissance civile. A New York, déjà, les habitants de certaines grandes familles refusèrent de servir dans l'armée des volontaires et leur éducation est appuyée par des groupes d'entraide qui se tiennent prêts à tout moment à mobiliser les foules pour s'opposer physiquement aux militaires et à la police. Les habitants de New York ont à une expulsion. Des quartiers entiers seraient aux mains de squatters sans ressources, l'insupportable généralité des normes de propriété porterait un coup terrible à l'industrie immobilière, et le système de crédit serait paralysé. Les municipalités deviendraient impossibles.

Mais ce qui toucherait le plus les
cités politiques et économiques, ce serait
la mobilisation de la population ouvrière
des centres urbains pour empêcher la
libre circulation des marchandises.
Les voyageurs bloquant les routes,
les trains, les lignes d'autobus et les
trains de banlieue. Les actions de ce
type seraient des répressions immédi-
ates sur le bon marché des entre-
prises, et pourraient même aboutir à la
vite à leur ruine : c'est d'ailleurs bien
pour cela qu'elles déclencheraient sans
doute des répressions très dures. Pour
qu'elles réussissent, il faudrait donc
qu'elles soient le fait de larges masses
suffisamment déterminées pour couvrir le
risque de se faire trahir, être en-
traînées, et peut-être même de se faire
trahir, comme ce fut le cas des grévistes

Des années 30 et des manifestants pour les droits civiques des années 60.

Dans des circonstances ordinaires, ces données politiques ne sont jamais suffisantes pour expliquer par le sentiment de l'injustice tout leur effet, pour remettre en cause la notion même de propriété, transgresser les lois et se dresser consciemment contre les pouvoirs coercitifs de l'Etat. Pour qu'une révolte de cette nature prenne forme, il ne suffit pas que les gens soient victimes d'une attaque contre leur niveau de vie ; il faut encore leur-il qu'ils soient formellement convaincus que cette attaque est injuste et sans fondement.

Certaines aspects de la crise urbaine américaine contribuent à freiner l'urbanisation de ces sentiments du révolte que l'unanimité permet les populations qui ont pris conscience de la situation. Les gens sont persuadés à ces convictions que la crise résultait du laxisme économique des indolores, et non pas de la politique délibérée de certaines villes, de sorte que le sentiment d'impunité l'emporte chez les plus indignés. Les gens ont conscience de ce fait que le sentiment que la crise était inévitable en usant des manœuvres habiles, comme la mise en application très progressive des réductions budgétaires, le recours à des procédures apparemment équitables lors des compressions de personnel, et la dilution du pouvoir de décision aux divers et aux administrations locales en ce qui concerne les mesures spécifiques à prendre à la suite des réductions de

Si des mouvements de désobéissance civile de masse ne se dessinent pas, les aîlles financières locales et nationales réussiront sans doute (elles y ont déjà en partie réussi) à reprendre aux populations ouvrières épuisées des grandes villes américaines les quelques avantages que leurs luttes leur avaient acquis : le droit de grève, le

FRANCES FOX PIVEN
et RICHARD A. CLOWARD.

moins la moitié des dépenses locales furent supportées. Des enseignants furent diés, les classes se surpeuplèrent, programmes furent supprimés dans de bonnes écoles de district.

[illegible]

Par ailleurs, la majeure partie de
scolaire (75 à 80 %) est destinée aux
vices ruraux », selon la terminologie em-
ployer désigner les écoles. Ces quinze
années, les salaires des enseignants ont
mément plus rapidement que les moyennes
scolaires de la plupart des autres secte-

ce, grâce à un brusque et nombre des syndiqués. Les éd — plus de 3,5 millions de milieu enseignant sont à l'ori écarts de volume qu'ont succe les budgets de l'éducation.

Réduire l'opposition universitaire

TOUTEFOIS, l'explication des restrictions subies par le MFF n'a pu à définir le place MM. Nixon et Ford passagés. Les surcroissances universitaires décaissent par rapport ce ne débouchés qui résistent ne gnement supérieur n'explique font aussi noter que les la sitaires ont été le théâtre d plus élaborés qui ait été for divers départements fédéraux de Vietnam.

Il serait exagéré de dire souverainistes furent les foyers de l'agitation marxiste des années 70. Dans ce mouvement, il y avait des étudiants qui avaient des motivations d'entretien, pratiquement publiques, avec quelque idéologie. Les autres étaient des gens de ceux hérités des traditions. Il y avait Jefferson à la divers. Pour tout, l'embryon d'une théorie était déjà perceptible dans la pensée de Nixon. De jeunes se occupèrent des postes d'ensei- gnement, ils furent les acteurs les virilux du système universitaire, et ils commencent à exercer une in-

Des la fin des
des entreprises pri
cité à recruter l'
la jeune génération

itaire

économique des
et accroître son
faciliter que
nos écoles.
cette dernière
une limite de
d'une trentaine
d'enseignants. Il
s'agit d'une univer-
sité d'opposition
libre contre les
maîtres le guerre

les compas

Il est vrai que, ment économique, l'improductivité. La re de « parafra des en les cloisonnant. Au ans le plus étro furent « avantag M. Nizon puisqu'e catégorie bénéficia locale à faible croi tion sur les biens ration ordinaire.

Le fait que les syndicats aient négocié de

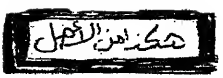
nombreux avantages sociaux dans le cadre des conventions collectives plutôt que de recevoir eux-mêmes programmes gouvernementaux a permis de mobiliser les ouvriers contre tout projet d'extension des avantages sociaux aux travailleurs indépendants et aux chômeurs : ils seraient eux-mêmes devraient tout se faire supporter le coût d'une telle opération. Ainsi, en employant l'idée par certaines mêmes recettes et par le démenage de la fiscalité fédérale, la politique de M. Nixon trouve un écho favorable auprès d'une large fraction des travailleurs manuels et des personnels administratifs.

Enfin, il faut aussi oublier que 22 % seulement des ouvriers salariés adhèrent à un syndicat. Après avoir subi pendant plusieurs années, les très grosses pertes sur leurs salaires nets, les ouvriers syndiqués ont effectivement vu ceux-ci diminuer d'une vingtaine de pourcents. Cette partie, les syndicats darent bien des concessions : les groupes d'intervention spontanée constitués sur le problème des conditions de travail — en particulier les mesures de sécurité — se font plus nombreux, les ouvriers demandent davantage les cadences, et les « clauses d'exception » furent ajoutées aux conventions collectives, interdisant par exemple l'exercice du droit de grève pour des périodes pouvant aller jusqu'à six mois. Les ouvriers furent tour à tour, conservant en eux une amère plainte que celui des personnels des secteurs où les syndicats sont faiblement implantés.

Dans beaucoup de villes et d'Etats, 1975 fut une année de licenciements massifs pour les employés municipaux.

Les salaires nets subirent une réduction de fait puisque le gouvernement refusa de négocier la moindre augmentation.

(Lire la suite page 12.)



Politique et littérature

CULTURE ET LUTTE ANTICOLONIALE EN ANGOLA

Par NICOLAS D'ARTHUYS

« C'est qui est avant tout nécessaire, c'est que l'esprit d'un peuple colonisé se constitue de nouveau, après un processus de libération et de reconnaissance de sa propre culture, en premier stade du mouvement libérateur. » (1)

Au-delà de la « résistance passive »

DANS ces conditions deux formes de résistance culturelle se distinguent : la première est une résistance passive, la seconde est une résistance active. La première est une résistance passive, la seconde est une résistance active. La première est une résistance passive, la seconde est une résistance active.

Effets paradoxaux des tentatives d'aliénation

L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation... L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation... L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation...

« C'est qui est avant tout nécessaire, c'est que l'esprit d'un peuple colonisé se constitue de nouveau, après un processus de libération et de reconnaissance de sa propre culture, en premier stade du mouvement libérateur. » (1)

Au-delà de la « résistance passive »

DANS ces conditions deux formes de résistance culturelle se distinguent : la première est une résistance passive, la seconde est une résistance active. La première est une résistance passive, la seconde est une résistance active.

Effets paradoxaux des tentatives d'aliénation

L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation... L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation... L'état de la seule conscience douloureuse de l'aliénation...

La liaison entre « assimilation » et « indigénisme » se fera d'abord subliminairement, au plan littéraire, dans les années 1930. Si elle ne dépasse pas un stade de bonnes intentions, l'effort aura pour résultat de constituer un groupe à des contradictions. La défense idéologique des indigénistes, pour la première fois assumée, est le fait d'un groupe à des contradictions. La défense idéologique des indigénistes, pour la première fois assumée, est le fait d'un groupe à des contradictions.

La génération de 1948

« VAMOS descobrir Angola » (Portugal) : la découverte de l'Angola est le cri lancé en 1948 par un groupe d'intellectuels portugais. Ils ont écrit essentiellement à un poète de vingt ans, Viriato de Cruz.

Les langues aux Nations unies

QUARANTE-DEUX délégations représentant plus d'une centaine de pays ont participé à l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (1) se sont réunies du 28 avril au 11 mai au siège de l'Organisation des Nations unies à New-York.

« manger sans travailler ». « La Voie de l'Angola clame dans le désert » (1963) relève le défi, et répond brillamment que, dans le système angolais, c'est au contraire « le Blanc qui fait travailler le Noir pour manger ».

La génération de 1948

« VAMOS descobrir Angola » (Portugal) : la découverte de l'Angola est le cri lancé en 1948 par un groupe d'intellectuels portugais. Ils ont écrit essentiellement à un poète de vingt ans, Viriato de Cruz.

Les langues aux Nations unies

QUARANTE-DEUX délégations représentant plus d'une centaine de pays ont participé à l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (1) se sont réunies du 28 avril au 11 mai au siège de l'Organisation des Nations unies à New-York.

tion de la stratégie des mouvements de guérilla auxquels ils devaient participer par la suite. L'insurrection du mouvement est dès lors sensible, pour les Portugais aussi. En 1963, en pleine période de trêve, la police procède à des arrestations en masse. Le mauvais exemple d'une libération annoncée au Congo ne doit pas contaminer l'empire lusitanien. Le FIDEL ne s'est pas trompé. Sur les listes figurent nombre d'écrivains dont Vitorino de Almeida, António Jacinto, Luandino Vieira, Manuel Ferreira. Certains d'entre eux ont été assassinés. D'autres sont déjà incarcérés, comme Neto.

La génération de 1948

« VAMOS descobrir Angola » (Portugal) : la découverte de l'Angola est le cri lancé en 1948 par un groupe d'intellectuels portugais. Ils ont écrit essentiellement à un poète de vingt ans, Viriato de Cruz.

Les langues aux Nations unies

QUARANTE-DEUX délégations représentant plus d'une centaine de pays ont participé à l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (1) se sont réunies du 28 avril au 11 mai au siège de l'Organisation des Nations unies à New-York.

CINEMA
POLITIQUE

Les participants ont dressé le bilan des cinq années d'application du programme complexe (1971-1975) : le revenu national des Etats associés a augmenté durant cette période environ trois fois plus vite que celui des pays capitalistes, le revenu national industriel environ quatre fois plus vite. La part des pays du COMECON dans la production mondiale est passée de 24 à 28 % pour le ciment, de 26 à 30 % pour l'acier, de 29 à 32 % pour les engrais minéraux. Le chiffre d'affaires du commerce extérieur a augmenté de 1971 à 1975 de 4,1 fois, passant de 33,5 milliards de roubles en 1970 à 71 milliards en 1975.

Le deuxième quinquennat d'expansion du secteur électrique de l'Union soviétique acquiert une qualité nouvelle : la mesure de l'impact social et économique de l'énergie est prise en compte. Le but de ces programmes consiste à améliorer les besoins sans cesse croissants de la population en électricité, à satisfaire plus pleinement la demande des entreprises et des institutions, à élever le niveau des constructions mécaniques, à développer plus vite les transports, à améliorer les conditions de travail relatives à la distribution d'électricité, la section des entreprises et des institutions, à améliorer les systèmes d'interconnexion des pays limitrophes, y compris le réseau énergétique national et les réseaux des pays limitrophes. Les positions de la commission permanente des relations économiques et techniques entre l'Union soviétique et les pays du COMECON jusqu'en 1980 et dans la période ultérieure sont les suivantes : développer et améliorer continuellement aux matières premières, les investissements dans les entreprises et les institutions communes d'énergie intégrées et d'U.R.S.S. et d'Union soviétique, 4 milliards de roubles trans-

Examen de plaintes américaines contre la C.E.E.

Il a ainsi, sur la proposition du représentant des Etats-Unis, crée un groupe d'experts qui sera chargé d'étudier le régime des prix minimums, des licences et du système de caution appliqué par la C.E.E. aux importations de certaines conserves de fruits et de légumes. La création d'un groupe d'experts est un fait relativement rare au GATT. Le précédent le plus fameux remonte à l'époque de la célèbre « guerre du poulet ».

PROPOSITIONS TARIFAIRES DE LA C.E.E. — La Commission des Communautés européennes a présenté, le 7 juillet, son schéma de réduction des droits de douane, devant le groupe de travail «tarifs» des négociations commerciales multilatérales en cours sous l'égide du GATT.

Association latino-américaine de libre-commerce

RECEVEUR des TRAVAUX
COMMERCIALES

ditions directes sur les problèmes de la fiscalité des entreprises et des sociétés commerciales est tenue à Maniivideo du 17 au 26 juin.

L'adoption de règles communes au sein de l'A.I.A.C. sur l'imposition des entreprises et des sociétés commerciales constituerait un progrès très important dans l'harmonisation des systèmes d'imposition en vigueur dans les pays du Nord. C'est ce qui s'est passé en 1988. Ainsi disparaîtrait-il des derniers obstacles à la libre circulation des investissements aux règles de la concurrence à l'intérieur de la région en raison des disparités de charge fiscale frappant ces établissements.

L'aide au développement en 1975

PRIX À LA CONSOMMATION. — Selon les calculs de l'O.C.D.E., la hausse des prix à la consommation s'est ralentie dans les pays de l'O.C.D.E. : elle est passée de 1,1 % en avril à 0,8 % en mai. Les pays qui ont enregistré pour les trois derniers mois (avril, mai, juin) les hausses les plus faibles pour le trimestre se terminant en mars.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE. — L'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a organisé, aux mois de juin et juillet, une conférence internationale sur l'énergie nucléaire Atlantique, des déchets radio-actifs sollicités dans du béton ou du bitume et emballés dans des conteneurs, a présenté d'établissements nucléaires de la région Belgique, Pays-Bas, France, Royaume-Uni et en Suisse. L'opération s'est déroulée conformément aux dispositions de la convention sur la protection des personnes contre les dangers résultant de l'exposition à des sources de rayonnement ionisant, l'immersion de déchets et les autres mesures de protection (de Londres) sous le contrôle de responsables

« *Allemagne* », dans la série « Etudes économiques », 61 pages.

« *Rapport C.C.D.E. sur l'environnement : « Utilisation des méthodes de collecte de renseignements sur la qualité de l'air pour l'aménagement du territoire »*, 48 pages. — « *Utilisation des techniques de surveillance et de lutte contre la pollution pour les systèmes d'arterie à la pollution atmosphérique* », Méthode de l'Agence pour la détermination de la fiabilité des données des agents de surface utilisés dans les détergents synthétiques », 52 pages.

Marché commun

Aide aux agriculteurs et mesures de soutien au marché de la viande

à ment européen, le conseil des ministres de l'agriculture des Neuf a décidé le 13 juin d'accorder une aide au stockage privé pendant un an de 250 000 tonnes de tourteaux de soja américain. Les ministres ont également commencé ce jour-là à discuter de la possibilité de soutenir davantage les cours de la viande bovine pour aider les agriculteurs français victimes de la sécheresse.

1) Le plafond des aides au stockage privé de la viande bovine actuellement de 80 000 tonnes sera porté à 100 000 ou 120 000 tonnes selon les besoins (actuellement: 65 000 tonnes de viande)

3) Les subventions à l'exportation seront augmentées pour la viande bovine et pour les porcs, ainsi que les aides pour la consommation de lait liquide dans l'alimentation des veaux.

Néni a trouvé sur sa table, également à Bruxelles, un projet visant à pénaliser ceux d'entre eux qui produisent des excédents de produits laitiers. Cette coïncidence fâcheuse a incité le ministre français de l'Agriculture à demander que le problème soit examiné plus tard, et à ne pas intervenir dans le débat. Mais les autres délégations ont pu à exprimer une prudence éprouvée, d'ailleurs assez réservée, sur les propositions de la Commission du Marché commun.

C.E.E. au Conseil européen
Le Conseil européen, composé des chefs de gouvernement des Neuf, a terminé le 13 juillet ses travaux. Il a successivement abordé la situation économique et sociale de la C.E.E. les

Entrée en vigueur du cinquième

Les pourcentages et les voix ont été répartis de la façon suivante entre les pays producteurs : Malaisie 43,19 ; Thaïlande 40,19 ; Indonésie 181 voix ; Indonésie 16,26 % ; 163 voix ; Thaïlande 12,64 % ; 127 voix ; Australie 6,57 % ; 69 voix. Pour les pays consommateurs, les pourcentages ont été répartis ainsi : plus de 20 %, États-Unis (22,10 %) et Japon (20,56 %) ; entre 10 et 20 %, Royaume-Uni (19,04 %) ; 133 voix ; Union soviétique (18,82 %) ; France (15,88 %) ; et Union soviétique (5,26 %) ; entre 1 et 5 %, Canada (3,18 %) ; Pologne (2,63 %) ; Pays-Bas (2,86 %) ; Belgique-Luxembourg (2,51 %) ; Tchécoslovaquie (2,33 %) ; moins de 1 %, Yougoslavie, Turquie, Hongrie, Bulgarie, Danemark et Finlande.

quatrième accord avait eu lieu du 24 au 30 juin.

● **MARCHÉ COMMUN CENTRAMÉRICAIN.** — Les responsables des principaux organes de l'intégration économique d'une part, et les membres de la Commission de Bruxelles d'autre part, ont discuté de la direction des relations extérieures, et d'autres organes communautaires d'autre part, ont tenu, du 16 au 25 juin à Bruxelles, une série d'entretiens consacrés à l'examen des possibilités offertes au développement de leurs relations. L'occasion de l'intégration en Amérique centrale et les perspectives que lui ouvrirait le traité instituant la Communauté économique et sociale ont fait l'objet d'un vaste tour d'horizon. Les problèmes de coopération technique et les problèmes touchant à l'existence, technique et

EUROPÉENNES

Selon celle qui vient d'être prise, les neuf pays membres de la Communauté européenne pourront donc commencer à organiser cette élection après que le conseil des ministres des affaires étrangères des Neuf aura mis en forme la décision politique prise par le Conseil.

Par de date précise pour les élections
A la suite de la décision du Conseil européen,

de façon précise pour les élections (une-ci sera fixée par le conseil des ministres de la C.E.E.), ce qui permet de faire disparaître élégamment la demande de dérogation britannique qui était tout particulièrement le gouvernement français. La question n'a toutefois pas été encore définitivement réglée, le gouvernement

Les ministres des affaires étrangères ont maintenu sans changement leur offre globale à la Turquie, jugée insuffisante par Ankara. Ce faisant, les ministres ont maintenu au 7 juillet la date d'ouverture officielle des négociations.

Enfin, la question de la réponse à donner l'offre de négociations faite au début de l'année par le COMECOM à la C.E.R. a été

La conférence tripartite sur l'emploi, qui a réuni les ministres des Neuf et une soixantaine de représentants des partenaires sociaux, a débattu jusqu'à une heure avancée de la soirée (à 23 heures pour aboutir à la rédaction d'un texte que plusieurs délégations ont fugué à la fois « anodin et équivoque ».

Dans ce texte, les gouvernements et partenaires sociaux s'engagent enfin à « prendre des mesures appropriées pour promouvoir le patrimoine des travailleurs ainsi que la participation de ceux-ci à la vie des entreprises ».

LE PREMIER CONSEIL MINISTERIEL PREVU PAR LA CONVENTION DE LOMÉ, qui régit la coopération entre la C.E.E. et quarante-six Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.T.P.), s'est tenu les 14 et 15 mai 1974 à Bruxelles. Les principaux problèmes commerciaux qui figurent à son ordre du jour, concernant le sucre, la viande bovine, les bananes, le rhum et les tourteaux d'arachide, ont été confiés à des groupes de travail.

Le nouveau président du Conseil des Neuf présente son programme

Le ministre néerlandais s'en est pris aux tendances nationalistes des pays membres, et souligné « qu'il importe de s'opposer à la tendance qui s'accroît jusqu'à devenir grotesque de situer les grands problèmes avant tout dans un contexte national ».

pas mentionné le «sommet» de Porto-Rico, tout en soulignant que «récemment encore, certains événements se sont produits qui ont jeté le doute sur notre cohésion communautaire et mu sérieusement à l'épreuve les rapports de confiance entre les Etats membres ».

Evokant l'avenir, le ministre néerlandais s'est attaché à la préparation des consultations financières et économiques au Conseil européen, ainsi qu'à la création rapide d'un « bureau européen de planification », dont les analyses

POLITIQUE AERONAUTIQUE. — Le Parlement européen s'est prononcé le 6 juillet en faveur d'une politique aéronautique commune, conformément au programme d'action élaboré par la Communauté européenne qui sera soumis prochainement au conseil des ministres des Neuf).

CECA

dra-t-il sans objet le cartel germano-néerlandais ?

les ambitions du cartel germano-néerlandais en cours de constitution sous le nom de « groupement économique international ». Ce groupement visait, on le sait (voir nos précédents numéros), à organiser lui-même la résistance des aciéries allemandes, hollandaises et luxem-

« L'heureuse idée de proposer aux Nations unies un dispositif anti-crise tel que, si la dépression revenait, les travailleurs et les entreprises de la CEEA puissent traverser sans trop d'inconvénients la période difficile. Reste à savoir, bien entendu, si les gouvernements approuveront ces propositions qui, au-delà de difficultés juridiques réelles — elles comportent à la fois plus et moins que les dispositions du traité de Paris — peuvent être considérées comme une inter-

● **Contingementement de la production.** — Plutôt que de disposer, comme actuellement, de deux armes pour lutter contre la dépression et ses conséquences : l'une de ses effets, les « pro-

prévision sans conséquences pratiques, et le contingentement par pays (d'un usage délaissé à l'étranger). Le régime des quotas, qui tendrait à limiter l'exportation des produits, a été obtenu des entreprises (et non des États) qu'il s'agissait d'obtenir, à la condition que les quotas de production soient en avance, en fonction des données du marché (données qui seraient d'ailleurs plus précises qu'actuellement).

La Commission européenne renforcerait son réseau d'information sur les investissements directs par les firmes. De la sorte, le rôle qui comptait jusqu'ici pour le Bureau prospectif privé s'agissant de la production deviendrait sans objet.

● **Prix.** — Le système actuel de fixation de prix minimum en cas de crise est long à mettre en œuvre, en raison des nombreuses consultations préalables. Ainsi M. Simonet propose-t-il d'obtenir, comme le permet le traité, la Commission de Bruxelles publie des prix indicatifs, que les industriels se seraient engagés à respecter. Bruxelles serait en meilleure posture pour faire accepter les prix minimums obligatoires.

● **Rapports avec les pays tiers.** — Pour empêcher des importations à sauvages de perturber le marché intérieur, en attendant que la Commission conserve, bien entendu, le droit d'intervenir dans la CEE, les arrangements à l'entrée sur les courants extérieurs proposés par les vendeurs étrangers à la CEE à accepter.

● **Investissements.** — Dans le même esprit, la Commission souhaite jouer un rôle plus actif dans la mise au point des aides de production de la CEE. Ainsi Bruxelles, tout en s'efforçant d'obtenir des États membres des investissements, pourrait exercer une influence plus forte sur le comportement des investisseurs, en leur fournissant des données plus précises sur le comportement des investisseurs, en leur fournissant des données plus précises sur le comportement des investisseurs, en leur fournissant des données plus précises sur le comportement des investisseurs.

● **Adaptation sociale et régionale.** — La crise récente a montré que les conséquences de la progression technologique dans les industries de pointe sont certaines zones et certains groupes de salariés. M. Simonet propose-t-il que la Commission donne des études d'impact, que les États membres soient tenus de rendre plus efficace et plus rapide la mise en œuvre de la loi relative à l'adaptation sociale et régionale.

Telles sont les grandes lignes des propositions de la Commission aux États. On peut se demander si ces propositions ne sont pas trop avancées sans consultations préalables et qu'elles ne soient pas trop avancées sans consultations préalables et qu'elles ne soient pas trop avancées sans consultations préalables.

britanniques (+ 1,2 %), suédoises (+ 1,1 %) et allemandes (+ 1,0 %). En revanche, l'exportation française a baissé de 1,1 % par rapport à la Belgique (- 0,9 %) et de 1,2 % par rapport à la Hollande (- 1,3 %). Pour l'ensemble des pays, l'exportation a baissé de 1,1 % par rapport à la Belgique (- 0,9 %) et de 1,2 % par rapport à la Hollande (- 1,3 %).

CONCENTRATION DANS LES ACTIVITÉS BELGES. — Les Belges ont concentré leurs efforts sur la production de biens d'équipement, de biens de consommation, de biens de consommation, de biens de consommation.

ALORS L'INVESTISSEMENT. — La Commission européenne a recueilli deux lettres de 1,2 million d'unités de compte respectivement de la France et de la Belgique. Les lettres de la France ont été envoyées à la Commission européenne, les lettres de la Belgique ont été envoyées à la Commission européenne.

ALORS LA RECONSTRUCTION. — L'industrie vient d'être mise en œuvre. On peut se demander si ces propositions ne sont pas trop avancées sans consultations préalables et qu'elles ne soient pas trop avancées sans consultations préalables.

ALORS LA PRODUCTION. — La production de biens d'équipement, de biens de consommation, de biens de consommation, de biens de consommation.

OTAN

Les objectifs des forces pour 1977-1982

L'ORGANISATION du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a rendu public le 10 juillet 1976, le rapport annuel sur la période 1977-1982, élaboré lors de la session ministérielle du comité des plans de défense, les 18 et 19 juin 1976, le rapport annuel sur la période 1977-1982, élaboré lors de la session ministérielle du comité des plans de défense.

Conseil de l'Europe

La cent-troisième session de la commission européenne des droits de l'homme

À la suite de sa cent-troisième session à Strasbourg du 5 au 10 juillet, la Commission européenne des droits de l'homme a poursuivi l'examen des affaires pendantes.

de dollars (1,8 milliard de francs), en raison de l'augmentation de leurs dépenses dues à l'inflation; celles-ci ont en effet dépassé leurs revenus (qui ont pourtant atteint le seuil record de 30 milliards de dollars, soit environ 141 milliards de francs), entraînant une perte de 1,8 milliard de dollars.

Croix-Rouge

Difficultés de l'action au Liban

MISE la poursuite des activités au Liban, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) a pu y achever entre le 21 et le 24 juin 1976, la session de son conseil d'administration.

ACTIVITÉS DE LA CROIX-ROUGE EN 1975. — Selon le rapport d'activité publié au mois de mai, le C.I.C.R. a, en 1975, pu de manière satisfaisante, en dépit de la situation de crise, de poursuivre ses activités.

AUTRES ORGANISATIONS POLITIQUES, TECHNIQUES ET SOCIALES

Organisation de l'unité africaine

Difficile « sommet » à Fila

LA troisième conférence à un sommet de la Charte d'Addis-Abeba et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui s'est déroulée du 2 au 5 juillet à Fila-Louis (du Mali), s'est terminée au point de vue des solutions aux problèmes qui divisaient le continent africain.

Ligue des États arabes

Nouvelles tentatives de médiation au Liban

DEVANT la poursuite des combats au Liban (l'armée libanaise a vaincu le 21 juin d'un côté, les forces syriennes ont vaincu de l'autre), la Ligue des États arabes s'est réunie au sommet des ambassadeurs le 20 juin, à la capitale libanaise, pour discuter des solutions aux problèmes qui divisaient le Liban.

Conseil de coopération douanière

Bilan des quarante-septième et quarante-huitième sessions

LES délégués et observateurs de soixante-quatre administrations nationales et de sept organisations internationales ont participé du 14 au 17 juin à Bruxelles aux quarante-septième et quarante-huitième sessions du Conseil de coopération douanière.

Association du transport aérien international

Bilan du transport en 1975

LES cent-dix compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont perdu en 1975 400 millions de dollars.

Organisation de l'unité africaine

Difficile « sommet » à Fila

LA troisième conférence à un sommet de la Charte d'Addis-Abeba et de gouvernement des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), qui s'est déroulée du 2 au 5 juillet à Fila-Louis (du Mali), s'est terminée au point de vue des solutions aux problèmes qui divisaient le continent africain.

Ligue des États arabes

Nouvelles tentatives de médiation au Liban

DEVANT la poursuite des combats au Liban (l'armée libanaise a vaincu le 21 juin d'un côté, les forces syriennes ont vaincu de l'autre), la Ligue des États arabes s'est réunie au sommet des ambassadeurs le 20 juin, à la capitale libanaise, pour discuter des solutions aux problèmes qui divisaient le Liban.

Conseil de coopération douanière

Bilan des quarante-septième et quarante-huitième sessions

LES délégués et observateurs de soixante-quatre administrations nationales et de sept organisations internationales ont participé du 14 au 17 juin à Bruxelles aux quarante-septième et quarante-huitième sessions du Conseil de coopération douanière.

Association du transport aérien international

Bilan du transport en 1975

LES cent-dix compagnies aériennes membres de l'Association du transport aérien international (IATA) ont perdu en 1975 400 millions de dollars.

Supplément

RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN



Seize ans de stabilité politique

Un régime dominé par la stature du président Ahidjo

DEPUIS le 1^{er} janvier 1960, date de l'accession du Cameroun à l'indépendance, la vie politique de ce pays s'ordonne autour de deux lignes de force : d'une part, une volonté, toutes fois exprimée, d'unification politique ; d'autre part, un renforcement constant du pouvoir autour de la personne du chef de l'Etat, El Hadj Ahmadou Ahidjo, dont la longévité politique est exceptionnelle puisqu'il est aux commandes depuis 1960.

Au cours d'une conférence de presse, tenue le 17 février 1968, le président Ahidjo déclarait : « Pour ce qui est de la résilience à laquelle je tiens le plus, je dois dire : non pas la réalisation de l'unité nationale portée, mais un commencement d'unité nationale, c'est la chose à laquelle je tiens le plus ».

Effectivement, la poursuite tenace de cet objectif a été une des constantes de la politique camerounaise depuis la nomination de M. Ahidjo au poste de

premier ministre en 1960. A un double titre. D'abord l'unification de l'Etat. Ensuite, l'unification des forces politiques.

Le problème de l'unification de l'Etat fut posé dès le moment même où le protectorat allemand, établi sur une portion du territoire africain dénommé Kamerun, fut conquis, au cours de la première guerre mondiale, par les troupes britanniques et françaises. La S.D.N. ne fit que confirmer cette situation en créant deux territoires sous mandat, placés sous l'autorité de la France et du Royaume-Uni. Sans doute chaque territoire suivit sa propre évolution en fonction de la politique de l'Etat colonial et de l'action des forces politiques existantes. Mais il y eut au moins une caractéristique commune : la volonté manifestée par certains partis politiques (Union des populations du Cameroun, Cne Kamerun, Kamerun national démocratique Party) de réunifier les deux

territoires organisés par l'O.N.U. en 1959 et en 1961. Tandis que la partie septentrionale était réunie à l'Etat fédéral du Nigeria, la partie méridionale opta pour son rattachement à la République du Cameroun. Dès lors, la réunification (partielle) va se faire en deux étapes qui vont dans le sens de l'unification croissante de l'Etat.



De la fédération à l'Etat unitaire

DANS une première étape, M. Ahidjo, devenu le chef de l'Etat camerounais, et le Dr Fomcha, leader du parti majoritaire (le K.N.D.P.) dans la partie méridionale du territoire administré par le Royaume-Uni, se seraient accordés pour donner à l'Etat camerounais la forme d'un Etat fédéral, ce qui permettrait de reconnaître à chacun des deux Etats fédérés une certaine autonomie politique tout en affirmant l'unité de la République fédérale.

En fait, les caractéristiques de la fédération étaient telles qu'elles portaient en germe une évolution dans le sens de la centralisation politique. La pratique renforce

encore cette tendance sous-jacente en accumulant les pouvoirs de l'Etat fédéral au détriment de l'autonomie des Etats fédérés. Cette évolution correspondait aux vœux du président Ahidjo, qui n'avait, semble-t-il, considéré la fédération que comme une étape transitoire vers une plus grande unification de l'Etat. L'internationale fédérale est close en 1972.

En effet, dans une deuxième étape, le président, délaissant la procédure parlementaire, propose

* Professeur à l'université de Paris-I (Paris-Sorbonne), directeur de la revue *Revue de la pensée politique et juridique* du tiers-monde.

directement au corps électoral, par voie de référendum, de transformer l'Etat fédéral en Etat unitaire « dans le but de consolider l'unité nationale ». Cette proposition est approuvée le 20 mai 1975, par trois millions cent soixante-dix-sept mille huit cent quarante-sept électeurs, soit trois millions deux cent trente-six mille deux cent quatre-vingt-sept et trois millions cent soixante-dix-neuf six cent trente-quatre votants. La Constitution de 1972, adoptée également par voie de référendum, met l'accent sur « la nécessité impérieuse (reconnue par le peuple camerounais) de parachever son unité » et proclame l'existence d'« une seule et même nation ». L'article 1^{er} de la Constitution affirme que « la République vaie du Cameroun est une et indivisible ». Comme pour le verrou, l'unification de l'Etat entraîne une simplification des institutions, puisqu'en vertu de la Constitution de 1972 les institutions politiques des deux anciens Etats fédérés disparaissent. Une place privilégiée est reconnue au président Ahidjo, désigné par la Constitution comme président de la République unie du Cameroun, publiquement à assurer l'unité de l'Etat » (art. 5) et qu'il en est ainsi le symbole vivant.

Cette évolution est d'autant plus remarquable que la population camerounaise demeure hétérogène. Les sociologues soulignent la persistance d'ethnies très différenciées. A partir desquelles certains politologues ont forgé le mot de « clientélisme, alpha et

oméga des politiques africaines. L'explication est un peu simpliste. Il n'empêche que les ethnies sont une réalité, et que leur existence rend fragile l'unité de l'Etat. En outre, il ne faut pas oublier que les populations camerounaises ont été soumises à deux systèmes coloniaux qui ont légué aux deux parties du Cameroun des traditions différentes, à commencer par la langue, véhicule de la culture du colonisateur. L'affirmation de l'unité de l'Etat, et à travers elle, celle de la nation, manifeste, par conséquent, l'existence d'un projet politique beaucoup plus que d'une situation déjà réalisée. Elle indique la voie à suivre et anticipe l'avenir.

Quel qu'il en soit, le projet est clair. Il comporte d'ailleurs des prolongements sur un plan qui n'est pas seulement politique. On pourrait relever, à côté de l'affirmation de l'unité politique de l'Etat, une tendance à la centralisation administrative. Cela veut dire que de 1972, devenu unitaire, enclenchant de tout son poids sur la vie des collectivités locales par l'intermédiaire de ses représentants nommés et révoqués directement, le pouvoir permanent de l'Etat, une justification d'une telle politique administrative est toujours la même : il s'agit de lutter contre les tendances centrifuges et d'assurer l'unité nationale. Le président Ahidjo ne manque d'ailleurs pas de souligner que tous les fondateurs d'Etat ont été finalement des centralisateurs.

(Lire la suite page 22.)



M. AHMADOU AHIDJO, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE CAMEROUNAISE

Dans ce supplément :

- 22-23. — **Seize ans de stabilité politique** (suite de l'article de Pierre-F. GONIDE).
- 24. — **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** : Nouvelles relations avec les pays industrialisés, solidarité avec le tiers-monde (Edmond JOURN).
- 27. — **COOPÉRATION** : la France dans une perspective privilégiée malgré une diversification des aides étrangères (Albert BERTH).
- 28-29. — **ÉCONOMIE** : un « libéralisme planifié », pour stimuler le secteur privé aux efforts de développement ; l'industrialisation des échanges (Pierre CHAULEUR).
- 31. — **Sur les hauteurs du Cameroun** : le témoignage historique des archéologues et des historiens (Renée NDIAYE).
- 32. — **ENSEIGNEMENT** : l'université de Yaoundé : une réussite et son avenir (René GILBERT).
- 33. — **TOURISME** : les sites historiques encore peu exploités (Nolanda NGA NGA).

* Les illustrations sont illustrées à l'aide de photos provenant du Musée de l'Homme. 1. Statue hindoue en bois rouge ; 2. Masque royal bambara ; 3. Fête à l'occasion d'un haut dignitaire.

Économie

Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

Par PIERRE CHAULEUR*

Le Cameroun est un pays aux ressources variées et aux possibilités considérables, dont le développement économique a été retardé, au moment de l'indépendance, par une rébellion de la région Bamileke, alimentée de l'extérieur. Il a fallu tout le sens politique du président Ahidjo pour rétablir une situation difficile, harmoniser les rapports entre les ethnies, organiser l'unité nationale et mettre en place les cadres d'une économie nouvelle.

D'une étendue de 476 000 kilomètres carrés, peuplé de six millions d'habitants environ, le Cameroun est un pays à la fois d'altitude et de steppe, de savanes et de forêts, qui représente une Afrique en réduction. Situé au fond du golfe de Guinée, affectant la forme d'un triangle ouvert sur l'Atlantique, il est limité par le Nigeria à l'ouest, le Tchad au nord et au nord-est, la République Centrafricaine à l'est et au sud, par le Gabon et la Guinée équatoriale. Il est la voie d'accès et d'évacuation naturelle de l'Afrique centrale.

Pour mettre en valeur, dans une perspective d'avenir, toutes les ressources du pays, le président de la République camerounaise se donne comme objectif le développement autonome et comme doctrine le « libéralisme planifié »,

qu'il définit ainsi : « Nous entendons soumettre, désormais, nos relations économiques internationales à nos objectifs de développement interne, c'est-à-dire que nous entendons promouvoir une économie véritablement intégrée, caractérisée par la maîtrise effective des principaux facteurs du développement. » C'est, au fond, un socialisme humain qui cherche sa voie de façon pragmatique.

Or l'adaptation de l'économie traditionnelle à ce système moderne de développement ne peut être réalisée par la seule action de l'Etat, étant donné les moyens financiers dont il dispose. Elle se fera donc dans la ligne d'un « libéralisme planifié », c'est-à-dire par le refus du jacobinisme autoritaire des initiatives incontrôlées assorti d'une volonté d'orienter et de contrôler la poursuite des activités créatrices. Pour y parvenir, le gouvernement aura recours au secteur privé dont il considère que l'action doit être l'agent le plus dynamique du développement. Les grandes options sont indiquées dans le cadre d'un plan souple et adaptable, dessinant les voies des équilibres économiques souhaitables.

Dans ce cadre, le problème des transports est apparu comme

devant être résolu en priorité : voies ferroviaires, routières, installations portuaires et aériennes.

Les chemins de fer partant de Douala n'atteignent que N'Koumba et Yaoundé. Le président du Cameroun a lancé une antenne vers l'ouest, jusqu'à Koundou et a prolongé jusqu'à N'Goundou la voie ferrée du centre qui, désormais, ouvre la route du Tchad et de la République centrafricaine. En même temps, pour pouvoir assurer un trafic à l'échelle régionale, la ligne Douala-Yaoundé est l'objet de travaux considérables.



L'agriculture, moteur du développement

AINSI se mettent en place les éléments du véritable décollage de l'économie camerounaise. Mais le moteur essentiel de son développement est l'agriculture, qui comporte deux secteurs : le secteur traditionnel et le secteur moderne.

Le premier englobe une multitude de petites exploitations familiales qui ont fait, pendant des années, la seule richesse du territoire et alimenté le budget en devises par les ventes à l'exportation. Il s'agit de base : le café (75 000 tonnes), le cacao (118 000 tonnes), le coton (40 000 tonnes) et les arachides (82 000 tonnes).

(Lire la suite page 22.)

Le réseau routier, pour sa part, est dans le plan d'équipement un objet de préoccupation, en raison de l'état défectueux de nombreuses chaussées. Des crédits importants lui sont affectés. L'aménagement du port de Douala, dont le chenal d'accès insuffisant limite les mouvements de navires d'un certain tonnage, est en cours, et la construction d'un grand port en eau profonde, près de Victoria, est prévue dans la perspective d'un pays devenu le pôle de rayonnement de l'Afrique centrale tout entière.

Seize ans de stabilité politique Un régime dominé par la stature du président Ahidjo

(Suite de la page 21)

Une analyse politique de la société camerounaise manifestait facilement la complexité de la situation sociale et, par voie de conséquence, celle de l'adhésion politique. Historiquement, l'Etat colonial en avait tiré parti, appliquant la vieille règle : *divide et impera*. A partir du moment où les forces politiques peuvent se manifester au grand jour, c'est-à-dire après la deuxième guerre mondiale, la vie politique camerounaise est en fait caractérisée par une extrême fragmentation de ces forces ou, si l'on préfère, par le pluralisme politique, cher aux partisans des démocraties de type capitaliste. C'est contre cette fragmentation et pour un rassemblement des forces politiques que le président Ahidjo va militer dès sa nomination comme premier ministre en 1960.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, on avait assisté à une prolifération extraordinaire des partis politiques, des uns simples projections locales des partis politiques français, les autres spécifiquement camerounais, comme l'Union démocratique du Cameroun (U.D.C.), le Front nationaliste et favorable à l'indépendance du Cameroun, ce parti fut dissout en 1958 par le gouvernement français et dut se réfugier dans la clandestinité et recourir à la violence. Parallèlement, le champ était libre pour les partis modérés, créés autour de personnalités disposant d'une assise locale de type « traditionnel » (chefs, notables, etc.), ou « moderne » (élite scolaire, chrétiens, travailleurs, etc.) en milieu. Il en résulte un état d'instabilité, générateur de crises politiques, mises à profit par l'Etat colonial. L'indépendance de M. Ahidjo en 1960 ne fut qu'un épisode, lourd de conséquences, de l'intense compétition pour le pouvoir, arbitrée par le gouvernement français.

Placé aux leviers de commande par la France soutenu de l'extérieur par tous les moyens à l'U.D.C., considéré comme dominant pour l'ordre établi, M. Ahidjo entreprend de substituer au pluralisme des partis un système monolithique, destiné à rassembler dans un cadre politique unique toutes les tendances. On retrouve ici le même souci que celui qui a fait évoluer l'Etat dans le sens de l'unitarisme : l'unité nationale. C'est ce que soulignait M. Ahidjo en 1962, lorsqu'il déclarait : « Nous nous proposons la paix, l'unité et le parti unique pour réaliser l'unité nationale indispensable. » C'est ce qui apparaît également dans la charte de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), la thèse n°14 affirme : « L'objectif fondamental de l'Union camerounaise est de travailler à l'achèvement de la nation camerounaise pour assurer le plein développement du peuple. A cette fin, il condamne énergiquement le tribalisme et toutes

autres divisions politiques et favorise l'achèvement de la solidarité et de la fraternité entre tous les citoyens camerounais. » Il y a donc une convergence de la forme de l'Etat et du système de parti, tous deux généralisés à l'ensemble de la nation et, au-delà de la nation, de la patrie (thèse n° 6 de la charte de l'U.N.C.).

Le processus d'unification des partis politiques a été relativement rapide puisque l'U.N.C. est constituée officiellement en 1960.

Dans une première étape, M. Ahidjo crée, en 1960, l'Union camerounaise, dont la dénomination était déjà un programme. Forte du soutien des chefs de file du Nord et du pays bannon, contrôlant près de la moitié des sièges à l'Assemblée territoriale élue en 1960, l'Union camerounaise va établir son hégémonie en utilisant toutes les ressources du jeu politique camerounais, écartant des ralliements et frappant durement ses adversaires politiques. Les ralliements qui se manifestent dès 1960, mais surtout après les élections législatives de 1960, permettent à l'Union camerounaise d'établir sa prééminence dans le sud et l'ouest du pays, de sorte qu'en 1962 elle a pratiquement établi sa prééminence dans la quasi-totalité du territoire. Quant aux adversaires politiques irréductibles, ils sont victimes de la répression et de la législation d'exception portée après l'indépendance. En particulier, l'U.D.C. est dissout, frappé, son secrétaire général, Ruben Um Nyobé, est tué le 12 septembre 1960, son président Félix Roland Moukoko, est emprisonné à Gonaïves. Son vice-président, Ernest Ouandié, fut condamné à mort et exécuté à Bafofoum, au cours même de la rébellion, en 1971.

Beaucoup de chefs de file de l'U.D.C. ont rejoint le parti unifié. D'autres irréductibles, comme MM. Mbida, Charles Oka-Belle, ont été emprisonnés. M. Ahidjo en 1968 ne fut qu'un épisode, lourd de conséquences, de l'intense compétition pour le pouvoir, arbitrée par le gouvernement français.

Il restait cependant les partis politiques du Cameroun occidental, où le K.N.D.P. du Dr Foncha était le plus important. Mais, depuis 1959, mais n'avait pas le monopole de la représentation politique. Le deuxième stade de l'unification conduisit à fonder les partis politiques du Cameroun occidental au sein de l'U.C. Dès 1962, l'U.C. et le K.N.D.P. avaient créé un comité de coordination chargé d'étudier la fusion des deux partis. Sa fin, l'entente se manifesta aux élections législatives de 1964 et présidentielles de 1965. Le pas décisif fut franchi en 1968, époque à laquelle les trois partis du Cameroun occidental et l'U.C. décidèrent de fusionner, le président Ahidjo devenant le président du nouveau parti national unifié, l'U.N.C., et M. John Ngu Foncha, vice-président.

Instrument d'une politique que les adversaires du régime qualifient comme étant celle d'un Etat nationaliste, l'U.N.C. est cependant un instrument idéologique en ce sens qu'elle s'est vu reconnaître une vocation à intégrer toutes les forces politiques dans une relation de dominant à dominé.

Par forces politiques, nous entendons les individus et groupes politiques d'indépendance, en raison de leur position dans la société camerounaise, de conquérir le pouvoir et, par conséquent, de se transformer en gouvernants ou d'influencer, de façon plus ou moins importante, l'exercice du pouvoir.

La prééminence du parti national unifié résulte du fait que, selon sa propre charte (thèse n° 12), l'U.N.C. veut être « une organisation politique populaire », c'est-à-dire une organisation qui a « vocation à grouper en son sein tous les citoyens camerounais sans exception ». Il en résulte que les nouvelles générations avaient elles-mêmes contribué à en ruiner l'influence. Il ne pouvait donc s'agir d'un instrument déterminé.

C'est le cas des forces traditionnelles, organisées dans le cadre des chefferies, les différences d'opinion divergentes africains. Le président Ahidjo n'a pas condamné sans appel ces derniers. Tout en condamnant au congrès de Maroua en 1960, que le régime colonial avait « adoubé » les chefferies et que les nouvelles générations avaient elles-mêmes contribué à en ruiner l'influence, il reconnaît cependant leur utilité. Proclamant, en 1962, il affirmait que les chefferies « constituent un des moyens d'action de l'Etat pour l'instauration de la paix ». Cela dit, il n'en reste pas moins que les chefferies ne constituent plus une force de contestation ou d'opposition. Dès 1960, au congrès de Maroua, le président Ahidjo, visant explicitement les chefferies du Nord, affirmait que « notre parti a pour objectif l'achèvement de la nation camerounaise, des citoyens camerounais, y compris les chefferies ».

La position des chefs traditionnels dans l'Etat camerounais procède donc d'un constat : la persistance de leur influence, fondée sur le phénomène ethnique, et d'une volonté : celle de les subordonner au parti. En fait, l'évolution conduit à une situation où l'Assemblée des chefs traditionnels du Cameroun occidental en 1972 en porte témoignage. Pour l'instant, l'Assemblée des chefs est prise en considération, ce qui explique qu'ils soient membres de l'Assemblée nationale. Mais la concentration générale camerounaise du travail permet d'éliminer ses dirigeants. Quant aux autres syndicats, le gouvernement fit pression sur leurs dirigeants pour les amener à rejoindre l'unité. Sur l'initiative du secrétaire d'Etat au travail, il fut décidé d'étudier le problème en 1962. Les négociations aboutirent. Par la suite, la création de la Fédération des syndicats du Cameroun, dont les dirigeants arabes démocratiques en dehors de la fédération. En 1972, l'Assemblée nationale a voté la création de l'Union nationale des travailleurs du Cameroun (U.N.T.C.).

Il restait à définir la position du syndicat national unique par rapport au parti. Les statuts de l'U.N.T.C. prévoient eux-mêmes que la centrale syndicale ne saurait être une force politique organisée, rivale du parti. D'abord, elle s'inscrit « sous le contrôle politique » (art. 7) et même d'avoir une philosophie politique quelconque ou politique « en son sein » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3).

organisée, rivale du parti. D'abord, elle s'inscrit « sous le contrôle politique » (art. 7) et même d'avoir une philosophie politique quelconque ou politique « en son sein » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3). Très logiquement, l'U.N.T.C. est confiée à « collaborer étroitement avec le gouvernement dans le cadre des options politiques définies par le parti de l'Union nationale camerounaise » (art. 3).

De la même façon, les organisations de femmes et de jeunes ont été subordonnées au parti. La charte de l'U.N.C. prévoit d'ailleurs que « le parti s'appuie sur ses organisations unies dans la lutte pour la réalisation de l'indépendance, de la paix et de la prospérité ».

Ainsi, comme le souligne J.-P. Bayart, « l'organisation du parti, perçue dans le renouvellement de la relation entre clients et de dépendance entre chefs » et de « centralisation des pouvoirs ».

Concentration du pouvoir

COMME beaucoup d'autres Etats africains, le Cameroun connaît des difficultés de développement. Mais, très rapidement, il s'est doté d'un modèle pour adopter un régime dominé par la stature du chef de l'Etat, président du parti national unifié. Pourtant, la charte de l'U.N.C. affirme (thèse n° 10) que « l'Etat camerounais est une république présidentielle » tandis que le président Ahidjo, présentant le projet de Constitution de 1972 aux députés, parlait de « régime présidentiel à collaboration de pouvoirs », ce qui équivaut à l'idée d'un régime proche de celui des Etats-Unis d'Amérique. En fait, une lecture attentive des textes et de la pratique politique montre que toutes les techniques ont été utilisées pour assurer la prépondérance du chef de l'Etat : monophasisme du pouvoir exécutif, accumulation des compétences entre les mains du chef de l'Etat au détriment des autres organes de l'Etat, appel au peuple.

Le monophasisme implique que le président de la République ne partage avec personne le pouvoir exécutif. Il est le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude. Cette affirmation semble corroborée par l'existence d'un premier ministre en 1976, ce qui semble ramener le Cameroun au système existant d'avant. Cependant, la Constitution révisée en 1976 établit sans équivoque que le pouvoir exécutif n'est pas exercé entre deux personnes. Selon un proverbe africain, « il n'y a pas de pouvoir partagé pour deux personnes ». La Constitution confirme ce principe en affirmant que « le président de la

d'élire les associations traditionnelles et de créer ses propres organisations : la Jeunesse de l'Union camerounaise en 1962 (Jeunesse de l'Union nationale camerounaise en 1966), l'Organisation des femmes de l'Union nationale camerounaise (O.F.U.N.C.) en 1966. Pour autant, la manœuvre du parti sur ces organisations n'a pas été dénuée de succès de cooptation, ainsi que le montrent les documents des congrès du parti. En 1975, le bureau politique reconnaissait lui-même qu'il fallait « se méfier des femmes en détachées mineures ». Le parti a été ainsi contraint à reconnaître une autonomie relative aux organisations de jeunes et de femmes.

Besoin d'administration, aussi bien civile que militaire, on du moins la frange supérieure de l'administration, les cadres. Sa position est ambiguë. Elle fait partie de l'appareil d'Etat et, par conséquent, théoriquement soumise au pouvoir politique selon la doctrine classique. La Constitution fait d'ailleurs du président de la République le chef suprême de l'administration civile et le chef des armées (art. 9). En outre, le caractère d'organisation populaire revendiqué par le parti implique la primauté du parti sur l'administration. En fait, le personnel politique et le personnel administratif sont en position de rivalité. Autour d'une thèse sur le Cameroun, J.-P. Bayart a écrit : « pas à écrire que le parti, au plan local, n'est qu'une force politique parmi d'autres, en situation de dépendance vis-à-vis de l'administration territoriale », ce qui est sans doute excessif. Il n'empêche que, dans la pratique, les hauteurs fonctionnelles sont en mesure d'exercer une action plus ou moins autonome.

Quant aux forces armées et à la police, dont l'intégration sur le plan politique est devenue un phénomène basique en Afrique, il est difficile de se hasarder à faire des prévisions. Deux faits limitent la probabilité d'une intervention. D'une part, le président Ahidjo a toujours été très prudent sur le recrutement des cadres, ce qui peut être de nature à renforcer l'unité politique. D'autre part, l'Etat de la France dans le domaine militaire peut jouer comme force de dissuasion tant que le gouvernement français subvient à des besoins militaires avec le régime de l'Etat.

Concentration du pouvoir

République, chef de l'Etat et chef de l'administration, le président Ahidjo a exercé une action décisive sur le pouvoir législatif à l'Assemblée nationale. Mais, très rapidement, il s'est doté d'un modèle pour adopter un régime dominé par la stature du chef de l'Etat, président du parti national unifié. Pourtant, la charte de l'U.N.C. affirme (thèse n° 10) que « l'Etat camerounais est une république présidentielle » tandis que le président Ahidjo, présentant le projet de Constitution de 1972 aux députés, parlait de « régime présidentiel à collaboration de pouvoirs », ce qui équivaut à l'idée d'un régime proche de celui des Etats-Unis d'Amérique.

En fait, une lecture attentive des textes et de la pratique politique montre que toutes les techniques ont été utilisées pour assurer la prépondérance du chef de l'Etat : monophasisme du pouvoir exécutif, accumulation des compétences entre les mains du chef de l'Etat au détriment des autres organes de l'Etat, appel au peuple. Le monophasisme implique que le président de la République ne partage avec personne le pouvoir exécutif. Il est le pouvoir exécutif dans toute sa plénitude. Cette affirmation semble corroborée par l'existence d'un premier ministre en 1976, ce qui semble ramener le Cameroun au système existant d'avant. Cependant, la Constitution révisée en 1976 établit sans équivoque que le pouvoir exécutif n'est pas exercé entre deux personnes. Selon un proverbe africain, « il n'y a pas de pouvoir partagé pour deux personnes ». La Constitution confirme ce principe en affirmant que « le président de la

La réforme de 1976 n'a donc pas altéré le principe fondamental qui est à la racine des institutions camerounaises : le monophasisme. On peut remarquer

d'ailleurs que la Constitution ne prévoit l'existence d'aucun organe collégial, conseil des ministres ou conseil de cabinet, qui pourrait partager avec le président l'exercice du pouvoir exécutif. Tout au plus l'article 8 mentionne-t-il l'existence de « conseils ministériels », présidés par le chef de l'Etat et, de façon très vague, du « gouvernement ». C'est-à-dire le premier ministre, les ministres et vice-ministres, sans oublier son chef : le président de la République. Ici encore, la prééminence du chef de l'Etat est marquée par son pouvoir de nomination et de révocation discrétionnairement les membres du gouvernement, comme de leur jours attributions.

Compte tenu de cette structure de l'Etat, qui se résume en la personne du président, il est vain de se demander quels sont les pouvoirs de ce dernier. Il les détient tous, aussi bien dans le domaine international (négociation et ratification des accords et traités, nomination et révocation des ambassadeurs et envoyés extraordinaires) que dans le domaine interne (nomination, révocation, nomination aux emplois civils et militaires, promulgation des lois, etc.).

Si cette première caractéristique du régime politique camerounais peut s'apparenter à un régime présidentiel, on n'est pas en mesure de dire que le président est le détenteur exclusif du pouvoir exécutif, la concentration des pouvoirs entre les mains du chef de l'Etat n'en est que le premier caractère. Cependant, théoriquement, la Constitution semble au premier abord, établir un régime classique. Après un coup de champagne à la souveraineté nationale qui proclame « un peuple camerounais » et l'affirmation que « les autorités chargées de diriger l'Etat sont leurs pouvoirs du peuple » (art. 2), la Constitution répartit l'exercice du pouvoir entre le président de la République et l'Assemblée nationale, auxquels sont consacrés respectivement les titres 2 et 3. Des lors, on pourrait être tenté de croire que l'équilibre des pouvoirs est établi. Mais, en fait, le pouvoir législatif à l'Assemblée nationale tandis que le président détient le pouvoir exécutif. L'exercice du pouvoir dans sa totalité ne pourrait être correctement assuré que par une collaboration permanente des deux organes de l'Etat.

Une telle épure ne correspond pas à la réalité des rapports entre le législatif et l'exécutif.

Il est vrai que l'Assemblée nationale détient le pouvoir de voter la loi. Mais, contrairement à la règle qui prévaut en France, le président, elle n'a pas un pouvoir limité (sous réserve de respect de la Constitution). Initiant sa propre initiative, l'Assemblée nationale a été l'objet de nombreuses interventions de l'Assemblée nationale, énumérées par l'article 20. Cela veut dire que, en dehors du domaine strictement légal, le pouvoir de créer le droit appartient au chef de l'Etat. Peu importe que les textes adoptés par le président ne soient pas qualifiés de lois. En fait, sous réserve de respecter la Constitution, il détient un pouvoir équivalent à celui de l'Assemblée nationale dans un domaine qui lui est propre et qu'il peut défendre contre les empiètements de l'Assemblée en saisissant la Cour suprême.

En second lieu, l'Assemblée nationale peut, se dessaisir en autorisant le président à prendre à la place des ministres qui sont du domaine de la loi des « ordonnances ayant force de loi », qui peuvent abroger ou modifier les lois antérieurement votées par l'Assemblée. Compte tenu du mode de recrutement des parlementaires, membres du parti dont le président est le chef, il ne faut aucun doute que l'Assemblée ne saurait refuser au chef de l'Etat une délégation du pouvoir d'adopter la loi. La pratique montre qu'il a été un usage constant d'ajouter que la Constitution de 1972 (art. 42), après la mise en vigueur de l'Assemblée nationale fédérale, avait accordé au président, pendant une période de deux ans, le pouvoir d'adopter des ordonnances ayant force de loi. C'est dire que tous les textes importants qui définissent les nouvelles institutions ont été adoptés par le président seul.

Enfin, le président dispose de pouvoirs exceptionnels qui aboutissent à lui transférer la totalité des pouvoirs, y compris le pouvoir législatif, en cas de « crise grave menaçant l'intégrité du territoire ».

La prééminence du parti national unifié

EN 1972 (art. 3) continue de reconnaître le principe du pluralisme des partis en fait le Cameroun vit avec un système de parti unique. Les raisons ne manquent pas pour le justifier : d'ordre économique « mobiliser la totalité des énergies de ce pays » (pour lutter contre le sous-développement), d'ordre politique « l'unité nationale est encore à faire », d'ordre social « on ne peut parler de l'existence de différences sociales en Afrique ». Elle ne sont pas originales. Tous les dirigeants africains les invoquent pour justifier l'existence du parti unique ou, alternativement, pour interdire tout parti

politique lorsque les militaires prennent le pouvoir. En fait, le système du parti unique n'est qu'un moyen, un instrument, parmi d'autres, au service d'une politique clairement syndicaliste. Par la suite, la création de la Fédération des syndicats du Cameroun, dont les dirigeants arabes démocratiques en dehors de la fédération. En 1972, l'Assemblée nationale a voté la création de l'Union nationale des travailleurs du Cameroun (U.N.T.C.).

Il restait à définir la position du syndicat national unique par rapport au parti. Les statuts de l'U.N.T.C. prévoient eux-mêmes que la centrale syndicale ne saurait être une force politique

Concentration du pouvoir

Retenez
notre adresse
elle vous
est utile

Cameroon



l'indépendance ou les institutions de la nation. Le président de la République peut démettre, sans avoir à se référer à quiconque et sans contrôle, l'avis d'urgence. Cette situation lui confère le pouvoir de « prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires ».

Même si l'Assemblée conserve le pouvoir de voter la loi dans le domaine défini par la Constitution, elle ne dispose pas pour autant d'un monopole. Le président de la République, directement ou indirectement, dispose de nombreux moyens destinés à l'influencer, à supposer que l'Assemblée ait une volonté différente de celle du président. D'abord, l'initiative des lois appartient aussi bien au chef de l'Etat qu'aux députés. Ensuite, le président de la République peut être entendu par l'Assemblée ou lui adresser des messages. De façon plus pratique, les membres du gouvernement ont accès à l'Assemblée et peuvent participer aux débats. Enfin, l'Assemblée n'a pas la maîtrise de son ordre du jour. Outre que le gouvernement participe aux travaux de la conférence des présidents chargés d'élaborer l'ordre du jour, ce dernier comporte en priorité, et dans l'ordre que le gouvernement a fixé, la discussion des textes qu'il a soumis.

A cet égard, au texte même de la Constitution, il est donc manifeste, comme le remarque un commentateur camerounais de la Constitution de 1972, M. Owona, que « le président de la République est l'organe constitutionnel prépondérant ». Cette prépondérance est d'autant mieux assurée que le président n'est pas responsable devant l'Assemblée. Sa responsabilité ne pourrait être mise en cause que dans le cas de crimes de haute trahison, jugés par la Haute Cour de Justice.

On remarquera que les pouvoirs du président de la République ne sont pas équilibrés par l'existence d'un véritable pouvoir judiciaire, capable d'assurer le règne du droit. La Constitution évalue d'ailleurs le terme de « pouvoir » et

parle plus modestement d'« autorité judiciaire ». Cela dit, on notera aussi que si l'organisation et le fonctionnement de la justice sont théoriquement déterminés par la loi, donc par l'Assemblée nationale, en fait, les textes actuellement en vigueur ont été adoptés par le président de la République en vertu des mesures transitoires prévues par la Constitution. En outre, le président détient le pouvoir de nommer les magistrats et de prononcer des sanctions disciplinaires, ce qui lui confère une influence certaine sur

l'administration de la justice. Enfin, s'il existe un contrôle de constitutionnalité exercé par la Cour suprême, seul le président de la République peut le mettre en œuvre (articles 10 et 37 de la Constitution de 1972).

D'un simple point de vue constitutionnel, il est donc évident que le président détient une supériorité écrasante sur tous les autres organes de l'Etat, dont aucun ne peut rivaliser avec lui. Cette supériorité est encore renforcée par l'appel au peuple.

Les conditions d'exercice du droit de suffrage lui assurent un triomphe facile dont les pourcentages élevés de « oui », frisant les 100 %, portent témoignage. Et, directement par le corps électoral, le président de la République apparaît aussi comme le vrai chef, que la propagande du parti présente comme un homme présidentiel, le « Père de la nation », le « Moins du Cameroun », le « Pétrole du Cameroun », le « Christ de l'Afrique », etc. Selon une formule célèbre, « Ahéjo est le Cameroun » et le Cameroun est Ahéjo ». L'identification paraît totale.

Au départ, par son mode de désignation, le président détient donc une supériorité sur les députés. Mais, en outre, il a la possibilité d'adresser directement au peuple pour lui proposer d'adopter certaines mesures, ce qui lui permet de passer par-dessus la tête des députés, de mettre l'Assemblée nationale entre parenthèses.

La Constitution camerounaise prévoit formellement que la souveraineté nationale peut s'exercer directement par voie de référendum (art. 2), ce qui, a priori, est une solution démocratique, à condition que le droit de suffrage permette réellement d'exprimer un choix.

Il en est ainsi en matière de révision de la Constitution. Deux procédures sont prévues. L'une confie à l'Assemblée la décision, l'autre permet au président, qui possède l'initiative en matière constitutionnelle, de saisir directement le corps électoral par voie de référendum. C'est cette dernière qui fut utilisée en 1974, pour adopter la Constitution actuelle, bien que, sans l'empire de la Constitution fédérale, sa légalité fût douteuse. En revanche, la révision de 1975 a été réalisée selon la procédure parlementaire.

De façon plus générale, le président de la République peut soumettre au référendum « tout projet de réforme qui, bien que relevant du domaine de la loi, serait susceptible d'avoir des ré-

percussions profondes sur l'avenir de la nation et les institutions nationales ». Cette formule très large l'autorise à en appeler directement au peuple non seulement pour des problèmes d'ordre interne, mais aussi pour des questions d'ordre international. La Constitution vise d'ailleurs expressément les projets de loi autorisant la ratification des conventions internationales « présentant, par leurs

conséquences, une importance particulière ». La seule obligation du chef de l'Etat est de prendre l'avis du président de l'Assemblée nationale, lui-même homme du parti possédant la confiance du chef de l'Etat. L'avis ne peut être que favorable ; de toute façon, il ne s'agit que d'un avis qui ne lie pas le chef de l'Etat. Jusqu'ici, il n'a pas été fait un usage sérieux de la procédure référendaire.



L'appel au peuple

L'APPEL au peuple établit un lien direct entre le président de la République et le corps électoral, auquel la Constitution attribue la souveraineté de façon indirecte. Ce lien direct contribue à renforcer la position du président, dans la mesure où, détenteur de la réalité du pouvoir, il le personnalise, et dans la mesure aussi où l'appel au peuple lui permet de « court-circuiter » l'Assemblée nationale.

La Constitution semble placer les deux organes de l'Etat sur un pied d'égalité, lorsqu'elle prévoit que le président et l'Assemblée tiennent leur pouvoir du peuple, l'un et l'autre étant élus au suffrage universel direct. Cependant, les situations sont dissimilaires. Il faut rappeler que le président de la République est également le chef du parti unique. Or le principe posé par la législation électorale est que les candidatures sont obligatoirement présentées par le parti. Bien plus, la loi du 26 juin 1972 relative à l'élection des députés prévoit que tout député sortant du parti en cours de mandat est déchu de plein

droit de sa qualité de membre de l'Assemblée nationale. Il est donc impossible qu'un citoyen puisse être candidat à l'Assemblée nationale s'il n'a pas fait allégeance au parti, c'est-à-dire à la personne du chef du parti, fondateur du parti national unifié et impléant de la politique décidée par le parti. En fait, par conséquent, le lien entre le député et le peuple n'est pas direct. Il est médiatisé par le parti et son chef. Cela ne veut pas dire que ce dernier ne soit pas contraint de tenir compte de l'influence exercée par certaines personnalités sur une fraction plus ou moins large de la population, de ce que les sociologues appellent les relations de clientèle, de type traditionnel ou moderne. Mais, en définitive, les arbitres sont rendus au sommet, par le chef du parti. Au contraire, le président de la République est dans une position distributive. Toute candidature autre que celle du chef du parti national unifié est exclue, ce qui est contrôlé par la pratique. En fait, il n'a d'autre investiture à recevoir que de lui-même. Au surplus,



Quel régime ?

LES caractéristiques du régime politique camerounais rendent difficile sa classification dans l'arbre où les constitutions sont rangées. Les affirmations des responsables politiques, il ne s'agit certes pas d'un régime présidentiel à la mode américaine. En fait, le constituant, faisant feu de tout bois, a emprunté à différents régimes connus, français et américains notamment, des techniques constitutionnelles qu'il a combinées pour en faire un régime à la fois présidentiel et parlementaire. Il s'agit d'une démocratie (gouvernement d'un seul) en ce sens que tout se ramène en définitive à la personne du chef de l'Etat, qui domine de sa stature les institutions, y compris le parti et les organisations sociales annexes. Un tel régime est-il susceptible d'assurer un authentique développement politique ? Tout dépend de la signification qu'on donne à cette expression. Nous pensons qu'il est nécessairement un processus de lutte continue à travers lequel les forces progressistes s'efforcent d'effacer (pour ce qui concerne le passé) les effets de la domination exercée par les puissances étrangères, ou de les écar-

ter, de briser les forces sociales conservatrices, rétrogrades ou réactionnaires, opposées au progrès économique et social, de construire et de consolider l'Etat en s'appuyant sur le peuple. Seule, une étroite attention de la politique pratique par le Cameroun, à l'intérieur et à l'extérieur, permettrait de dire si le développement politique ainsi entendu est en voie d'être réalisé. Sans nous prononcer sur l'avenir politique dans les domaines économique, social et culturel, ou la croissance, incontestable, n'a pas été suivie nécessairement de développement, on peut constater que l'idéal du parti, qui est d'être une organisation populaire, est encore loin d'être atteint. En fait, le peuple, dans son ensemble, est assez largement absent de la vie politique. Il reste à suivre une ligne de masse, à « renforcer dans le corps du peuple », comme le recommandait Francis Fanon, à « multiplier les contacts avec les masses rurales », majoritaires dans le pays. Il reste à faire que le parti soit « l'expression directe des masses », « le porte-parole énergique et le défenseur incorruptible des masses ».

PIERRE-F. GONDEK.

Retenez notre adresse elle vous sera utile

Si vous voulez développer vos affaires au CAMEROUN, promouvoir votre marque, conquérir le marché, ou si vous y venez seulement pour un voyage touristique, faire un safari, c'est à nous qu'il faut vous adresser, car nous connaissons le terrain. Nos collaborateurs maîtrisent les techniques modernes du marketing, de la communication et de la vente du tourisme.

Nos activités s'étendent sur trois pays d'Afrique centrale. Notre pénétration, grâce à nos nombreux et importants supports de masse, en régie, est la plus forte d'Afrique francophone. Nous avons des partenaires et des correspondants en Europe.



CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

Rue du Maréchal Joffre - B.P. 1.137 - Tél. 42.44.44
Téléc 5276 KN - DOUALA - CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION

Victoria (CAMEROUN). Tél. : 33-22-51
Téléc : 52.42 KN

Adresse télégraphique DEVCAM Victoria
Société de Développement
au capital de 4 124 806 000 C.F.A.

PLUS DE 120.000 HECTARES DE PLANTATION

- d'huile de palme (19.235 tonnes)
- d'évén (9.778 tonnes)
- de thé (935 tonnes)
- de banane (11.393 tonnes)
- de poivre

Quatre usines de transformation de caoutchouc, une usine à thé, deux moulins d'huile de palme.

TOLE TEA



Le meilleur, n'importe où,
et n'importe quand

Pour tout renseignement, écrire à :

SALES MANAGER
CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION
BOTA, VICTORIA
REPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

ORGANISATION CAMEROUNAISE DE LA BANANE



La remontée de notre production amorcée en 1971 avec la mise en œuvre, par l'OCB, du projet de Reconversion Bananière, s'est poursuivie ces dernières années pour atteindre 73.500 tonnes en 1974, niveau pratiquement maintenu en 1975.

Le premier programme du projet de Reconversion Bananière portait sur 800 hectares de bananeraies à créer en 4 ans. Commencée en 1970, sa réalisation s'est achevée en 1973 et a permis, grâce à la production supplémentaire de 20.000 tonnes par an conforme aux prévisions du projet, d'occuper très sensiblement nos exportateurs.

Son indice sur l'évolution des tonnages à l'exportation se traduit par les chiffres ci-dessous :

STATISTIQUES EXPORTATIONS DU CAMEROUN

ANNEES	EXPORTATIONS
1970	47 000 t.
1971	51 000 t.
1972	65 500 t.
1973	64 500 t.
1974	63 500 t.
1975	74 300 t.

L'évolution de notre économie bananière au cours de ces dernières années n'est pas sensible uniquement sur le plan de l'accroissement de nos exportations. Elle concerne aussi leur répartition ainsi que la qualité des fruits exportés, en nette amélioration depuis trois ans.

CAMEROUN PUBLI-EXPANSION

Documents établis par M. J. KEUTCHA, ministre des Affaires étrangères de la République unie du Cameroun

L'ORIGINALITÉ DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU CAMEROUN

La société internationale de notre temps est caractérisée à la fois par la souveraineté des États et leur interdépendance. Toute politique étrangère réaliste et efficace doit tenir compte de cette double dimension sous ses différents aspects en fonction de la situation géopolitique de l'État concerné, de ses intérêts fondamentaux et des principes moraux et juridiques qu'il souhaite voir guider les rapports internationaux.

En ce qui concerne plus particulièrement la politique extérieure du Cameroun, trois données essentielles doivent être prises en considération. La première est que, situé au point de contact de plusieurs régions naturelles et au point de convergence des voies de migration, le Cameroun est par vocation un pays ouvert au monde.

La deuxième est que, par les hasards de l'histoire, le Cameroun a connu une triple administration allemande, anglaise et française, dont il a hérité un pluriethnisme qui confère une nouvelle dimension à son ouverture au monde.

La troisième est que, n'ayant jamais été véritablement une colonie, mais ayant eu, dans le cadre du mandat de la Société des Nations d'abord et ensuite sous le régime de tutelle de

l'ONU, un statut particulier avec vocation à l'indépendance, le Cameroun a été très tôt préparé à la vie internationale.

En 1960, le pays accède à l'indépendance. Il doit élaborer sa politique étrangère au moment où deux blocs puissants dominent la scène internationale et s'efforcent chacun d'influencer les petits et moyens États et de compromettre ainsi son indépendance.

Malgré son statut particulier, qui lui parait la condition indispensable de son progrès et de la réalisation de la dignité africaine, le Cameroun a choisi normalement de rester en dehors des conflits des blocs.

Depuis son accession à l'indépendance, la République unie du Cameroun a toujours proclamé son attachement au non-alignement et s'est toujours efforcée de confirmer sa politique internationale à ses principes.

Le non-alignement, tel que nous l'entendons, inclut la coexistence pacifique des États à systèmes sociaux différents. Cela suppose d'abord que l'on reconnaît à chaque peuple le droit de résoudre, en toute indépendance, ses propres affaires. Cela sous-entend ensuite le respect absolu de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays.

avec d'autres pays socialistes d'Europe orientale comme la Roumanie, la Pologne, la République démocratique allemande, l'Allemagne, la Yougoslavie.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

Éventuellement, en outre, les relations que le Cameroun entretient avec les pays occidentaux ont été de plus en plus diversifiées et approfondies. Il est ainsi devenu un partenaire de plus en plus diversifié et approfondi.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

Éventuellement, en outre, les relations que le Cameroun entretient avec les pays occidentaux ont été de plus en plus diversifiées et approfondies. Il est ainsi devenu un partenaire de plus en plus diversifié et approfondi.

La coopération avec ces pays va en se consolidant et en se diversifiant dans de nombreux domaines.

Éventuellement, en outre, les relations que le Cameroun entretient avec les pays occidentaux ont été de plus en plus diversifiées et approfondies. Il est ainsi devenu un partenaire de plus en plus diversifié et approfondi.

L'application de ces principes devrait conduire les États ayant adopté des régimes politico-sociaux différents à développer néanmoins leur coopération économique et culturelle, pour le plus grand bien de l'humanité.

C'est donc en considération de ce qui précède que le Cameroun, sous la conduite de son guide légitime, a fait du non-alignement et de la coopération internationale les principes de base, les options fondamentales de sa politique étrangère.

Sans se lancer dans une problématique politique stérile à la réalisation de laquelle les moyens matériels auraient fait défaut, le Cameroun, en application des principes ci-dessus, s'efforce à tous les pays amis de paix. Qu'on voudrait être en coopération avec le Cameroun sur la base de l'indépendance nationale et du respect mutuel est sûr de trouver auprès de lui une sympathie et une coopération précieuses.

À l'aube de l'indépendance, le Cameroun avait sous des relations amicales avec tous les pays industrialisés du monde occidental, notamment ceux auxquels l'attachement des liens historiques. Parmi ceux-ci figure la France, qui nous a régulièrement apporté son aide précieuse par sa nature, son importance et l'esprit dans lequel elle est donnée.

Liban, l'Arabie Saoudite. Tout dernièrement, arborant des relations diplomatiques avec des États tels que l'Algérie, le Qatar, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Liban, le Qatar, l'Irak et le Liban.

Sur la base de ces principes, le Cameroun a développé une politique étrangère qui a permis de maintenir la paix et la stabilité dans le monde.

Enfin, des échanges de visites de bon vouloir et d'amitié ne cessent de se multiplier entre le Cameroun et les pays amis dans le but de développer la coopération économique et culturelle, et ainsi pour la rendre beaucoup plus fructueuse.

L'action diplomatique que le Cameroun mène à travers le monde semble devoir se poursuivre dans le sens des grandes orientations actuelles, c'est-à-dire que, dans le cadre de sa politique d'indépendance, le Cameroun entend activer la coopération avec tous les pays de bon vouloir.

Sur le plan africain, le Cameroun a renforcé ses relations avec les autres pays africains, en particulier ceux qui ont adopté des régimes politiques différents de ceux du Cameroun.

Sur le plan africain, le Cameroun a renforcé ses relations avec les autres pays africains, en particulier ceux qui ont adopté des régimes politiques différents de ceux du Cameroun.

Sur le plan africain, le Cameroun a renforcé ses relations avec les autres pays africains, en particulier ceux qui ont adopté des régimes politiques différents de ceux du Cameroun.

Les nouveaux accords non seulement renforcèrent l'unité traditionnelle entre nos deux pays, mais ouvrirent une nouvelle ère dans les relations franco-cameroonaises qui, de plus en plus, se caractérisèrent par une coopération nouvelle, plus étroite, plus fructueuse, plus ouverte au monde.

Mais la coopération du Cameroun avec le continent européen ne se limite pas aux seules relations bilatérales; elle emprunte également un caractère multilatéral, illustré par notre appartenance à la Communauté économique européenne.

Si les relations que le Cameroun entretient avec les pays de la vieille Europe illustrent la solidarité des destins de celui-ci et de l'Afrique, les liens qui le relient au Nouveau Monde lui indiquent en un sens l'axe des directions auxquelles sa dimension internationale est appelée à se développer, avec le plus de vigueur et d'originalité.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent inévitablement une dimension internationale.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent inévitablement une dimension internationale.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent inévitablement une dimension internationale.

Qu'il s'agisse de l'Amérique du Nord ou de l'Amérique du Sud, les relations que le Cameroun entretient avec les pays du Nouveau Monde comportent inévitablement une dimension internationale.

(PUBLI-CITÉ)

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES BANQUES DU CAMEROUN

B.I.A.O. - BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE

CAPITAL : 1,5 milliard CFA

SIEGE SOCIAL : YAOUNDE

32 Agences dans tout le Cameroun

Affiliée aux réseaux internationaux de la BIAO et de la NATIONAL CITY BANK

B.I.C.I.C. - BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU CAMEROUN

CAPITAL : 1.215.000.000 CFA

SIEGE SOCIAL : Avenue A. AHIDJO - YAOUNDE

Banque affiliée à la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer composée des groupes BNP - BANK OF AMERICA - BANQUE BRUXELLES LAMBER - DRESNER BANK

CAMEROON BANK

SIEGE SOCIAL : VICTORIA

B.P. 48 Télé. West Bank 56 66 KN

10 Agences au Cameroun

Réseau de correspondants : BANK OF AMERICA - BREMER LANDES BANK - SOCIÉTÉ DE BANQUE SUISSE - WELLS FARGO BANK

SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DE BANQUE

The First National Bank

Société anonyme au capital de 2 milliards de francs CFA

B.P. 145 - Télé. : CAMBANK B2 13

La plus grande implantation au Cameroun

Actionnaires : Banques associées : BANCA MENT - CRÉDIT LYONNAIS - DEUTSCHE COMMERCIAL ITALIANA - HOLDING S.A. - BANQUE CAMEROUNAISE DE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUES AU CAMEROUN

CAPITAL : 1125 millions de francs CFA

SIEGE SOCIAL : Avenue Monseigneur-Vogt à YAOUNDE

Téléphone : 22-21-22 - BP. 244

Agence à DOUALA, capitale économique du CAMEROUN

Rue Joss, B.P. 2042 - Téléphone : 42-10-10

Réseau d'Agences au Cameroun et correspondants à l'Étranger.



LA SOCIÉTÉ CAMEROUNAISE DES TABACS S.C.T.

La Société Camerounaise des Tabacs, S.C.T., au capital de 1.000.000.000 F CFA, assure la production et la commercialisation de tabacs en feuilles, principalement des tabacs spéciaux pour cigares.

À la frontière nord de la forêt équatoriale, à l'orée de la Savane, se situe entre la 4^e et la 5^e parallèles Nord, une culture de tabacs nobles, au terroir serein et léger, du fait que l'on y rencontre à la fois un sol propice et un climat favorable chaud et humide.

Ces tabacs sont cultivés par dix mille familles environ d'agriculteurs Camerounais, auxquels la S.C.T. fournit la graine, et qu'elle encadre tout au long de la période de production. C'est dans cette région que la culture est la plus intensive. Les centres de production de cette région sont nombreux : BAYOULI, BANGONDJIE, BELITA, BENGUE, TIKO, BOUBARA, BOUNOU, GRI, LOLO, MINDOUROU, NGOTTO, NGOURA. Un peu plus à l'ouest se trouvent BERTOUA et BETARE-OYA. Un Centre de recherche situé au centre du pays, à BATSCHENGA, à 60 km de YAOUNDE, fournit les graines et les semences à haut rendement.

Les Camerounais des régions tabacoles sont à la fois d'excellents planteurs et d'excellents tisseurs. Ils parviennent à sélectionner les tabacs de manière à donner toute satisfaction aux fabricants de cigares les plus exigeants.

Les quantités produites, d'environ 2000 tonnes par an, représentent plus de 700.000.000 de feuilles manipulées par un personnel qualifié fort nombreux. Si l'on tient compte qu'il s'agit d'une culture essentiellement familiale, le tabac occupe plus de 100.000 personnes dans les provinces de l'Est-Cameroun.

Ces feuilles, entourées de tant de soins, sont offertes à l'ensemble des fabricants de cigares du monde sur un marché qui se tient à Paris en juin de chaque année. Aux "Inscriptions de Cameroun" non donné à ce marché du fait qu'il s'agit de produits réservés, les offres émanant de la S.C.T. sont présentées sur un bulletin, on rencontre les fabricants de cigares d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, du Danemark, d'Espagne, des États-Unis, de Hollande, de Suisse et de bien d'autres pays, ainsi que les négociants en tabacs en feuilles spécialisés dans les tabacs pour cigares.

Après avoir développé cette culture dès la fin de la dernière guerre mondiale et assuré la mise en valeur de cette production, le SEITA détient le principal client de la S.C.T. - à laquelle il reste très étroitement lié - du fait qu'il utilise les tabacs camerounais depuis longtemps et très régulièrement.

Pour que les consommateurs soient en mesure de bien connaître et apprécier les tabacs du Cameroun et du Centrafrique - car la S.C.T. vient de créer une "Savane Africaine", qui comprend actuellement 3 cigares :

- un petit cigare, dans l'univers des origines par son goût - FLEUR DE SAVANE, d'apprécier directe grâce à sa présentation - CIGARETTE DE SAVANE, cigare de cm, surpasse par la finesse de son goût et la richesse de son arôme.

À partir d'octobre 1976, la famille s'enrichira d'un cigare, le SEISSONGO, très long, qui procurera un plaisir nouveau aux amateurs de cigares.

Tous peuvent se procurer la richesse et la variété de saveurs des tabacs de la Savane Africaine. On peut affirmer que désormais, dans le monde du cigare, vient d'apparaître un nouveau goût.



SAVANITA, apporte cigares légers une note et son arôme, légèrement plus gros, permet la finesse des caractéristiques, en cigare non ébarbé.

مركز التجميل

Documents établis par M. VICTOR AYISSI MVODO, ministre d'Etat chargé de l'administration territoriale de la République Unie du Cameroun

PARTI UNIFIÉ ET DÉMOCRATIE GOUVERNANTE

Au lendemain de la décision mémorable des partis politiques nationaux de se fonder tous ensemble en un seul parti unifié, le Cameroun pouvait réellement se dire assuré d'avoir ramporté, sur lui-même, l'une de ses plus belles victoires. C'était le 1^{er} septembre 1966. Ce jour-là, en effet, était née une espérance nouvelle du peuple en face de son destin.

Ainsi devrait s'expliquer cette soit d'unité, qui s'est toujours trouvée à l'origine de l'action, comme des choix du peuple camerounais, depuis bientôt vingt ans. Le parti unifié en a été la consécration. Il a été, pour la communauté nationale, une source vivante d'idées et de motivations concrètes. Il demeure le soutien et le guide de ce peuple, toujours désireux de rester maître de son devenir, de fortifier sa volonté de construction nationale dans une voie originale et en dépit des difficultés et des contradictions du monde contemporain. C'est peut-être là que pourra figurer son apport décisif au patrimoine de la nation.

Car, ce qui est surtout concerné, ce n'est pas tant de triompher immédiatement de toutes les nécessités matérielles que de rendre vite accessible à tous dans la pratique l'idée d'une nation à promouvoir dans l'harmonie, la justice et le progrès, et qui soit pour chacun une patrie véritable. A travers cette triple approche des perspectives nationales, se dégagent les grandes tâches qui, certes, échappent à la maîtrise d'une seule génération, mais que le parti et l'Etat doivent aujourd'hui, pour leur part, assumer avec courage et détermination.

Il s'agit de contribuer par tous les moyens à l'épanouissement de la conscience nationale; d'accroître l'éducation politique et humaine des masses; d'associer sans discrimination toutes les couches sociales aux sacrifices comme aux joies de la construction nationale.

Il convient, cependant, de souligner que cette intervention, riche de contenu, du parti et de l'Etat ne pouvait s'effectuer qu'à condition de reposer elle-même sur une option bien définie en ce qui concerne le mode de gouvernement. Cette option a été faite. Le Cameroun a marqué sa préférence pour la démocratie. Mais une démocratie essentiellement fondée sur ses traditions propres, et qui ne se réclame ni des normes de l'Occident ni de celles de l'Est européen. C'est une voie moyenne. Elle rejoint, pour l'essentiel, ce qu'un publiciste français a appelé une « démocratie gouvernante ».

Mais ce serait, à coup sûr, trahir le vœu de l'histoire que de ne pas mettre en relief (sa très grande modestie dû-elle au souffrir) la part qui revient, dans cette fine architecture, aux mérites personnels du président Ahidjo. Très tôt, il a su comprendre que l'indépendance, une fois acquise, n'avait de véritable signification que si elle devenait un acte de participation continue aux valeurs de son milieu et aux modèles de son héritage humain.

Sur ce point, ses convictions, que l'expérience des vingt dernières années n'a fait qu'affirmer, n'ont jamais varié; le Cameroun en a tiré un très net avantage dont s'est ressentie l'évolution constitutionnelle de notre indépendance.

La chef de l'Etat camerounais ne soutenait-il pas déjà, en 1962 au congrès d'Obolowa, que nos pays en voie de construction ont à découvrir les formules politiques qui leur soient propres en fonction de leur situation, mais aussi en fonction de leurs civilisations qui sont extrêmement différentes de celles des pays d'Europe ou d'Amérique.

Pour le président Ahidjo, en effet, la démocratie à l'européenne, si elle était l'objet, à notre stade, d'une reproduction servile, ne pourrait que conduire notre peuple à choisir, en définitive, entre Charybde et Scylla. Entre l'anarchie et la dictature.

Mais, l'essentiel n'est pas là. L'essentiel reste cette volonté de renverser les barrières qui, par-delà les valeurs simples sur lesquelles tout le monde devrait se mettre d'accord, contribuent encore à entraver des démarches routinières de pensée, les rejets d'un fond d'idées souvent abstraites et un climat de préjugés tenaces.

Ce qui importe par conséquent, c'est que le parti unifié œuvre pour l'édification d'un Etat fort, capable en son sein d'assurer l'ordre et de promouvoir le paix. Telle est du reste, selon nous, la condition première pour que s'instaure une démocratie authentique, c'est-à-dire, en somme, une participation active du peuple à l'élaboration de son destin, par une libre adhésion collective, éclairée par le parti et conduite par l'autorité de l'Etat.

Voilà pourquoi le régime présidentiel, tel que notre peuple a choisi de le vivre, nous a toujours semblé le mieux répondre à ses problèmes. Il convient avant à sa conception particulière du pouvoir qu'à son mode spécifique d'expression des forces profondes de son patrimoine culturel.

Si fait du chef de l'Etat, face aux exigences d'une nation en cours d'édification, le symbole vivant de l'unité de son destin et de ses aspirations, il garantit également l'exécutif, les moyens de jouer pleinement son rôle de moteur de l'émergence individuelle et collective des masses.

A l'intérieur de ce mouvement où, bien que séparés, les pouvoirs se complètent, leur collaboration fonctionne avec d'autant plus d'harmonie et de rigueur qu'elle se fonde sur les vertus de l'appartenance commune de tous les corps de l'Etat à l'espérance et à la discipline d'un même parti.

C'est donc à juste titre que le système camerounais peut, ainsi que le rappelle encore le président Ahidjo au congrès de Douala, être qualifié de démocratie gouvernante, ce qui l'oppose, de toute évidence, « aux régimes où l'action de l'exécutif se trouve constamment paralysée du fait des divisions d'opinions démagogiques, des luttes d'influences, et du conflit des intérêts particuliers ».

Cette prédominance de l'exécutif a malheureusement suffi à certains pour qu'ils assimilent, de manière abusive, notre système politique à une forme de dictature, dominée par des procédés antidémocratiques.

En réalité, la démocratie gouvernante dont nous nous réclame, et telle que nous la pratiquons, est loin de nier que la liberté soit pour l'individu un droit fondamental; ce qui nous importe, c'est que ce principe se traduise de manière bien plus concrète par une plus grande efficacité dans les perspectives actuelles de notre quête de la dignité et de la sécurité par le développement. Nous ne négligeons pas non plus que la liberté soit la meilleure école pour préparer les hommes à s'adapter aux changements, caractéristique essentielle de notre temps; mais, nous voulons y accéder par les voies propres à notre culture, en raison, notamment, des diverses formes d'ambiguïté attachées à ces mutations qui, d'un côté, rassurent, et, de l'autre, créent des menaces.

Nous demeurons dès lors convaincus que la vraie liberté, c'est celle qui, au sein d'une société devenue adulte et stable, peut d'elle-même porter définitivement remède aux frustrations et à la dépersonnalisation, qui tendent si souvent à compromettre la sécurité des jeunes Etats d'Afrique.

Une sous cet angle, notre démocratie gouvernante n'est rien d'autre que la recherche d'un équilibre à la mesure de la complexité et de l'urgence de nos problèmes; elle se veut une réponse à bien des paradoxes de la démocratie où, au nom de la liberté, la joie de vivre devient un terme sans contenu pour le plus grand nombre, et où la recherche du bonheur égoïste se présente comme un idéal de vie.

Pour exercer ces spectres de la pire des misères, qui est celle du cœur, le système camerounais de démocratie gouvernante situe le dialogue au centre de son action de sa stratégie : « Dialogue, comme l'exige le président Ahidjo, entre l'exécutif et le législatif, dans la poursuite des objectifs nationaux; dialogue au sein du parti, qui doit recueillir les aspirations des masses, et organiser leur participation aux programmes d'intérêt national. »

Le dialogue ainsi défini doit déboucher sur un équilibre à trois dimensions, à partir des disparités ethniques, religieuses et culturelles, qui traduisent un manque, en même temps qu'elles représentent une richesse. Le parti et l'Etat ont su, à cet égard, chacun en ce qui le concerne, s'employer à consolider les bases de cette unité de destin, dont on est fondé à attendre une plus grande unité d'action.

C'est pourquoi il entre dans les préoccupations fondamentales du parti et de l'Etat que ne soit tolérée aucune tendance qui aurait pour résultat de favoriser ou de dévaloriser une ethnie par rapport aux autres. Afin de conjurer, notamment auprès des nouvelles générations, l'apparition d'un tel danger, les efforts d'interprétation ethnique engagés au lendemain de l'indépendance se sont inlassablement poursuivis sous l'effet mobilisateur des intérêts économiques ou sociaux, et grâce à l'heureuse influence exercée sur les masses par les objectifs du parti.

Ces efforts ont porté des fruits. On peut dire que les Camerounais sont, aujourd'hui, parvenus à une conscience élevée des liens naturels, qui font de chaque ethnie un élément de la nation, une et indivisible.

Quant à l'équilibre entre les religions, il s'est toujours, de son côté, manifesté par un très grand libéralisme qui n'assigne à l'expression de la foi religieuse aucune limite autre que la tolérance mutuelle et le respect des prérogatives de l'Etat. Le même libéralisme et la même réserve valent également en ce qui concerne l'équilibre des cultures nationales. Chacune de celles-ci, en assurant pleinement son épanouissement, a pour mission de contribuer par les moyens qui lui sont propres à la naissance d'une personnalité nationale originale et d'une civilisation camerounaise authentique.

Comme on le voit, le Cameroun a résolu le problème de base; celui des choix essentiels qui s'expriment par l'organisation des structures appelées à servir le système de démocratie gouvernante. Il lui reste à résoudre celui de la mentalité des hommes, qu'il faut amener à un engagement continu dans l'action. Une action assortie du sens de l'initiative et d'un certain goût du risque.

Ici, les progrès sont nécessairement plus lents, car il n'est pas facile d'intégrer dans les habitudes traditionnelles un changement qui invite à ne plus voir son propre avenir à travers le présent des autres.

Une nouvelle voie se laisse ainsi présenter qui doit passer par une nouvelle détermination des critères sociaux et culturels capables d'assurer, dans les perspectives du développement, une plus grande maîtrise du facteur humain. A cet effet, le parti, depuis le congrès tenu à Douala l'année dernière, est convié à une activité plus prospective dans la mesure où, grâce à sa puissante implantation au niveau des masses, il peut découvrir plus facilement des motivations liées à l'émergence de totalités culturelles nouvelles.

Cette voie, c'est celle qui doit ouvrir notre démocratie gouvernante à une authentique démocratie de développement à laquelle doivent participer toutes les forces capables de raccourcir les étapes de notre lutte pour la conquête d'une plus grande émergence.

Telles sont les promesses attachées à la naissance, voici dix ans, d'un parti unifié, l'Union nationale camerounaise. Ce parti, dont le président Ahidjo a dit fort justement qu'il était le fer de lance de la construction nationale, est plus que jamais appelé à jouer son rôle sans égal de rassemblement et d'orientation.

Et pour voir cette histoire en acte annoncer vaiblement les fleurs de l'histoire en espérance, il suffit que le parti et l'exécutif continuent à se donner le main, face à un présent qu'il faut maîtriser, et à un avenir qu'il faut préparer. Il nous semble qu'à travers cette harmonieuse combinaison peut se poursuivre, dans la seule intérêt du peuple camerounais, une des révolutions les plus difficiles; celle qui se fait par le patient effort de tous les jours et qui, à chacune de ses étapes, accrédite chez l'homme l'espérance de se retrouver enfin, dans tous les domaines, le sujet de sa propre histoire.

حكومت الرشيد

Coopération

La France demeure un partenaire privilégié, malgré une diversification des aides étrangères

Par ALBERT BOURGIE*

Après la Mauritanie, Madagascar et le Gabon, le Cameroun signait à son tour de nouveaux accords de coopération avec la France le 21 février 1976 à Yaoundé (1). Au nombre d'une vingtaine, ils ont été complétés par l'ensemble des actes y compris les protocoles d'accord et les échanges de lettres, ces textes se substituent aux accords cadres du 13 novembre 1960 et autres conventions conclues entre cette date et le 21 février 1974. Ils fixent par trois textes de principes, les domaines d'intervention, comme dans le passé, tant la politique, l'économie que le social, le culturel et le technique. Ils échappent les questions politiques et commerciales, qui relèvent du domaine multilatéral (2).

BIEN qu'ils aient pris en compte les mutations intervenues depuis l'indépendance, les partenaires français et camerounais ne sont pas parvenus à une rupture de la coopération. Cette dernière est restée fondée en matière économique, financière et militaire, avec en particulier la maîtrise dans la zone franc et la conclusion de divers accords, en apparence secondaires, qui viennent consacrer, selon toujours en droit, du moins dans la pratique, la place prépondérante qu'occupe la France dans la vie économique camerounaise. L'affirmation est, en revanche, moins vraie en ce qui concerne les autres secteurs, et notamment le domaine politique. Là, en effet, la relation des accords de coopération s'est traduite par des accords non négociables pour la République du Cameroun dans la coopération militaire (la subordination du terme « coopération » à celui d'« aide » semble constituer le seul changement notable en ce domaine) et une convention fixant les règles et les modalités du soutien logistique aux forces armées camerounaises. Deux annexes, en outre, dans le détail, les modalités de soutien, d'une part aux forces aériennes, terrestres et à la gendarmerie, d'autre part à la marine.

Persistance des liens militaires et culturels

PAS plus qu'elle n'a subi d'altération entre 1960 et 1974, la coopération militaire entre la France et le Cameroun ne s'est atténuée de la révision intervenue le 21 février 1974. Elle est désormais régie par un accord de coopération militaire (la subordination du terme « coopération » à celui d'« aide » semble constituer le seul changement notable en ce domaine) et une convention fixant les règles et les modalités du soutien logistique aux forces armées camerounaises. Deux annexes, en outre, dans le détail, les modalités de soutien, d'une part aux forces aériennes, terrestres et à la gendarmerie, d'autre part à la marine.

Les textes consacrent la persistance des liens militaires en ce qui concerne l'aide en matériel et en personnel (3). La formation des cadres camerounais dans les écoles militaires françaises et, bien entendu, le soutien logistique de l'armée française. L'absence de toute équivoque, comme dans l'accord d'assistance militaire technique de 1960 (4), au concours de la France en matière de défense intérieure ou extérieure n'est pas, loin s'en faut, toute possibilité d'intervention militaire de la France. La demande des autorités camerounaises. Dès, entre 1960 et 1964, sous le couvert d'un simple soutien logistique, les forces armées françaises avaient directement participé à la lutte contre les maquisards de l'U.P.C. (Union des populations du Cameroun) en pays bamiléké. Toujours dans ce même cadre d'« aide », il est fort probable que l'accord secret de 1961 prévoyant l'intervention des troupes françaises en cas de

concernait, au 1^{er} janvier 1975, 70 agents français relevant du ministère de la coopération et répartis de la façon suivante : 84 dans l'enseignement et la formation (soit 65,5 %) et 246 dans les secteurs techniques. Au chiffre de 700, ajoutent les enseignants pris en charge directement par le secrétariat d'Etat aux universités et le personnel mis à la disposition des organismes

publics ou parapublics et autres sociétés d'intervention en milieu rural. On note toutefois le 1^{er} mars 1976 et le 1^{er} janvier 1975 les effectifs gérés par le ministère de la coopération ne sont pas ceux de 1960 à 1970 et que la part des coopérateurs affectés à des tâches d'enseignement et de formation se situe à un niveau à peine inférieur à ce qu'il était en 1970 (47,5 %).

Les relations financières et économiques

LE plus bel exemple de continuité dans les rapports franco-camerounais reste incontestablement la zone franc, à laquelle le Cameroun a réintégré son appartenance. Mais et cela n'est pas un progrès par rapport à la situation antérieure et alignement le régime monétaire des Etats de l'Afrique Centrale sur celui, plus souple, de l'Union monétaire des pays africains (U.M.A.). Les conventions de 1974 et les révisions des statuts de la S.E.A.C. ont permis d'élargir le rôle de la zone franc, notamment en ce qui concerne les mécanismes d'endettement (sens de l'époque coloniale). Pour l'insécurité qu'elle soient, des réformes comme celles portant sur l'attribution des organes de la S.E.A.C., le transfert du siège de la Banque de Paris à Yaoundé, les avances extérieures et encore les interventions de la S.E.A.C. en matière de crédit ne sauraient être considérées que comme des mesures de soutien monétaire fondées sur la seule reconnaissance de la monnaie française comme monnaie internationale. Outre que le franc C.F.A. se voit toujours affecter la personnalité internationale, subissant des règles aussi rigides que la parité fixe, la liberté totale de transfert de devises, une réglementation identique des changes ou encore la mise commune sous régime d'indépendance de toutes les ressources en devises.

Dernière volet des relations franco-camerounaises : la coopération économique et financière. L'accord conclu dans ce domaine

national qui lui fournissent une aide. Pour la seule année 1974, la contribution de la France était ainsi évaluée à environ 45 % de l'aide globale, bilatérale et multilatérale, octroyée au Cameroun. L'aide publique française est en nette progression depuis quelques années : de 7 milliards de francs C.F.A. (140 millions de F.F.) en 1973, elle est passée à plus de 10 milliards de francs C.F.A. (200 millions de F.F.) dont notamment 6,6 milliards d'aide directe au développement (soit 133 milliards de dépenses d'aide en personnel).

Aux yeux, les concours du P.A.C. aux programmes de développement du Cameroun représentés environ 22 milliards de francs C.F.A. à la fin 1975, soit la plus forte contribution aux programmes de développement (et de bien) en ce qui concerne les exportations. Les Etats membres de la C.E.E. (à l'exception de la France) étaient en 1974 les premiers clients avec environ 47 % du total des exportations. Leur part dans les importations camerounaises représentait en revanche, que 21 %. Ce qui donnait une balance commerciale excédentaire pour l'Etat associé.

L'aide du groupe de la Banque mondiale représentait un total de 184 millions de dollars à la fin 1975 (18,8 millions de francs C.F.A.) contre 10,5 millions de francs C.F.A. en 1974. Ce qui donnait une balance commerciale excédentaire pour l'Etat associé. L'aide du groupe de la Banque mondiale représentait un total de 184 millions de dollars à la fin 1975 (18,8 millions de francs C.F.A.) contre 10,5 millions de francs C.F.A. en 1974. Ce qui donnait une balance commerciale excédentaire pour l'Etat associé.

LES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC L'ETRANGER

(Ventilation par zones géographiques, en millions de francs)

	France	F.O.M.	Ensemble	C.E.E.	Et.-Unis	Autres	Ensemble	%	TOTAL
Exportations :									
1972	283,7	194,5	478,2	451,2	102,8	124,5	655,5	88	1.133,5
1973	274,2	174,1	448,3	421,2	127,1	144,5	692,8	81	1.030,1
1974	286,3	174,1	460,4	421,2	139,2	121,5	681,9	84	1.238,5
Importations :									
1972	227,4	90,8	318,2	304,9	113,5	244,1	762,5	46	1.697,7
1973	164,4	81,5	245,9	214,5	131,2	205,5	551,2	47	1.080,7
1974	208,9	128,7	337,6	304,9	139,6	205,5	650,0	46	1.080,0
Balance :									
1972	-283,7	+133,7	-150	+146,3	-69,7	-119,6	-24,6	-2,2	-374,2
1973	-274,2	+174,1	-100,1	+206,9	-136,9	-119,6	-50,6	-4,9	-146,6
1974	-286,3	+174,1	-112,2	+217,1	-129,7	-119,6	-52,2	-4,2	-150,2

Source : Rapport du Comité monétaire de la zone franc.

réaffirme la volonté de la France d'apporter l'aide matérielle et technique nécessaire pour atteindre les objectifs de progrès économique et social que le Cameroun s'est fixés. Il en résulte, en clair, que ce pays continue à bénéficier d'une aide financière privilégiée, sous la forme de crédits globaux et annuels octroyés par les organismes appropriés, tels le Fonds d'aide et de coopération (F.A.C.) et la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.).

La France reste le premier partenaire international du Cameroun et vient largement en tête des pays et organismes internationaux de coopération économique (C.C.C.E.).

respectivement 29 % des exportations et 47 % des importations, soit une balance commerciale excédentaire pour l'Etat camerounais dans ses échanges avec la France. Un tel bilan témoigne du caractère encore largement privilégié des relations franco-camerounaises. Mais on ne saurait pas en tirer la conclusion que les échanges avec la France avec ses anciennes possessions africaines, et en particulier avec le Cameroun, l'association à la C.E.E., avec pour corollaire la participation aux autres membres de la Communauté des privilèges commerciaux octroyés à la France, seule métropole, les importantes aides qu'apportent désormais les



(Cliché Crousseau Afrique-Photo)
LABORATOIRE AU COLLEGE DE DOUALA
Epiphyse des Etats, respect des cultures.

Etats et les organisations internationales ont largement entamé le face-à-face multilatéralisé organisé au lendemain de l'indépendance. La C.E.E. est au premier rang des bailleurs de fonds autres que la France. L'aide de la Communauté économique européenne au Cameroun était évaluée à la fin de 1975 à environ 181 millions d'francs C.F.A. (une unité de compte de 100 francs C.F.A. équivaut à 100 millions de francs C.F.A.). Cette aide a emprunté deux canaux : le Fonds européen de développement (F.E.D.) et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.).

La C.E.E., premier client

LA C.E.E. est devenue l'un des plus importants partenaires commerciaux du Cameroun, voire même le plus important (et de bien) en ce qui concerne les exportations. Les Etats membres de la C.E.E. (à l'exception de la France) étaient en 1974 les premiers clients avec environ 47 % du total des exportations. Leur part dans les importations camerounaises représentait en revanche, que 21 %. Ce qui donnait une balance commerciale excédentaire pour l'Etat associé.

Viennent ensuite les contributions du Canada (1 milliard de francs C.F.A. en 1973) et des Etats-Unis (850 millions de francs C.F.A. en 1972), ces derniers entretenant avec le Cameroun un courant d'échanges commerciaux appréciable. Ainsi en 1974, le Cameroun a participé pour 6 % aux exportations et pour 6 % aux importations camerounaises. Récemment, la Chine a elle aussi apporté sa contribution sous la forme d'un prêt à long terme et à faible taux d'intérêt de 18 millions de francs C.F.A. Enfin, dans le cadre de la coopération arabo-africaine, le Cameroun s'est assuré au cours des derniers mois les concours financiers de certains pays producteurs de pétrole du Liban, l'Arabie Saoudite et le Koweït.

En fin de compte, le Cameroun dispose désormais d'aides non négligeables pour son développement économique. A condition toutefois que les sources extérieures de financement ne soient pas, comme d'habitude, le cas, synonymes de limitation de souveraineté et qu'elles soient orientées vers les secteurs véritablement productifs de l'économie.

(1) Depuis, de nombreuses autres accords ont été intervenus entre la République populaire du Congo, le Bénin, le Togo et le Togo.

(2) Régions d'une part par l'accord de Brazzaville du 22 novembre 1972 et par la convention de coopération signée le 23 novembre 1972 entre la République populaire du Congo et la République populaire du Bénin.

(3) Le Cameroun avait déjà renoncé à la Communauté conventionnelle en 1960.

(4) Des accords franco-camerounais ont été conclus en matière de coopération économique et sociale, et une aide financière destinée pour l'essentiel à des travaux d'infrastructure.

L'aide publique allemande ne totaliserait pas moins de 16 mil-

Économie

Un « libéralisme planifié » pour associer le secteur privé aux efforts de développement

(Suite de la page 21.)

Le gouvernement s'attache à organiser ces différentes productions en facilitant l'accès des engrais dans le Sud, l'usage de la charque dans le Nord, en encourageant le développement de la culture du blé et du riz par des sociétés d'encadrement comme la SOCHERIE (Société de développement du blé) et la SEMRI (Secteur de modernisation de la culture du riz).

Le secteur agricole moderne, c'est celui des grandes entreprises agro-industrielles, qui donne un visage d'avant-garde à la mise en valeur des ressources camerounaises.

Il fonctionne dans le cadre des sociétés d'économie mixte. Il en est ainsi pour le palmier à huile avec la SOCAPAM (Société camerounaise des palmiers), dont la C.D.C. (Cameroon Development Corporation) est l'expression

la plus considérable. Utilisant quinze mille travailleurs, c'est l'exploitation la plus importante de toute l'Afrique centrale. D'autres sociétés, comme la FAKOY et la SAFACAM (Société forestière et agricole du Cameroun), sont aussi actives. Leurs activités sont coordonnées pour l'application du plan pluriannuel qui doit aboutir à produire 180 000 tonnes en 1985.

La C.D.C. étend ses activités à des plantations industrielles de thé et de bananes. En ce qui concerne la production bananière (30 000 tonnes), organisée par l'O.C.B. (Office camerounais de la banane), 34 000 tonnes sont produites sur des plantations africaines traditionnelles.

L'ESVSCAM (Société de développement de la culture de l'éthanol) a obtenu d'un contrat d'achat une capacité de production de 34 000 tonnes.

Une des réalisations les plus spectaculaires des dernières années est celle de la canne à sucre, dont 200 000 tonnes sont obtenues dans la vallée de la Sa-

naga, en majorité par une société d'économie mixte, la SOGUCAM (Société sucrière du Cameroun, qui produit 20 000 tonnes de sucre).

Un deuxième complexe sucrier, la CAMSUCO (Cameroon Sugar Company Ltd.), qui a nécessité 16 milliards d'investissements, est achevé et en phase de mise en activité l'an prochain.

Il va de soi, en effet, que, pour

le Cameroun comme pour tous les États sous-développés, l'industrialisation demeure un objectif majeur de la politique économique et la modernisation de l'agriculture en indique la voie. Le président Ahidjo a voulu que cette industrialisation s'accomplisse lentement, sans doute, mais méthodiquement et en tenant compte d'un certain équilibre entre les différentes régions.



Un atout, les ressources énergétiques

Le Cameroun dispose, au début du 21^{ème} siècle, de ressources énergétiques considérables. Le barrage du fleuve Sanaga, à Edéa, lui procure à lui seul, par les centrales installées au pied des chutes, 1,1 milliard de kilowatts-heures par an. En France, par comparaison, Génisat fournit 1 600 milliards de kilowatts-heures et

le barrage de la Rance 540 millions de kilowatts-heures annuels. Le barrage d'Edéa a permis l'installation d'une production d'énergie électrique qui alimente une importante industrie de l'aluminium, qui fut la première de l'Afrique centrale et qui produit 50 000 tonnes d'aluminium, dont

une partie est transformée sur place par deux usines, l'une fabriquant des tôles ondulées (SOCATRA), l'autre des minerais métallurgiques (Alumina). La manufacture d'articles de ménage et divers en aluminium destinés non seulement à la consommation intérieure, mais à toute l'Afrique centrale.

Par ailleurs, un barrage de régularisation a été construit sur le Haut-Nouou ; un autre, situé sur le Mboulou, a été souterrain. Enfin, un important projet de

barrage hydro-électrique à Son-Louou, dont le coût est évalué à plus de 10 milliards de francs C.F.A., est déjà assuré de son financement grâce aux crédits bancaires locaux, aux crédits de la Coopération économique de la Banque européenne d'investissement, de l'Arabie Saoudite et du Koweït. Si l'on ajoute que les études des barrages de Njock et des puissantes chutes de la Sanaga à Natchigal sont en voie d'achèvement, on constatera que l'équipement du secteur énergétique du Cameroun est en bonne voie.



Conquérir des marchés extérieurs

Le gouvernement souhaite que le plan industriel du Cameroun se traduise progressivement à lui-même, transformant, dans toute la mesure du possible, ses produits de base en produits finis ou semi-finis et se lance à la conquête des marchés extérieurs.

Du même temps, pour ne pas déséquilibrer la production viticole nécessaire au ravitaillement des grandes cités urbaines que l'industrie fait naître, le gouvernement a créé, en 1973, une organisation qui favorise l'établissement d'une ceinture verte autour des villes, la mise en place de points de collecte et de points de vente avantageux. L'approvisionnement porte sur des bananes, des produits de base, les ignames, le riz, les arachides, les haricots, les pommes de terre et l'huile de palme. Il conviendrait de signaler l'intérêt d'une telle organisation dans le domaine d'importation de l'industrie.

Le ravitaillement en viande tient également une place de choix dans les préoccupations gouvernementales, d'autant que l'élevage est la grande richesse du Nord et des hauts plateaux de l'Adamaoua. Le cheptel camerounais compte, en effet, trois millions de bovins et trois millions six cent mille caprins.

Dans ce domaine, d'importantes projets sont en cours d'exécution : trois ranches de 25 000 hectares chacun ; plus de cent cinquante fermes et ranches privés ; installation d'industries animales qui doivent donner au Cameroun les moyens d'alimenter en viande de boucherie les populations de l'Afrique centrale.

Les viliannens sont également encouragés à pêcher sur les deux forêts : pêche artisanale,

TABLEAU I. — LA PHYSIONOMIE DU COMMERCE EXTERIEUR (1973-1975)
Les statistiques officielles font ressortir pour l'année 1975 une balance commerciale où les importations sont plus élevées, en valeur, que les exportations.

	1973		1974		1975	
	Q (1)	V (2)	Q (1)	V (2)	Q (1)	V (2)
EXPORTATIONS	1 362 448	81 804	1 287 642	128 878	897 525	128 887
IMPORTATIONS	1 628 448	74 221	1 106 721	294 822	1 173 254	128 134
Balance		+ 7 583		+ 14 697		- 26 617
1 % de couverture des importations par les exportations		189,5 %		113,8 %		79,7 %

(1) Quantités (en tonnes).
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

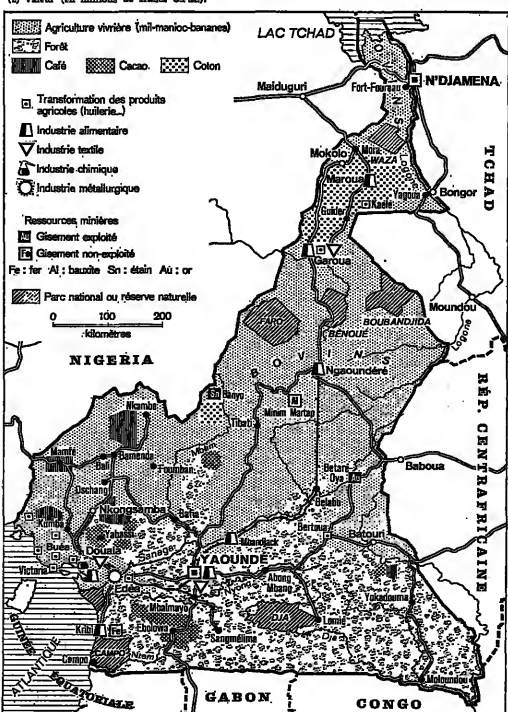


TABLEAU II. — PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTES (1974 et 1975)
Les produits primaires (en particulier le cacao, le café et les bois) représentent en fort pourcentage de l'ensemble des exportations.

	1974		1975		Variations en %	
	Q (1)	V (2)	Q (1)	V (2)	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES						
Cacao en fèves	62 028	20 427	75 478	24 282	+ 20,8	+ 18,1
Café Arabica	38 282	10 879	26 739	7 878	- 30,8	- 27,8
Café Robusta	20 569	1 127	18 112	3 676	- 11,3	- 23,5
Arachides décortiquées	23 218	2 253	12 294	308	- 46,8	- 86,5
Palmistes	35 628	2 253	12 294	308	- 65,8	- 86,5
Huile de palme	18 580	2 253	12 294	308	- 34,5	- 86,5
Caoutchouc brut	11 262	1 681	18 222	3 728	+ 62,4	+ 121,1
Alumine	73 461	3 187	14 513	4 382	- 80,3	+ 36,3
Alumine brute	2 989	3 872	2 462	3 375	- 17,6	+ 14,1
Alumine raffinée	177	83	362	1 077	+ 105,7	+ 128,5
Coton en graine	8 799	1 211	9 971	1 677	+ 13,4	+ 38,5
Bois brut	2 831	11 768	1 287	528	- 54,5	- 22,5
Viandes et abats	2 088	246	877	227	- 58,2	- 27,7
TOTAL produits primaires	673 419	87 721	642 285	69 512	- 4,6	- 20,8
PRODUITS INDUSTRIELS OU TRANSFORMES						
Cacao en masse	9 781	1 880	11 187	2 718	+ 14,4	+ 43,5
Chocolat	9 560	1 881	7 844	1 528	- 18,2	- 18,2
Pour de cacao	11 968	1 382	11 187	1 688	- 6,5	+ 21,5
Ciments hydrauliques	11 268	3 253	25 034	3 886	+ 121,8	+ 18,9
Plâtres	7 962	1 411	7 168	1 061	- 9,8	- 24,8
Articles de ménage en alum.	211	127	263	173	+ 24,7	+ 36,2
Alum. en aluminium	3 440	778	4 458	1 061	+ 29,6	+ 36,2
Alum.	3 710	429	4 878	1 061	+ 30,2	+ 36,2
Chaux	362	207	362	207	0	0
Bois scié et équarri	20 519	1 187	21 795	1 628	+ 6,2	+ 36,2
Bois de tronc	41 913	1 068	41 128	1 228	- 1,9	+ 15,0
Bois feuillus	14 788	825	12 174	867	- 17,7	+ 6,1
Produits de placage	18 428	1 208	2 008	382	- 89,1	- 68,9
Bois remplis	5 771	622	4 149	382	- 28,3	- 38,9
Placage en placage	1 438	138	138	88	- 9,1	- 35,5
Tissus de coton	1 088	1 789	1 284	1 287	+ 17,7	+ 28,4
Vêtements et accessoires	187	309	309	309	0	0
Textiles	89	309	309	309	0	0
Alumettes	812	225	711	302	- 12,8	- 26,3
Parfums et produits de parfumerie	1 061	385	608	218	- 42,8	- 43,5
TOTAL des produits industriels ou transformés	175 585	23 559	171 946	22 652	- 2,1	+ 3,4
ENSEMBLE DES EXPORTATIONS	1 187 642	110 272	819 525	102 087	- 30,8	- 14,4
PART DES PRODUITS PRIMAIRES DANS L'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS	56,8	73,6	73,6	66,1		

(1) Quantités (en tonnes).
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

TABLEAU III. — PRINCIPAUX PRODUITS IMPORTES (1973-1975)
Le tableau ci-dessous montre l'importance qu'occupent encore les produits alimentaires dans les importations de l'étranger, et la part croissante des produits pétroliers. Les produits bruts (d'origine minière) et les demi-produits (ciments, engrais, produits simples et fins) représentent des sommes considérables, ainsi que les produits d'équipement industriel.

	1973		1974		1975	
	Q (1)	V (2)	Q (1)	V (2)	Q (1)	V (2)
Alimentation - boissons - tabacs	118 768	7 389	197 948	10 270	81 482	9 921
Energie et carburants	238 328	4 953	318 723	9 288	377 681	11 289
Produits bruts d'origine animale et végétale	40 564	1 804	38 988	2 978	44 988	3 356
Demi-produits d'origine animale	184 369	1 614	188 719	2 445	88 348	3 884
Demi-produits d'origine végétale	233 701	9 067	381 635	16 028	418 261	22 444
Matériel de transport et de traction	27 760	8 864	18 888	10 718	17 288	13 885
Équipement agricole	18 322	397	23 127	588	1 071	248
Équipement industriel	10 437	10 437	23 127	13 771	31 151	39 302
Consommation des entreprises	28 252	18 664	28 252	12 478	12 478	14 844
TOTAL	618 518	12 249	72 471	26 528	78 639	31 127

(1) Quantités (en tonnes).
(2) Valeur (en millions de francs C.F.A.).

مركز البحث

Documents établis par M. MARCEL YONDO, ministre des Finances de la République Unie du Cameroun

POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE DE LA RÉPUBLIQUE UNIE DU CAMEROUN

Dans un monde en profondes convulsions monétaires et économiques où, dans toutes les instances internationales, on tente, non sans difficulté, de définir un nouvel ordre économique et financier international, il est résolu, voire délégué, de traiter de la politique monétaire et financière d'un pays en voie de développement caractérisé par la dualité des modes traditionnels et modernes, l'extrême vulnérabilité à la conjoncture internationale.

Ainsi, le traitement des monnaies, l'inflation mondiale généralisée aggravaient par la crise de l'Europe, l'impact de plein bout notre économie et remettent en cause chaque jour les mesures de politique monétaire et financière.

En réexaminant le coût des produits d'équipement importés au moment où se stabilisent ou régressent les recettes d'exportation des produits de base, l'inflation mondiale perturbe l'équilibre extérieur du Cameroun et agit sur les autres secteurs, base de toute politique de crédit.

Malgré cette conjoncture internationale particulièrement difficile, la politique monétaire et financière du Cameroun recherche six objectifs fondamentaux :

- Assurer la stabilité des prix ;
- Déterminer une expansion monétaire compatible avec les besoins de l'économie ;
- Assurer l'équilibre de la balance des paiements ;
- Gérer les finances publiques de manière à dégager une épargne indispensable toujours croissante au service des investissements publics ;
- Créer des conditions d'accueil favorables aux investissements étrangers ;

I. — La mise en place d'un système monétaire et bancaire autonome

Toute politique monétaire sans maîtrise du système d'émission de la monnaie et du contrôle de l'ensemble des activités des établissements émetteurs de crédit est vaine. Or, au lendemain de son indépendance, notre pays avait peu d'expérience sur son institut d'émission. Les banques primaires restaient principalement étrangères et évoluaient dans le milieu d'affaires ordinaire du Cameroun.

Les banques étaient des succursales de banques étrangères. Les compagnies d'assurances se composaient d'agences de banques étrangères. Le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la quinzaine bancaire. Cette dernière avait confié ce privilège à deux succursales au Cameroun : l'Afrique occidentale S.A.O. et, aux colonies, l'Union des Banques d'Afrique.

En 1960, le privilège de l'émission de la monnaie était exercé par la quinzaine bancaire. Cette dernière avait confié ce privilège à deux succursales au Cameroun : l'Afrique occidentale S.A.O. et, aux colonies, l'Union des Banques d'Afrique.

Malgré 1960, date de son indépendance, le Cameroun assure souverainement le privilège d'émission. Il exerce dans le cadre de la zone franc, et à l'intérieur de ce cadre, l'appartenance à la Banque Centrale des Etats de l'Afrique occidentale et du Cameroun. Les structures et les modes de fonctionnement de cette banque étant devenus inadéquats à l'évolution économique du pays, le Cameroun a décidé, de concert avec ses partenaires, de réorganiser de nouveaux accords monétaires dans le cadre de la zone franc. C'est donc volontairement et souverainement que le Cameroun a décidé d'instaurer une coopération monétaire avec ses pays frères et voisins (Ghana, République Fédérale du Congo, République du Bénin, République du Nigeria). Les objectifs essentiels de la réforme de l'institut d'émission opérée en 1973 sont :

- l'accession des nationaux aux postes de direction de la Banque centrale ;
- la libre disposition de nos avoirs extérieurs et du réseau bancaire et des assurances ;
- l'instauration des concours au Trésor de l'institut d'émission aux besoins d'investissement de notre économie dans l'équilibre de la monnaie.

Aujourd'hui, ces objectifs de la réforme sont atteints. Désormais, le siège de notre institut d'émission est en Afrique, à Yaoundé, plus précisément.

Le conseil d'administration est présidé à tour de rôle par un Africain. Le Comité monétaire national jouit d'économie de l'autonomie de décision en matière de crédit dans le cadre de la délégation qu'il reçoit du conseil d'administration.

La coopération monétaire dans le cadre de cette banque est fondée sur la mise en commun des réserves de l'ensemble des banques du réseau bancaire et des assurances. C'est l'objet de la réforme bancaire de 1973, dont le but était de transformer les succursales de banques en banques du Cameroun.

En effet, au niveau des banques primaires, la restructuration a permis aux intérêts publics camerounais de participer plus activement à la gestion de ces entreprises. Ce qui, dans la pratique, se traduit par une prise de participation représentant au moins 35 % du capital, la communication partielle, de la direction des banques et, dans le cadre des conseils d'administration, ainsi que le transfert des centres de décision de toutes les banques de l'étranger au Cameroun.

Il est important de préciser que cette réforme bancaire, dont l'un des résultats positifs reste l'accession des nationaux à la maîtrise de la gestion de ces entreprises, a été réalisée dans le cadre du dialogue et de la concertation menée entre le gouvernement camerounais et ses partenaires étrangers. Cette réforme fonctionne à la grande satisfaction des uns et des autres.

Satisfaction qui est la témoignage éloquent que cette politique monétaire et bancaire n'est pas nationaliste, mais création de sociétés d'économie mixte dans l'un des secteurs vitaux de l'économie dont aucun être humain ne peut se passer.

De plus, la législation bancaire mise en place en 1973 revêt toute la souplesse nécessaire permettant de l'adapter à l'évolution économique du pays.

Dans la section des établissements financiers et des assurances, la mise en place des nouvelles structures a été et continue d'être essentiellement aux mêmes préoccupations, dont le seul objectif est d'aboutir à une plus grande participation des organismes concernés au développement économique et social du Cameroun.

II. — Une plus grande mobilisation de l'épargne nationale

Dans un pays en voie de développement tel que le nôtre, l'initiative privée est limitée, voire nulle. Il appartient à l'Etat, par le budget d'investissement, d'être le moteur du financement du développement. Pour y parvenir, notre politique obéit au mot d'ordre du chef de l'Etat, S.E. El Hadj Ahmadou Ahidjo : « La rigueur dans la gestion financière ». Cette rigueur rigoureuse de nos finances publiques n'est pas seulement liée à une conjoncture de crise dont les conséquences sont irréversibles par d'autres moyens ; elle est un impératif permanent de construction nationale.

Dans le cadre de ces directives, le gouvernement s'efforce de contrôler l'écoulement des dépenses de fonctionnement dans les limites compatibles avec les efforts d'équipement du pays. Cela n'est pas facile ; les dépenses de fonctionnement, la nécessité d'équiper notre jeune administration et l'inflation passent, au contraire, à l'accroissement des dépenses de fonctionnement. Mais, grâce aux mesures d'austérité qui évitent tout gaspillage, nos recettes fiscales croissent et nous permettent de financer un budget d'investissement et d'équipement en progression rapide.

En effet, notre budget d'investissement, qui représentait 4,2 % en 1960-1961 du budget total, représentait en 1970-1971, 28,3 % du même budget. Au cours de l'exercice 1975-1976, il a connu un taux de croissance de 80,7 %, passant de 10,4 milliards à 19 milliards de francs C.F.A.

En renouant avec l'indépendance à l'égard de l'équilibre de son budget par les subventions extérieures, le Cameroun a voulu, par cette politique financière, combler d'abord ses efforts propres, manifestant ainsi sa volonté d'indépendance nationale dans l'indépendance des économies monétaires.

Les moyens d'un budget d'investissement de plus en plus croissant sont utilisés principalement dans les secteurs tels que l'équipement public, les infrastructures, dont la nature s'adapte mal ou peu aux investissements privés. Il en est de même pour le secteur agricole, dont l'importance dans les secteurs de notre économie justifie une attention particulière.

Parallèlement à l'épargne budgétaire, le gouvernement met tout en œuvre pour mobiliser l'épargne privée. Il s'agit de mobiliser au maximum les ressources existantes et potentielles, et de les canaliser vers les circuits économiques nationaux, afin de limiter voire de supprimer l'émigration des capitaux en quête de placements plus rémunérateurs à l'étranger.

L'augmentation du trésorerie bancaire obtenue par les mesures suivantes :

- D'une part, la révision des conditions de banque de manière à élever le niveau du rendement de dépôt pour encourager l'épargne ;
- D'autre part, mettre la banque à la portée du client par une politique de couverture du pays par des réseaux bancaires et des centres bancaires ;

— Ouvrir au sein des instances internationales pour le rétablissement d'un nouvel ordre économique et financier international fondé sur plus de justice et d'égalité ; il est souhaitable qu'un désordre monétaire actuel né de la faillite du système de Bretton-Woods se substitue une réforme monétaire et financière plus saine des problèmes du tiers-monde et moins dominée par l'égoïsme des grandes nations.

Si les conjonctures prises par le Cameroun pour survivre à la crise mondiale présentent de l'intérêt pour le lecteur, il est plus indiqué de décrire, dans le cadre de cet article, les grands principes de la politique monétaire et financière depuis l'indépendance.

Revenant de l'étranger son économie dans le cadre d'une croissance extraordinaire, le développement du Cameroun est fondé sur le libéralisme planifié.

Par le libéralisme planifié, il faut entendre, selon la propre définition du président Ahidjo, un système de développement où l'Etat, tout en encourageant l'initiative privée, assume la responsabilité principale dans la définition, l'orientation, l'impulsion et le contrôle du développement de la nation. Ce système économique a pour objet l'homme et pour instrument le Plan. Dans l'ensemble, notre libéralisme planifié place l'homme au centre de sa préoccupation.

Le Plan est l'instrument privilégié de ce système économique. Mais il s'agit d'un développement d'un plan indicatif. Il est élaboré et exécuté dans la concertation de tous les agents économiques. Il procède, donc, de la démocratie et du dialogue.

Intégrée progressivement mais sûrement dans les circuits financiers une masse de capitaux de plus en plus importante. La multiplication des formes d'épargne bancaire et postale, compte de dépôt à terme, émission de bons d'équipement et bientôt de bons de caisse, en offrant de nombreuses possibilités de placement aux détenteurs du capital, contribuent à l'augmentation des ressources collectées.

Au niveau des autres collecteurs privilégiés d'épargne que sont les sociétés d'assurances, la nouvelle réglementation tend à élargir la capacité de rétention du marché camerounais et à assurer une plus grande participation des compagnies d'assurances au financement de l'économie nationale.

C'est ainsi qu'il est possible de limiter à 5 % des primes émises le montant des rétrocessions au titre de l'assurance, et ce grâce à l'accroissement de la capacité de notre marché. Il importe toutefois de souligner que les autorités camerounaises ne perdent pas de vue certaines exigences inhérentes à la technique de l'assurance. C'est pourquoi, dans certains cas, des dérogations peuvent être accordées.

La participation des compagnies d'assurances au financement du développement trouve son assise dans la diversification des formes de placement de leurs provisions techniques et mathématiques, formes qui tiennent largement compte des objectifs de l'Etat et des critères de solvabilité auxquels doit répondre toute entreprise d'assurance.

La maîtrise de l'activité d'émission et des centres de décision des banques, la mobilisation de l'épargne privée, visent à mener une politique de crédit plus dynamique dans l'équilibre de la monnaie. La tâche d'intérêt est modeste en fonction de la conjoncture économique et financière interne et internationale. L'objectif est d'appliquer des conditions d'intérêt modérées qui encouragent le prêt et le placement de crédit, le gouvernement recherche à promouvoir la petite et moyenne entreprise nationale. A cet égard, les banques ont été chargées de réserver au moins 20 % de leurs concours aux petites et moyennes entreprises nationales.

Quant à cet effort de mobilisation de l'épargne, notre économie a besoin des concours extérieurs.

III. — Les concours extérieurs, compléments nécessaires à l'épargne nationale

Les concours extérieurs sous forme d'aide, de prêt ou d'investissement sont nécessaires. Comme tel, nous regrettons que l'Etat n'ait pas obtenu le prêt attendu et même refusé par la deuxième démission de développement de l'ONU. Le Cameroun continue sa politique sur la dette extérieure et l'initiation aux investissements étrangers.

A. — LA POLITIQUE DE L'EMPRUNT EXTERIEUR

Les emprunts directs du gouvernement comme ceux des organismes ou des sociétés obtiennent une politique fondée sur :

- 1) L'élaboration de la dette extérieure à des opérations productives, de créances des opérations génératrices de produits d'exportation sources de devises ;
- 2) Le financement des opérations d'infrastructure, de créances car des emprunts à long terme ;
- 3) La maîtrise de l'ensemble de la dette extérieure dans des limites compatibles avec notre capacité d'absorption de capitaux et de remboursement des échéances. Nous avons, par cette contrainte, de parvenir à un stade où la dette rembourse le dette ;
- 4) La conséquence heureuse du contrôle de notre dette extérieure est que notre dette honore ses engagements et, à l'heure actuelle, d'une signature respectée dans les milieux financiers internationaux.

En somme, tout en recourant plus que par le passé aux emprunts extérieurs, ces principes restent les lignes directrices de notre action. Il faut espérer que, les principes de la réforme du système monétaire international après la conférence de Manille en octobre 1976 et que les conditions de prêt aux pays en voie de développement seront moins en moins rigoureuses. Car la situation actuelle n'est pas la même. Les pays du tiers-monde s'entendent à s'entendre. Aux conditions de durée du prêt et d'intérêt difficiles d'ajuster le geste de change ne du financement généralisé des monnaies. En réajustant un réajustement dans le cadre de la quatrième CNUCED et de la conférence Nord-Sud, les pays en voie de développement tenant un appel fondé sur la réalité La République unie du Cameroun estime, pour sa part, qu'une nouvelle coopération monétaire internationale doit se substituer à la situation actuelle, plus instable et plus incertaine.

B. — POLITIQUE D'INITIATION DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS.

Comme nous l'avons déjà souligné, la politique de libéralisme planifié associe l'intervention de l'Etat dans le financement du développement au rôle essentiel que les investisseurs ont à jouer dans toute économie libérale. Il s'agit tout simplement pour le gouvernement de susciter des investissements privés dans les secteurs indirects vers des secteurs économiques jugés prioritaires par le plan de développement.

Ces incitations se présentent soit sous forme de régimes fiscaux privilégiés, soit sous forme d'une participation des intérêts publics et privés dans la réalisation de projets communs.

Les principaux régimes fiscaux sont au nombre de quatre :

- 1) Taux unique. — Les entreprises qui bénéficient de la zone unique sont celles dont le marché d'achat se situe dans plusieurs Etats de l'Union africaine et économique de l'Afrique (CNUCED). C'est dire que les consommateurs intermédiaires d'origine locale ou étrangère sont exemptés respectivement de toutes taxes intérieures et de tous droits et taxes à l'importation.
- 2) Le régime fiscal original tend à stimuler et à réduire les charges fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette région.
- 3) Le code d'investissement. — Très libéral, le code camerounais d'investissement accorde aux entreprises et aux établissements agréés les avantages d'un taux global réduit à 5 % des droits et taxes perçus à l'importation sur le matériel et les matériaux nécessaires à la production et à la transformation de leurs produits, et ce pendant cinq ans.
- 4) Le régime fiscal original tend à stimuler et à réduire les charges fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette région.

En raison du fait qu'il n'y a pas de régime fiscal original tend à stimuler et à réduire les charges fiscales des entreprises orientées vers les échanges commerciaux entre les Etats de cette région.

Aux divers avantages fiscaux qu'elle offre, le Cameroun, ajoute la stabilité de ses institutions financières et la sécurité de son droit d'Etat, S.E. le président El Hadj Ahmadou Ahidjo.

Ces divers avantages fiscaux représentent pour l'Etat camerounais un effort financier important, mais constituent l'un des principaux atouts du gouvernement dans sa politique d'appel aux investissements privés.

Telle est la philosophie générale de la politique monétaire et financière du Cameroun. Le gouvernement camerounais s'efforce non seulement de combattre les effets néfastes de la crise économique mondiale, mais aussi de promouvoir un développement réel, mais rapide, de son économie. Notre politique monétaire et financière est le reflet de notre politique économique, qui recherche à bâtir un monde social et économique harmonieux, ouvrant pour l'humanité un horizon de plus en plus vaste et des conditions d'existence au bénéfice de l'ensemble de la population dans la justice, dans la solidarité et dans le culte social national et international.

محمد بن النفل



Sur les hauts plateaux du Grassland

Le témoignage historique des artistes bamoun et bamiléké

Par FRANCINE NDIAYE*

La création artistique au Cameroun est si variée qu'il faut parler d'« arts » au pluriel plutôt qu'au singulier. On ne saurait, en effet, trop insister sur la diversité non seulement des techniques employées (sculpture sur bois, sur ivoire, fonte à cire perdue, orfèvrerie, céramique, perlage, teinture à réserves...) mais surtout sur la diversité stylistique. Celle-ci est évidente à l'examen des multiples éléments matériels de provenance ethnique très variée, dont l'inventaire est loin d'être achevé.

Les Bamoun et les Bamiléké des hauts plateaux du Grassland, et leurs voisins Bafoam, Bacham, Mangwa, Tikar... ont à leur actif un éventail si large de créations artistiques que bien des études sur les arts de l'Afrique noire passent sous silence celles des savantes populations du Cameroun, celles des savants du nord, des montagnes de l'Adamawa, des forêts du sud et du sud-ouest (Okoi, Bafo, Donaka...). Aujourd'hui, on l'on conteste à juste titre la primauté dans l'échelle des valeurs esthétiques de la seule création plastique, il nous semble important de mentionner qu'au Cameroun, comme partout en Afrique, il n'est pas de population qui n'ait manifesté son sens esthétique dans une discipline quelconque. Si ce n'est pas dans la sculpture que celui-ci s'est épanoui, c'est dans l'architecture, les arts dits mineurs, comme l'ornementation des objets usuels (coquebasses gravées des Peuls de l'Adamawa par exemple), dans le tissage, etc. Là où aucun témoin matériel ne subsiste, on aura gardé de négliger les créations chorégraphiques, poétiques... Cependant, dans le cadre d'une si courte étude, il nous faut privilégier à nouveau les arts des sociétés du Grassland. Rappelons que leur « découverte » fut saluée par l'historien d'art allemand Paul German dans son traité sur l'art du Cameroun, *Das plastisch figurative Kunstgeschehen im Grassland von Kamerun*, publié en 1910, comme un événement aussi important que celui de la découverte, quelques années auparavant, de l'art du Bénin.

Depuis le début de ce siècle, l'importance et la richesse des publications consacrées aux Bamiléké et Bamoun du Cameroun ont considérablement étendu le champ de nos connaissances ethnologiques et artistiques

de ces deux peuples que caractérise un même type d'organisation sociale, organisation pyramidale dont le chef assure l'équilibre auquel contribuent, chacun à sa place, chefs de moindre rang, parents, dignitaires, serviteurs, artisans et associations dites secrètes. Id, architecture, masques, statues, objets mobiliers, arts mineurs, sont étroitement liés à un système très hiérarchisé de relations sociales et politiques, dont l'étude est indispensable à une vraie connaissance de la vie esthétique de ces sociétés.

Chez les Bamoun, la société unitaire, est dominée par la personnalité du sultan, descendant d'une dynastie dont le fondateur serait venu du pays Tikar, et résidant dans sa capitale Foumban. Chez les Bamiléké, la société est fragmentée en multiples chefferies, au sein desquelles le pouvoir est partagé entre le chef, le Fon, et les sociétés religieuses et politiques.

C'est un sultan Bamoun Njaya, qui régna au début de ce siècle, que l'on doit la création dans sa capitale de Foumban d'un véritable musée où étaient conservés en même temps que des trophées de guerre, les symboles sacrés du pouvoir et les insignes des sociétés secrètes : trônes sculptés de très grandes dimensions, recouverts de perles multicolores, masques traités en ronde bosse très accentuée (Jones démentièrement gonflés, gros yeux en boule, nez lourds aux narines bien modelées), statues de personnages saisis dans une attitude familière, représentations animales : buffle, léopard, python, éléphant, symboles de l'invincibilité et du pouvoir royal, araignée mygale utilisée dans la divination, crapaud, symbole de fécondité.

En pays bamiléké, la création plastique répond aux besoins des chefferies. Elle reste stylistiquement et iconographiquement pauvre de celle des Bamoun, mais tend à un dépouillement dans le sens de la verticalité. Certes, les totes des masques restent gonflées, la rondeur persiste dans les contours des visages, mais les formes sont plus simples, voire plus sévères, les attitudes des personnages sont plus hiératiques et la ligne courbe qui régnait sur toute la sculpture bamoun cesse de jouer un rôle fondamental. On note souvent une tendance à opposer les masses sculpturales entre elles en accen-

tuant les angles. On a justement cherché à expliquer ces modifications, toutes relatives, par l'intégration de la sculpture sur bois à l'architecture des chefferies. Le chef, ses femmes, ses serviteurs, ses réserves, les associations, occupent de grandes cases parallélogrammiques à base carrée, aux murs de potopoto, au toit conique de chaume, dont la veranda abrite les figures d'ancêtres, les tambours et les sièges. Les piliers de soutien du toit et l'encadrement des portes sont ornés à profusion de sculptures en haut-relief. Les personnages représentés sont presque toujours le chef et sa femme, entourés de quelques animaux.

QUÉLQUES-UNS des masques gigantesques (certains ont 80 centimètres de haut) que le docteur Pierre Harter attribue aux Bamiléké de l'Ouest (région de Bangwa et de Dechang) sont parmi les exemples les plus remarquables de l'art avec lequel ceux-ci ont su prendre en compte les exigences de la monumentalité et le souci du détail minutieusement rendu dans la coiffure notamment. Ces masques, qui transposent de façon andalouse les traits du visage humain, dansaient devant le Fon lorsque celui-ci se rendait en procession dans la case de la Société des grands notables. Ils sortaient également lors des funérailles du Fon.

De même que chez les Bamoun, le perlage est un art majeur chez les Bamiléké. Fre-

* Chargée du département de l'Afrique noire, laboratoire d'ethnologie, Musée de l'Homme, Paris.

quents sont les sièges entièrement recouverts de perles multicolores, de même que les calebasses, les trunks de pipes et certains grands masques. L'application d'une teinture par réserves brodées donne la magnifique décor géométrique blanc sur fond bleu des grands pagnes de cérémonies que l'on tendait derrière les sièges de la chefferie. Ces pagnes n'étaient en effet pas portés par les Bamiléké, qui, jusqu'à ces dernières années, vivaient nus mais tatouaient leur corps de dessins très élaborés.

Fondeurs et potiers, regroupés en corporations travaillant essentiellement pour la chefferie, fabriquent des figurines et des fourneaux de pipes en terre cuite et en cuivre, dont le décor combine lignes humaines et motifs géométriques. Les grandes pipes, les plus richement décorées, celles qui figurent plusieurs personnages ou représentent une fête d'épénant n'étaient pas fumées. Attributs exclusifs du Fon, elles étaient exhibées par ses serviteurs lors des solennités cultuelles.

Statues, masques, trônes, pipes, objets usuels, cette production, faite pour la glorification du chef, ne comprend pas que des chefs-d'œuvre. Un article récent, consacré aux masques dits « Bacham », a mis en évidence le fait que certains ateliers ne faisaient que répéter plus ou moins habilement un modèle créé initialement par un artiste génial, resté malheureusement anonyme, mais ce qu'il nous paraît bon de souligner, c'est que, malgré les contraintes de la commande officielle, les artistes bamoun et bamiléké ont eu, dans leur grande majorité — nous en avons la preuve par l'abondance des œuvres d'une grande beauté conservées dans les musées, — à sauvegarder une indéfinissable liberté de création dans l'utilisation d'un langage plastique par sa couleurs bien défini et aisément identifiable.

BIBLIOGRAPHIE

- LECOQ : « Une ethnologie africaine : les Bamiléké, Paris, 1957 » ; « Quelques aspects de l'art africain », *Revue africaine*, Paris, 1961, numéros 10 et 11.
- HARTER P. : « Les Pipes cérémonielles de l'Ouest camerounais », *Art d'Afrique noire*, n° 8, hiver 1973, Paris ; « Les masques dits « Bacham », *Art d'Afrique noire*, n° 2, Paris.

Quelques ouvrages sur le Cameroun

- P.F. Gonidec : *le République unie du Cameroun*, éditions Bergers-Levrault, Paris, 1970, 2^e édition.
- L. Mbarze : *les institutions politiques camerounaises*, Yaoundé, 1974.
- M. Prostet : *le Cameroun, Libération générale de droit et de jurisprudence*, Paris, 1974.
- J. Mongory : *le Syndicalisme, force politique du Cameroun*, thèse de spécialité, Université de Paris II, 1975.
- J. Owona : « La nouvelle Constitution camerounaise du 20 mai 1972 », *Revue juridique et politique*, mars 1973, pp. 1-40 et « L'institutionnalisation de la légalité d'exception », *ibid.*, 1975, n° 1.
- J.-F. Bayart : *le Régime politique camerounais (1958-1972)*, thèse de 3^e cycle, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1973. Voir aussi ses articles dans la *Revue française d'études politiques africaines*.
- Sur l'U.P.C., voir R. Joseph : « The difficult birth of the U.P.C. », *Journal of modern African Studies*, été 1971, pp. 207-229 et « Ruben um Nyobe and the Kamerun Rebellion », *African affairs*, octobre 1974.

elf serepca

SOCIÉTÉ ELF RE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DES PÉTROLES DU CAMEROUN
17 Boulevard de la Liberté - Douala

Café ARABICA ROBUSTA Cacao et Coton du CAMEROUN

Nos paysans sont des hommes heureux

Ils ont une terre généreuse. Ils habitent un pays d'eau et de soleil. C'est pour cela que notre production agricole est si riche et si diversifiée et nos produits de tout premier choix. Notre café est le meilleur d'Afrique, mélange de l'arabica de nos coteaux et du robuste de nos plaines. Notre cacao est demandé par les connaisseurs du monde entier. Notre coton grandit et mûrit au soleil. Nous avons aussi du thé, des arachides, de l'hévéa, de la banane et des palmiers à huile. Notre production de blé est prometteuse, ainsi que celle de notre canne à sucre. C'est pour toutes ces raisons que nos paysans et nos consommateurs sont des hommes heureux.

CAISSES DE STABILISATION, DIRECTION DES PRODUITS DE BASE MINEP, YAOUNDE.



Enseignement

L'université de Yaoundé : une réussite et son revers...

Par RAOUL GIRARDET *

De longues bâtisses, à la charpente de bois et aux murs de pierre grise, étagés aux flancs des collines, dispersés dans la forêt des palmiers et des mangroves. Au loin, un relief tourmenté qui se perd dans la brume. En contrebas, le quartier populaire de Melen ; à quelques centaines de mètres, les premiers champs et l'immense travail du paysan africain. Admirablement intégrée dans le paysage, liée à la ville, mais échappant déjà à ses remous, l'université de Yaoundé est d'abord une étonnante réussite architecturale.

Créée par un décret de juillet 1962, destinée par l'architecte Michel Rouchard, elle fut inaugurée en 1967. Sur les 80 hectares de son domaine, s'étendent trois facultés (droit, lettres et sciences), une bibliothèque, une cité universitaire, un grand amphithéâtre auxquels viennent s'ajouter un centre universitaire des sciences de la santé, une école supérieure d'agronomie, une école internationale de journalisme, une école « polytechnique », et un peu à l'écart, l'école normale supérieure. Bref, un ensemble cohérent, rigoureusement équilibré, et qui devait, dans l'esprit de ses promoteurs, devenir un lieu de rencontre exceptionnel entre les disciplines, les types d'enseignements et les cultures. Et les choses, en vérité,

n'étaient pas négligeables : un personnel enseignant africain relativement abondant et de qualité rare, la double présence de la tradition universitaire française et britannique, la volonté, enfin, des pouvoirs publics d'accorder à



Le temps des nouveaux choix

DES grands espoirs des années 60, beaucoup n'ont pas été déçus. L'institution a bien, s'est développée, n'a cessé d'affirmer son autorité et son rayonnement. Progressivement, la jeune université s'est libérée de la tutelle de ses premiers mentors coloniaux. Placée d'abord sous l'autorité d'un « vice-chancelier » français, elle se trouve aujourd'hui administrée par un « chancelier » camerounais, l'un francophone, l'autre anglophone, tandis que la proportion des enseignants d'origine européenne n'a cessé de se réduire. Progressivement aussi, les programmes n'ont cessé de s'étendre et de se diversifier. A la licence (actuelle-

ment obtenue après quatre années de scolarité) sont venues s'ajouter, pour les facultés, la préparation d'un D.E.S. et, tout récemment, l'institution d'un cycle de doctorat. Dans le domaine technique et médical tout particulièrement, le Cameroun doit à son Université la formation de cadres d'une très bonne tenue.

Le bilan cependant doit être aujourd'hui assez sensiblement nuancé. Avec l'âge adulte, est venu pour l'université de Yaoundé le temps des incertitudes, le temps aussi des choix nouveaux à faire, des orientations nouvelles à définir. En fait, ce sont, malgré

* Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

l'« africanisation », tous les problèmes qui mettent en cause le destin universitaire occidental qui viennent brutalement assaillir l'institution camerounaise. Problèmes familiaux à l'observateur européen, mais qu'il retrouve ici posés avec une netteté souvent déconcertante, débarrassés de toute équivoque, amplifiés parfois comme pour une démonstration clinique.

Le premier problème, tout au moins le plus évident, se trouve simplement posé par le rythme, de plus en plus accéléré, de l'accroissement des effectifs étudiants : mille huit cents étudiants, pour l'ensemble des établissements universitaires en 1967, six mille en 1974, douze mille en 1976. Malgré l'institution d'un examen d'entrée, malgré diverses tentatives pour renforcer la sélection, l'inflation ne cesse de s'amplifier : si la tendance se poursuit, c'est un chiffre de vingt-cinq mille étudiants dans le plus des plus difficile, la gestion de plus en plus lourde. Les difficultés s'accumulent, mettant à rude épreuve un personnel administratif dont la qualité n'est peut-être pas apte de pair avec l'augmentation numérique.

Parallèlement, il ne paraît pas que le niveau moyen de ces foules

étudiantes puisse être favorablement comparé avec ce qu'il était il y a encore quelques années. Les éléments de valeur ne manquent certes pas : c'est avec une légitime fierté que l'université de Yaoundé a pu fêter, par exemple, en février 1976, deux de ses élèves, formés essentiellement sur ses bancs et qui ont obtenu en France le titre de docteurs en géologie. Mais, et l'affirmation est surtout valable pour les dis-

ciplines « littéraires » et juridiques, la crise très sensible que connaît l'enseignement secondaire n'a pu manquer de se répercuter au niveau du supérieur. Les classes surchargées des lycées et des collèges devraient vers l'université une masse difficilement endurablement mal préparée, aux connaissances de base incertaines et à la vocation aussi incertaine que leur ambition se trouve aigüe.



La recherche d'une authenticité

PLUS graves encore, bien que moins aisément analysables, les incertitudes intellectuelles, les déchirements culturels que semble actuellement connaître le milieu universitaire camerounais. Essentiellement formé dans les universités métropolitaines, les premiers enseignants étaient très fortement imprégnés des modèles culturels de la vieille Europe. Leur fidélité à leurs maîtres de la Sorbonne ou d'Oxford, les disciplines, les méthodes, les modes de pensée qu'ils avaient acquis au prix d'efforts souvent admirables étaient vécus par eux comme des certitudes élémentaires. Face à ces certitudes, la recherche de l'authenticité africaine, la volonté de retour aux sources d'un passé original ont fait naître d'autres exigences. L'équilibre, la synthèse entre deux héritages, deux traditions, deux civilisations, certains ont pu les réaliser. Ils sont peu nombreux, il faut le reconnaître, et surtout leurs leçons sont souvent mal comprises par des esprits enfiévrés, avides de certitudes simples, sensibles à tous les appels, à tous les mots d'ordre d'un continent qui se cherche. Les allégeances du déracinement, il serait tragiquement erroné de penser que la décolonisation a su y mettre fin.

L'espoir réside dans le fait qu'aucun des termes de cette analyse ne semble avoir échappé aux actuels responsables du destin camerounais. Les incidents (dont on ne saurait d'ailleurs exagérer la gravité), qui ont marqué la rentrée universitaire en 1968, en 1974, et en 1976, auraient suffi à attirer leur attention. S'intégrant dans une politique générale de revalorisation du travail agricole et de la vie paysanne, le virage a été pris dès 1974. Les ruais d'un enseignement excessivement « généraliste » ont été dénoncés par le président Ahidjo lui-même. En février 1976, la décision a été prise de créer, en un autre point du territoire, une université nouvelle, dite « université de technologie », qui verra le jour dans quelques années. Victimes de leurs propres succès et de leurs propres efforts, face aux conséquences d'une évolution dont ils ne sauraient être tenus pour responsables, les dirigeants camerounais opposent, en ce domaine comme dans beaucoup d'autres, leur sagesse pratique, leur bon sens et leur patience. Toute la question est de savoir si le temps — ce temps sur lequel essentiellement ils comptent — sera de leur côté.

**POUR VOTRE VOYAGE
AU CAMEROUN
FAITES-VOUS DONC
ACCUEILLIR
A PARTIR DE PARIS
PAR DES CAMEROUNAIS
CAMEROON AIRLINES**

Offre des vols réguliers en 707 au départ de Paris-Orly, Marseille, Genève, Rome pour Douala, carrefour d'Afrique Centrale.

A partir de Paris, l'amabilité de notre équipage, et l'ambiance toute particulière de nos avions, vous permettant déjà d'apprécier la légendaire hospitalité africaine, inimitable et bien à la manière de chez nous.



CAMEROON AIRLINES

PARIS : 12, boulevard des Capucines, tél. : 073-85-40.
MARSEILLE : Air France, 14, La Corniche, tél. 33-62-60.
GENÈVE : Air France, 12, quai Général-Guisan, tél. 20-28-44.
ROME : Air France, via Vittorio Veneto 93, tél. 84-11-81.



**ORGANISME DE FINANCEMENT
DE LA REVOLUTION VERTE**

1. accorde des crédits à :
 - l'agriculture,
 - l'élevage,
 - la pisciculture,
 - la pêche,
 - l'habitat rural,
 - l'artisanat,
 - la régénération forestière.
2. intervient dans :
 - la protection phytosanitaire,
 - la régénération café cacao,
 - la promotion de l'élevage,
 - l'aménagement des campagnes,
 - l'installation des jeunes ruraux.
3. et d'une façon générale, contribue à la promotion du développement économique et social en milieu rural.

**B.P. 1548 YAOUNDE Tél.: 22-10-25
et 22-39-82**



Cameroon Shipping Lines S.R.

Société Nationale de Transport Maritime

ou capital de 880 millions de francs C.F.A. - Membre de la COWAC
DOUALA, 22, rue des Etoiles, B.P. 4055
Tél. 5615 - Tél. 42.52.12 et 42.56.64

Cameroon Shipping Lines S.R.

assure un service régulier

FRANCE - COTE OCCIDENTALE D'AFRIQUE

toutes les trois semaines

de DUNKERQUE

ROUEN - LE HAVRE - BORDEAUX

à

DAKAR - ABIDJAN - DOUALA

OWENDO (Libreville)

Navires conventionnels avec coles réfrigérées

Capacité de levage : 80 tonnes

Agence générale :

UNIMAR Seetransport GmbH, B.P. 106 722

2 Hambourg 1, Ferdinandstrasse 33

Tél. 2163 465. Tél. 30061

Agence à Paris :

UNIMAR (S.A.R.L.), 10, rue des Ternes, 75017 Paris

Tél. 29 05 45. Tél. 754-76-29 et 754-13-96

Agences portuaires :

DUNKERQUE :

Sogetra. Tél. 82 09 49. Tél. 65-99-31

ROUEN :

Sogena c/o Samarfran. Tél. 77 09 39. Tél. 70-55-70

LE HAVRE :

Sogena c/o Samarfran. Tél. 19 00 77. Tél. 45-63-21

BORDEAUX :

M/s Chargeurs Réunis. Tél. 56 00 51. Tél. 44-12-42

Documents établis par M. PAUL DONTSOP, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de la République Unie du Cameroun

JUSTICE SOCIALE ET DÉVELOPPEMENT

Le développement, entendu comme un processus économique par lequel on augmente la capacité de production de biens et de services de façon à satisfaire de manière croissante les besoins de l'homme, est devenu un objectif prioritaire dans tous les pays du monde, et il n'est pas de pays qui ne se soit fixé ce but. On parle généralement de développement économique et social, ou simplement de développement.

Le développement d'une certaine justice sociale doit en effet tenir compte du niveau de l'économie. En d'autres termes, il est en avance par rapport à l'économie que celle-ci risque d'être en retard sur le développement économique et social, ce qui entraînerait une situation désastreuse. Le développement d'une certaine justice sociale doit en effet tenir compte du niveau de l'économie. En d'autres termes, il est en avance par rapport à l'économie que celle-ci risque d'être en retard sur le développement économique et social, ce qui entraînerait une situation désastreuse.

Alors, comment le Cameroun entend-il atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures qu'il a prises ou cours de prendre pour atteindre ces objectifs ?

Comment le Cameroun entend-il atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures qu'il a prises ou cours de prendre pour atteindre ces objectifs ?

Comment le Cameroun entend-il atteindre les objectifs de justice sociale dans son développement économique, et quelles sont les mesures qu'il a prises ou cours de prendre pour atteindre ces objectifs ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

La question est alors la suivante : comment faire pour que le développement soit à la fois économique et social ?

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.

En janvier 1969, constituée des représentants des centrales syndicales d'employeurs et de travailleurs.



Document établi par M. PAUL DONTSOP, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale de la République Unie du Cameroun



Tourisme

Des richesses fantastiques encore peu exploitées

Par VALENTIN NGA NDONGO

DEPUIS bientôt deux ans, l'intérêt des professionnels du tourisme s'est soudain porté sur le Cameroun. Celui-ci, en retard jusqu'ici dans ce domaine sur beaucoup d'autres pays africains mais connus en Europe et en Amérique du Nord, est en passe de rattraper le terrain perdu et d'imposer, lentement mais sûrement, son image de marque. Une image fascinante aux mille facettes.

Souvent qualifié d'Afrique en miniature, le Cameroun constitue en effet un véritable carrefour où tout le continent paraît être donné rendez-vous : l'Afrique de la forêt et de la savane, celle du Bantou et du Soudanais, celle du musulman, du chrétien et de l'animiste, celle du francophone, de l'anglophone, voire de l'arabophone.

Du Sud enveloppé dans un éternel et verdoyant manteau végétal, pourvu de savanes chaudes et désertiques du Nord, perle d'un trait dominant : la diversité. Diversité des paysages, diversité des sites, diversité des types humains et des traditions.

Le touriste foule d'abord le sol du littoral à Douala. Plaque tournante et porte d'entrée du Cameroun, par mer et par air, Douala est une ville d'une activité débordante. Son port, l'un des plus importants de la côte ouest africaine, connaît un trafic intense. Douala possède également un aéroport international desservi par toutes les grandes compagnies internationales.

de Waza : ceux de Boohandjidan et de Senned.

Si, par sa faune, le Nord-Cameroun évoque avant tout le safari-photo et la chasse, il n'en demeure pas moins que cette région, sans doute la plus touristique du pays, recèle d'autres richesses, telles que le folklore, la beauté des paysages, la diversité de l'habitat et l'originalité des modes de vie.

Il se peut qu'un terme de ce long voyage à travers le Cameroun le touriste ressente quelque fatigue. Deux jours de repos lui seront bienfaisants à Douala, centre climatique de l'Ouest-Cameroun, qu'on a parfois qualifié d'« Auvergne de l'Afrique ». Cette région au paysage vallonné et au climat tempéré est caractérisée par le folklore hamitique et l'artisanat bamoun.

Il va sans dire qu'un tel potentiel touristique nécessite, pour être rentable, une mise en valeur optimale et rationnelle. Les responsables camerounais ont certes pris conscience de l'importance nouvelle acquise par le tourisme dans les économies sous-développées. C'est pourquoi il a fallu rompre avec les méthodes artisanales, voire empiriques, et opter inévitablement pour un tourisme industriel et moderne.

Des efforts sont effectués d'abord dans le domaine de la publicité et des relations publiques. C'est ainsi que le Cameroun participe à des manifestations spéciales

(bras). Victoria (village de vacances de 30 chambres). Le gouvernement a d'ailleurs fait appel aux capitaux privés en promulguant un code des investissements touristiques.

Il reste malgré tout que des ombres figurent encore au tableau. La politique promotionnelle, en particulier, n'est qu'à ses balbutiements. C'est ce qui explique sans doute que le Cameroun, bien que possédant d'énormes richesses touristiques, ne bénéficie pas, auprès des professionnels, d'une audience à la mesure de ces potentialités.

Les moyens que ce pays affecte à la publicité demeurent dérisoires, comparés surtout aux sommes colossales dépensées par d'autres États. Pour autant, les actions promotionnelles s'en trouvent limitées. Il faut espérer que la création de la SOCATOUR (Société camerounaise de tourisme) résoudra cet épineux problème.

Bien plus, le tourisme apparaît encore comme l'affaire de deux strates sociales : les résidents européens et l'élite nationale. Le tourisme lui-même est et se présente ainsi comme un produit à la portée seulement d'un nombre réduit de bourgeois. Les efforts visant à promouvoir un tourisme intérieur de masse ont souvent buté sur cet obstacle. Le Camerounais en visite dans une ville préfère d'habitude (mais a-t-il le choix ?) aller loger à peu de frais chez un parent. Du reste, le tourisme, comme activité de loisirs, n'est pas encore ancrée dans les mœurs. Son caractère extraverti peut être source de problèmes.

C'est si le tourisme, phénomène de notre siècle, est une source de devises, force est de reconnaître qu'il comporte un danger



UN HOTEL DE CLASSE INTERNATIONALE PRES DE YAOUNDE (A.A.A. Photo.)

de « pollution morale » et de banalisation des coutumes. Le spectacle de ces touristes hirsutes, engouffrés, presque pieds nus, qui sillonnent villes et campagnes, est assez singulier en Afrique et met à rude épreuve des mentalités habituellement armées. De même, des traditions peuvent être transplantées, pour le simple plaisir du touriste, dans des cadres parfois inadéquats, pour ne pas dire aberrants. L'art lui-même risque d'être banalisé et ramené au niveau de la production semi-industrielle, car dans ce qu'on a appelé l'« art des aéroports », l'appât du gain prime l'inspiration de l'artiste.

Mais il n'y a pas lieu de renoncer à exploiter des richesses touristiques qui constituent pour ce pays un facteur de développement. Tant s'en faut ! Peut-être de plus d'une nation aujourd'hui pauvre repoussera-t-elle demain en grande partie sur ses potentialités touristiques.



AU PIED DU MONT CAMEROUN

(Cliché Film Afrique-Photo.)

En longeant la côte, le touriste découvre de belles plages de sable fin, jaunes et gris, parsemées de coquillages. Avec ses baies pittoresques et sa végétation toujours luxuriante, ses deux « perles » que sont Kribi et Victoria, le littoral se prête au tourisme balnéaire.

Il est aisé à partir de la côte, de remonter vers l'intérieur le Sud-Cameroun, domaine de la forêt et des grandes fleuves. De Kribi, on atteint Yaoundé, ancienne capitale aux sept collines, dont la plus célèbre, le Mont-Fébé, abrite un hôtel de classe internationale. Des excursions sont possibles en départ de Yaoundé vers les chutes de Nkamé, sur la Sangha et les localités de Monasté, Mbalmayo, Ebolowa et Sangha. Le touriste à saisi le loisir de se livrer à la petite chasse dans les immenses forêts de la province de l'Est où vivent encore des gorilles, des singes et des éléphants.

Mais, s'il veut vraiment voir et filmer des animaux, le visiteur devra poursuivre sa route vers le Nord, à Edouard touristique où se trouvent réunis, par un miracle de la création, une faune, un paysage et un folklore d'une rare variété. Ngoundéré, le riant port du Nord-Cameroun, à cinquante minutes d'avion de Yaoundé, est le point de départ vers cette région. Si à Maroua, agglomération remarquable par son artisanat et son multicolorité et grouillant marché où s'attroupent quotidiennement tanneurs, potiers, tailleurs, tisserands, vendeurs d'étoffes, forgerons et chaland de toutes sortes, une escale est nécessaire, il est infiniment utile d'emprunter la belle route bantoue qui relie cette ville à Kousséri. A mi-chemin, le touriste atteint Waza, localité célèbre par son parc national, le plus riche sinon le plus spectaculaire d'Afrique francophone. On y rencontre presque toutes les espèces de la faune africaine : lions, éléphants, girafes, zèbres de Burchard, damasques, gazelles, autruches, caracaras sauvages, etc. D'autres parcs existent qui complètent la population

telles que la Bourne internationale du tourisme de Berlin, les Salons de vacances de Bruxelles et d'Utrecht et à d'autres toiles. Depuis quelque temps des campagnes promotionnelles visant à mieux faire connaître le Cameroun en Europe, et en France en particulier, ont été menées. On se souvient du voyage au Cameroun, en décembre 1975, de quatorze jeunes gens représentant des journaux français ; on a également encore en mémoire l'opération Radio-France au Cameroun en février et mars de cette année. Par ailleurs, des insertions publicitaires sont régulièrement prises dans certains journaux importants d'Europe et des États-Unis.

Mais ce n'est pas tout d'inviter les touristes à visiter le Cameroun. Encore faut-il que la charme ne soit pas mise devant les besoins et que les étrangers trouvent sur place les conditions d'un séjour agréable. Certes, une infrastructure touristique, en constante amélioration, existe déjà au Cameroun. Un aéroport international fonctionne à Douala ; ceux de Yaoundé, Ngoundéré, Garoua et Maroua sont accessibles aux jets Boeing 737. A cela s'ajoute un réseau routier et ferroviaire qui se développe de façon soutenue tant en densité qu'en qualité.

Quant à la capacité hôtelière, elle est de quatre mille six cent quatre-vingt-deux lits. On dénombre maints hôtels de classe internationale à Douala, Yaoundé, Ngoundéré, Maroua, Garoua, etc., de pittoresques campements à Waza, Rumbidji.

Dans l'avenir, une attention particulière sera portée sur l'augmentation de la capacité hôtelière de façon qu'elle réponde aux impératifs d'un tourisme moderne.

C'est pourquoi a été élaboré un plan directeur de développement touristique qui prévoit notamment la construction d'unités hôtelières de standing international aux principaux points d'attraction, tels que Douala (544 chambres), Maroua (120 chambres), Waza (80 chambres), Kribi (300 cham-

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT DU CAMEROUN

Société anonyme au capital de 1 milliard de francs C.F.A., soit 20 000 000 de FF
Partenaire idéal des Investisseurs Etrangers

Société d'Etat à capital variable régie par les dispositions légales et réglementaires sur les sociétés anonymes et placée sous la tutelle du Ministère de l'Economie et du Plan.

I. — Historique

La S.N.I. a été créée par la Loi n° 53/75 du 19 juin 1975 autorisant l'émission des bons d'équipement de 2, 3 et 5 ans d'échéance.

Ses attributions et son fonctionnement ont été définis successivement par les décrets n° 64/07/486 du 16 décembre 1964 et 71/06/159 du 15 avril 1971.

Ses ressources proviennent de ses fonds propres, du produit des bons d'équipement, des avances de l'Etat, des emprunts extérieurs. L'ensemble de ses ressources s'élève en 1975 à plus de 12 milliards de francs C.F.A.

II. — Rôle de la S.N.I.

La S.N.I. participe et finance le développement.

— Réalisation de toutes études générales et particulières dans les domaines agricoles, industriels et commerciaux.

— Accueil des investisseurs et assistance dans la connaissance des milieux d'affaires camerounais.

— Octroi des crédits et avais aux sociétés filiales.

— Gestion et rentabilisation du portefeuille de l'Etat.

Option prioritaire au développement économique et social de la République Unie du Cameroun.

III. — Réalisations de la S.N.I.

La S.N.I. poursuit un essor soutenu par douze années d'expérience, d'initiatives diverses, et dispose d'un passé riche en réalisations concrètes :

— Participation au capital de plus de 60 sociétés relevant de tous les secteurs de l'activité industrielle, agro-industrielle, commerciale et touristique.

— En 1975, l'ensemble de ses sociétés a réalisé un chiffre d'affaires global de près de 61 milliards de francs C.F.A. et leurs investissements cumulés ont été de l'ordre de 61 milliards de francs C.F.A.

— Les activités industrielles et agro-industrielles viennent en tête. Ces deux secteurs d'activités totalisent plus des trois quarts des participations de la S.N.I. et réalisent près de 95 % du chiffre d'affaires global.

— Viennent ensuite les services, le tourisme et l'hôtellerie.

IV. — La S.N.I. et la coopération internationale

— La S.N.I. est engagée dans la voie de la coopération internationale.

— Ses structures techniques et humaines, son expérience de société d'Etat d'une part, et ses milieux d'affaires d'autre part, lui permettent de proposer à ses partenaires des formules adaptées à l'évolution du contexte national.

Dans cet esprit, la S.N.I. vient de signer deux Conventions de prêt :

● L'une de 1,5 milliard de francs C.F.A. avec la Caisse Centrale de Coopération Economique ;

● L'autre de 22 millions de dollars U.S. avec un consortium bénéficiaire ayant comme chefs de file, entre autres, l'UNION DES BANQUES ARABES ET FRANÇAISES (U.B.A.F.) et la BANK OF AMERICA.

Ces fonds sont utilisés pour le financement des grands projets notamment le complexe agro-industriel de sucre de MBANDJOCK près de YAOUNDE, la Cameroon Sugar Company, Inc. (C.A.M.S.U.C.O.).

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT, B.P. 423 YAOUNDE (R.U.C.), Tél. : SONICAM 2205 KN. Télégramme : SONICAM.

Documents établis par M. GILBERT ANDRÉ TCHOUNGUI, ministre de l'Agriculture de la République Unie du Cameroun

LA RÉVOLUTION VERTE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance, les pouvoirs publics ont déployé de grands efforts pour développer et moderniser la production rurale considérée, à juste titre, comme la base de l'économie nationale et un des facteurs essentiels de notre stratégie de croissance.

Malgré les difficultés inhérentes à l'agriculture, il apparaît aujourd'hui que notre politique agricole a porté ses fruits : la production agricole réelle continue, les structures nouvelles d'investissement sont en place, la formation des hommes se poursuit, bref, le développement du monde rural devient chaque jour davantage une réalité.

Ces résultats, quoique appréciables, demeurent en deçà des potentialités réelles de notre agriculture, qui a connu un démarrage difficile dû aux problèmes que le pays a rencontrés à l'issue de son indépendance et qui ont paralysé les principales régions productrices du pays.

C'est dire que l'agriculture camerounaise n'a pas encore atteint son régime de croissance, c'est-à-dire que toutes les ressources et toutes les énergies disponibles sont mobilisées en permanence en vue de l'exploitation rationnelle du sol de la patrie.

C'est dans ce contexte que le chef de l'État a lancé à Doua, en mars 1973, le mot d'ordre de la « révolution verte » qui apparaît d'emblée comme l'investissement essentiel, le « fus de lance » de la politique de gouvernement visée à l'accroissement de la production rurale et globale ; à l'amélioration des revenus et des conditions de vie du paysan ; et à une participation plus active de ce dernier à l'effort national de développement.

Cette « révolution verte » se fonde avant tout sur une prise de conscience de la place et du rôle de l'agriculture et de l'élevage dans le processus de développement économique et social de notre pays.

Jamais, en effet, la place de l'agriculture dans notre stratégie de croissance n'a été aussi primordiale depuis la mise en œuvre de la « révolution verte », puisque quatre Camerounais sur cinq se consacrent à l'agriculture, qui représente en valeur 40 % du produit intérieur brut et plus de 70 % de nos exportations.

Notre agriculture est également la base de l'alimentation de nos populations

et œuvre, à l'heure actuelle, les besoins de la consommation nationale ; c'est encore l'agriculture qui fournit les matières premières indispensables à l'approvisionnement de la plupart de nos industries de transformation.

Dès lors, le secteur agricole est de toute évidence le premier secteur économique du pays et la première des priorités dans notre stratégie de croissance et de développement. Dans ces conditions, la « révolution verte » appelle une véritable reconversion des mentalités :

— De la part des techniciens agricoles qui doivent se sentir mobilisés dans l'investissement adéquat de plus d'un million d'hectares agricoles ;

— De la part des agriculteurs camerounais. Producteurs à part entière, ils doivent constamment avoir à l'esprit que l'agriculture ne peut être rentable que si sa productivité s'améliore grâce à l'adoption de techniques culturales modernes, l'utilisation de variétés améliorées, l'irrigation des terres mises en culture, le recours au crédit agricole, l'organisation de la collecte et de la vente des produits agricoles par le biais des coopératives, etc. ;

— De la part de l'opinion publique, qui doit se persuader de la promotion économique et sociale que procure l'activité agricole liée au monde et au capital inestimable que représente la terre.

La réussite de cette « révolution verte » implique la suppression des divers guichets d'étranglement qui entravent encore l'essor général de notre agriculture, en particulier dans le secteur traditionnel.

Dans ce secteur, qui est de loin le plus important puisqu'il représente, à l'heure actuelle, 85 % des superficies cultivées et intéresse la quasi-totalité des cultures vivrières, les productions de cacao, de coton, d'arachide et la plus grande partie de la production de café, un effort accru est porté notamment sur l'amélioration des techniques, leur application aux produits du traitement et en matériels agricoles, la vulgarisation des résultats de la recherche agronomique, le crédit agricole.

Cet effort tendra donc à former davantage de cadres dans nos écoles, à envoyer le maximum de techniciens sur le terrain, à servir et à contrôler, de façon régulière, leurs activités.

La réalisation des objectifs de la « révolution verte » exige aussi la mise en place de structures adéquates de production et de financement.

C'est la raison d'être des sociétés et missions de développement qui sont proposées à l'émergence d'un secteur moderne de production.

La culture de l'hévéa, de la canne à sucre, d'arachide, du riz, du blé, la quasi-totalité de la bananierie d'exportation, une grande partie de la palmeraie et la culture, sont ainsi prises en charge par des sociétés de développement :

— L'HERVECAM (Société de développement de l'hévéa du Cameroun) vient de commencer la mise en place de 15 000 ha d'hévéa dans la région de Kribi ;

— La SOUSUCAM (Société sucrière du Cameroun), premier complexe agro-industriel de sucre, a atteint sa vitesse de croisière avec une production de 25 000 à 30 000 tonnes de sucre ; l'objectif du gouvernement étant de produire 100 000 tonnes de sucre, pour faire face aux besoins de consommation nationale, il a été créé la CAMSUCO (Cameroun Sugar Company) dont la production dans une première phase doit atteindre 50 000 tonnes de sucre, puis 80 000 tonnes en régime de croisière ;

— La S.C.T. (Société camerounaise de tabac) encadre efficacement 10 000 producteurs de tabac de cape de la province de l'Est ; la production de tabac de cape du Cameroun, particulièrement recherchée dans le monde, oscille entre 2 000 et 3 500 tonnes par an ;

— La SODEBIE (Société de développement du blé), de création récente, a reçu pour mission de mettre en place, sur le plateau de l'Adamaoua (1 400 m d'altitude), un complexe agro-industriel de blé couvrant 5 000 à 10 000 ha en vue de faire face à long terme à la consommation nationale de farine de blé en pleine expansion (80 000 tonnes) ;

— L'OCER (Organisation camerounaise de la banane) assume la responsabilité de redresser la production bananière du Cameroun depuis 1969. Cette production a atteint 75 000 tonnes en 1975, et l'objectif de 1980 se situe au-delà de 100 000 tonnes ;

— La SEMRY (Société d'expansion et de modernisation de la riziculture de Yaoundé), avec une production de 10 000 tonnes de riz en 1975/1976, a largement dépassé les prévisions initiales qui avaient prévu au démarrage du projet ; la SEMRY, qui couvre plus de 4 000 ha entièrement aménagés, est considérée à juste titre comme le projet pilote du Cameroun ;

— La SOCAPALM (Société camerounaise de palmiers) contribue à la mise en place du plan palmier : 12 000 ha ont déjà été réalisés à Mbongo, Boua et Djaoundou ; un nouveau bloc agro-industriel (Kienke) est en cours de négociation en même temps que la société se préoccupe de la réalisation de plantations villageoises autour de blocs industriels ;

— La C.D.C. (Cameroun Development Corporation) porte ses activités non seulement sur le palmier à huile (18 000 ha), mais encore sur le bananier, l'hévéa, le théier, le poivrier et le cacaoier.

La C.D.C. a obtenu d'un volume de financement

de 15 milliards de francs C.F.A., et cette entreprise qui utilise 14 000 employés est la plus importante des sociétés agricoles de l'Afrique centrale.

— La SODECAO (Société de développement du cacao) marque la volonté du gouvernement de développer de façon particulière le secteur cacaoier qui représente, à lui seul, plus du tiers des exportations du pays.

L'action de la SODECAO doit intervenir dans une première phase 30 000 plantations disséminées sur 50 000 hectares.

— La SOCOCOPI (Société de développement du coton) est chargée de promouvoir la production de coton dans la province du Nord.

Malgré la sécheresse qui a sévi dans cette région, l'objectif de production de 100 000 tonnes sera probablement atteint vers 1980.

Il en est de même des structures qui ont été créées pour stimuler la production vivrière.

C'est le cas de la MIDEVIV (Mission de développement des cultures vivrières, arachidiers et fruitières) à qui a été confiée la charge de promouvoir le développement du secteur vivrier en vue d'assurer l'approvisionnement régulier des centres urbains.

L'opération « céréales vertes », par la mise en place de plantations de bananiers plantains et la création de champs semenciers autour de Yaoundé, est une des premières réalisations de cette mission. Le champ d'action s'étend progressivement aux autres productions vivrières, maraichères et fruitières, pour desservir les autres grandes agglomérations.

C'est le cas de l'usine d'acier, dans la province du Nord, soumise aux aléas climatiques, dont l'objectif est d'assurer régulièrement un approvisionnement constant en riz et sorgho des populations et d'éviter aussi une émigration sur ces produits, grâce à un stockage régulier.

Bref, l'un des piliers essentiels de la « révolution verte » est l'organisation coopérative des producteurs.

La mise en place de coopératives agricoles bien conçues et bien gérées est de nature à rationaliser les opérations de collecte et de vente des produits agricoles, de manière à assurer une meilleure rémunération des efforts du paysan et à améliorer ses conditions d'existence. De plus, les organismes coopératifs constituent un cadre approprié pour la diffusion et le remboursement du crédit agricole.

Déjà, l'UCCAO (Union des coopératives de café arabica de l'Ouest) d'une part, la R.C.A. (Régionale Coopérative Association) d'autre part, en regroupant plus de 100 000 producteurs de café des provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest, jouent un rôle de premier plan dans l'économie nationale.

Le CENADIC (Centre national de développement des entreprises coopératives) mène avec succès des expériences-pilotes dans les provinces du Centre-Sud et du Nord-Ouest, de la même manière que les SOCOPI (Société coopérative d'énergie et de développement) ont pris en charge la commercialisation des grands produits de base en zone rurale.

La « révolution verte » suppose non seulement la

mise en place de structures de production adéquates dont il a été fait état, mais aussi une structure appropriée de financement qui doit être adaptée aux conditions de vie du monde rural.

C'est l'objet du Fonds national de développement rural (FONADER), créé en 1973 et chargé de la diffusion du crédit agricole et de la gestion des fonds mis à sa disposition par le gouvernement pour la réalisation d'actions spécifiques en milieu rural.

En matière forestière, un triple objectif a été fixé dans le cadre de la « révolution verte » :

— Amélioration de la production forestière et transformation d'une grande partie de celle-ci dans les usines locales ;

— Régénération forestière ;

— Aménagement et protection de la faune.

La forêt est en effet la principale ressource naturelle du pays. Elle couvre environ 30 millions d'hectares. Le bois occupe aujourd'hui le troisième rang en valeur après le cacao et le café et le premier rang en tonnage des exportations du Cameroun.

La programmation de l'exploitation forestière prévoit à partir de 1980 une production de plus de 2 millions de m³ par ha dont 50 % au moins seront transformés localement.

Pour atteindre cet objectif, il est prévu :

— L'installation d'une industrie de pâte à papier à Edéa ;

— De nouvelles unités de sciage, déroulage et tranchage (SOVIBEL, ECAM sciage, etc.) ;

— La construction d'un axe routier pour l'évacuation des bois (Yaoundé-Kribi-Campo).

Par ailleurs, des études sont en cours avec la participation des communautés européennes et des industries européennes pour la promotion commerciale des essences forestières encore peu connues ou pas encore exploitées.

Mais l'exploitation forestière doit aller de pair — cela va de soi — avec la régénération de la forêt. A cet effet, un Fonds national forestier et pécuniaire, alimenté par les taxes et redevances forestières, a été créé pour financer les travaux d'enrichissement, de régénération et de reboisement. Ce Fonds permet la régénération de plus de 1 000 ha en moyenne par an, chiffre qui sera doublé vers 1980. Il finance également des programmes de développement de la pluviosité et la pêche continentale.

La protection et la conservation des ressources naturelles et notamment l'aménagement des parcs nationaux, des réserves de faune et des réserves de faune continentales, sont au cœur de notre politique forestière. Ce choix découle de la richesse et de la variété exceptionnelle de la faune camerounaise qui, bien aménagée, peut apporter un apport de valeur à l'économie nationale.

Il existe actuellement dix parcs nationaux et six réserves de faune représentant au total 4 % du territoire national. Trois autres projets sont en cours et permettront non seulement de porter ce taux à 5 %, le plus élevé en Afrique francophone, mais surtout d'obtenir une répartition harmonieuse des aires protégées sur l'ensemble du pays.

En conclusion, la modernisation indispensable du secteur rural appelle de profondes mutations sur le triple plan humain, technique et économique.

Notre conviction est que la mise en œuvre de cette « révolution verte » est l'élément moteur d'une politique agricole dont l'objectif à terme est l'exploitation rationnelle des ressources naturelles du Cameroun pour le bien-être de ses populations.

محکمات الفصل

S'il contribue fortement à épauler la structure politico-militaire, l'armée cadre étroit de la tribu ne suffit pas à régler les énormes problèmes organisationnels posés par une répression qui touche tout le territoire. L'armée polonaise assise de défrayer, par des raids d'occupation, les troupeaux, qui constituent la ressource essentielle des montagnards. Ceux-ci ont donc été amenés à réduire la taille de leurs troupeaux, afin qu'il soit plus facile de les déplacer. Les nomades viennent constamment donner et demander des informations aux camps afin de connaître les endroits où ils peuvent cacher en toute sécurité leurs troupeaux. Les informations circulent très vite et atteignent les régions les plus reculées. Les camps sont rapidement informés des déplacements de l'armée polonaise. Dans le même esprit, les guérilleros aident parfois les paysans, qui, en retour, ravitaillent les camps en farine et aliments divers. Ainsi, peu à peu, la tribu perd le monopole de l'organisation sociale.

La lente substitution qui s'est faite au sein de chaque tribu, remplaçant l'organisation traditionnelle par la nouvelle direction politico-militaire, a permis de changer la nature de l'union inter-tribale. Unir les tribus non sur une simple base tactique, comme dans le passé, mais sur une base politique, tel fut le premier but du B.P.L.F. Il est certain que cet objectif n'est pas encore complètement atteint, mais la répression qui touche le mouvement bolachiste a fortement contribué à accélérer le processus d'unification. Des unités du B.P.L.F. interviennent aujourd'hui dans des régions tribales aux frontières et aussi éloignées les unes des autres que Nusi, Jhalawan, Makran, Loralai, Las Batta.

L'enseignement et la santé

La société bolachiste vit maintenant dans le feu de l'armée en situation de guerre. Dès le fin de l'été, l'armée polonaise profite des conditions climatiques plus étonnantes pour poursuivre la « pacification ». Les guérilleros, dont les unités sont alors fractionnées en commandos,

par petits groupes insaisissables, frappent par surprise les tribus, puis disparaissent dans les montagnes. Pendant ces mois de guerre, le commandement devient la culture de la peur.

Cette situation particulière a amené le B.P.L.F. à organiser une structure d'éducation très souple, chaque commando devenant une école itinérante. L'alphabétisation fut l'une des premières tâches de la résistance. Le Front enseigne l'arabe, la langue officielle, paradoxalement minoritaire au Pakistan, et quelques rudiments d'anglais. Les chefs de commando reçoivent directement un enseignement du Front. En plus de la langue, on leur apprend à gérer leur groupe, à lire, à écrire, à se défendre, à s'organiser, à se faire respecter, à se faire respecter.

Cette méthode obtient par le moment des résultats spectaculaires. Des hommes qui ne pouvaient, il y a deux ans, « voir » et comprendre ce que représentait une photographie, tiennent maintenant les comptes de leur unité. La population, sous l'effet de ces transformations, se montre très avide d'apprendre les choses les plus diverses, et il nous a été donné de voir les chefs de commandos s'entraîner à répondre à toutes sortes de questions. Tout au long de nos interviews, le terme « éducation » apparaît comme étonnant. La principale revendication, « Nous avons besoin de l'éducation », nous déclare un ancien barbare, car sans cela nous ne pourrions faire valoir nos droits.

Un autre effet important du Front concerne la santé. La région est, de par son climat, une source endémique de maladies et de parasitisme. Seule cette dernière est réellement dangereuse. Grâce à l'introduction de médicaments, notamment d'antibiotiques, le Front maintient le niveau de traitement avec succès ces maladies et peut ainsi intervenir chirurgicalement dans certaines conditions. Les problèmes du scorbut et de la malnutrition, dont les effets frappent aussi bien la population que les guérilleros. Nous avons pu constater le pouvoir de l'alimentation, le pain étant pratiquement le seul aliment.

La médecine est dispensée dans des unités, soit dans les camps pour les cas les plus graves,

Cela ne va d'ailleurs pas sans bouleverser certaines traditions, notamment en ce qui concerne les femmes. Contrairement à nombre de sociétés nomades qui leur donnent une relative liberté, la société bolachiste est sur ce point extrêmement répressive. Jamais un homme ne pourra voir la femme de son meilleur ami, si encore moins parler avec elle; enfreindre cette loi entraînerait aussitôt une succession de castigations qui ont longtemps décimé les familles bolachistes. Le travail du Front sur ce point est peut-être qu'extremement prudent. Sa seule grande victoire fut de donner aux femmes l'accès aux soins médicaux. Faire soigner une femme par un médecin homme a eu un impact considérable sur la population féminine, qui, consciente de son asservissement, a aussitôt revendiqué ce droit comme légitime. Les hommes, réticents d'abord, ont cédé sur ce point, puis ont encouragé d'eux-mêmes cette pratique.

Le Front compte ainsi d'abord sur une prise de conscience des femmes pour changer les rapports traditionnels. Dans ce sens, il a entrepris de leur faire participer à la guérilla en leur faisant jouer un rôle de soutien logistique: préparation des aliments, achat de médicaments, renseignements. Même si les résultats peuvent paraître encore très modestes, tout contribue à détruire, pour ces tribus, les anciennes relations. Les hommes qui portent pour les camps sont obligés de laisser une plus grande liberté à leur femme; lorsque, néanmoins, la situation ne permet plus être la même.

« Chaque fois que nous pouvons penser dans un premier temps à l'émancipation des femmes, nous le faisons, nous dit Omer; elles doivent se grouper pour résister à la faiblesse pressée de la société bolachiste. Omer raconte: « Nous ne pouvons aborder le problème de front car nous risquons de provoquer des échauffourées fratricides, et ce n'est pas notre but. Nous voulons que, progressivement, la libération des femmes apparaisse comme une nécessité et qu'elle soit prise en charge par les femmes elles-mêmes. Mais, pour le moment, notre société est si pauvre qu'une fille sacrifiée est bien inutile pour nos frères ».

qu'avec le développement des mouvements revendicatifs dans les autres provinces. Le mouvement bolachiste ne peut ignorer l'importance qu'ont eue des villes comme Lahore ou Karachi dans l'histoire sociale du Pakistan, d'autant plus que ces villes recèlent d'importantes colonies de travailleurs bolachistes. Le B.P.L.F. déclare: « Le combat de peuple bolachiste contre le fascisme au Pakistan ne peut être isolé du combat des autres musulmans pour le droit à l'autodétermination... Pour cela, nous devons obtenir la distorsion de guerre à l'égard de l'Etat pakistanais, qui sera révolutionnaire... »

La menace qui pèse sur le pouvoir personnel de M. Bhutto la force à s'engager dans une politique de répression accentuée, qu'il tente vainement de cacher par d'illustres parades « progressistes »; ainsi en est-il de la déclaration concernant la suppression de l'ordre des sorciers, faite à Karachi le 9 avril. On pourrait en effet y voir une mesure sociale importante si les sorciers exerçaient effectivement un pouvoir féodal directement répressif; en fait, ils sont les meilleurs alliés du gouvernement, et ne perdent que leur titre juridique. De plus, cette mesure concernant les sorciers avait déjà été appliquée en 1972 par les gouvernements NAP des provinces du Balouchistan et de la N.W.F.P., qui furent, à l'époque, les seuls gouvernements progressistes menaçant dangereusement, à l'époque, l'étiquette socialiste que se donnait M. Bhutto. Cela ne peut pas cacher les moyens dont entend se servir M. Bhutto pour gouverner: arrestations de militants progressistes, procès des leaders du NAP et des mouvements nationalistes bolachistes, répression contre la population du Balouchistan à l'égard d'un énorme appareil militaire, suppression de tous les droits démocratiques du Pakistan.

Le enjeu international

OLIGES de faire face à la guerre d'intensification dont il est la victime, le mouvement bolachiste doit au premier lieu en considération l'enjeu international qu'il représente. Placé au cœur du G.T.O., il se trouve pris entre les trois contradictions apparentes l'U.R.S.S., aux Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine, et les Etats de la région entre eux. L'Afghanistan, seul Etat à avoir arrêté l'attention des gouvernements et des organisations internationales sur « les droits de ses frères bolachistes et peuples opprimés de la mère patrie par la ligne Mouton-Durand », s'est efforcé progressivement sous la pression de l'Iran. Déjà présent au Balouchistan par son aide technique et matérielle à l'armée pakistanaise, l'Iran a menacé à plusieurs reprises d'intervenir directement contre la guérilla si le Pakistan se montrait incapable de l'arrêter militairement. Une telle intervention signifierait de graves dangers pour le mouvement bolachiste. L'offensive iranienne en Oman et contre les villages frontaliers de la République démocratique et populaire du Yémen du Sud prouve que l'Iran ne peut se résoudre à voir se développer des mouvements d'inspiration marxiste sur les pentes du Golfe, considérant par le choc comme « le vœu légitime » de son empire.

De fait, le développement et la consolidation du mouvement bolachiste sont liés en partie à l'évolution de la guerre menée en Oman. Le B.P.L.F. déclare: « Nous voyons la Balouchistan et le Dhofar comme deux maillons faibles de la chaîne impérialiste qui tente d'asseoir son hégémonie dans cette partie du monde. La stabilité dans le Golfe est essentielle pour les intérêts et aussi pour l'Iran, la Turquie et le Pakistan... Le principal objectif du B.P.L.F. est d'étendre la guerre révolutionnaire et d'opprimer le colonialisme et le féodalisme au Pakistan. L'intervention de choc au Balouchistan avec des milliers d'hommes et de matériel n'est pas qu'une question de temps. Nous nous préparons à lutter contre les troupes combinées des machines de guerre mises en place par Bhutto et le chah, soutenus par les Etats-Unis. Nous croyons qu'après le Vietnam et le Cambodge le Balouchistan sera le prochain théâtre de conflit en Asie. » (Copyright Alexandre Dastarac, Robert Dersen et le Monde diplomatique.) (Dessins de F. B. J.)

Face à la répression, sans alliés extérieurs



Prise entre la répression et la misère, la société bolachiste compte sur ses propres forces pour faire respecter ses droits. Les commandos sont essentiellement formés par des hommes qui ont tous été victimes de la répression. Endurants, connaissant parfaitement le terrain, assimilant rapidement les nouvelles techniques de combat, ces hommes sont pour le moment la principale richesse du Balouchistan. Les Bolachistes étant des guerriers, c'est sur les méthodes de commandement et d'attaque que le Front a fait porter ses efforts. Pour sensibiliser les hommes à la guerre révolutionnaire, il a projeté dans les camps de nombreux films, notamment sur la guerre du Vietnam.

Afin d'éviter la création d'une élite de chefs, il a recours à la plus grande démocratie au sein des groupes, chaque action étant discutée par tous; les chefs ne peuvent jamais de cette manière faire jouer leur supériorité hiérarchique. L'organisation méthodique des « mab » s'est développée que la guérilla ne subisse pratiquement pas de pertes. Appliquant le principe: « Trois moyens de faire une mission de combat », les commandos opèrent à très courte distance et se retirent rapidement une fois l'engagement

terminé, avant que n'arrivent les renforts héliportés de l'armée pakistanaise. Au cours de ces engagements, la guérilla prend à l'ennemi les armes dont elle a besoin. Disposant de moyens financiers très faibles, et ne bénéficiant d'aucune aide extérieure, c'est là son seul moyen d'acquiescer du matériel moderne.

Cette situation aurait pu conduire le B.P.L.F. à chercher une aide extérieure. Mais, ne voulant pas donner un argument de plus à ceux qui, au Pakistan, l'accusent de visées sécessionnistes, et craignant de se trouver pris dans une position sensible de « collaboration », il préfère développer lui-même ses propres moyens de lutte et chercher des alliés au sein du Pakistan.

La politique pakistanaise, marquée par la sécession du Bangladesh, prend de plus en plus le visage d'une dictature à poigne velée. La centralisme autoritaire du gouvernement pose encore une fois le problème des nationalités, le développement d'un capitalisme d'Etat dirigé par les Penjabis s'effectuant au détriment des autres régions. La revendication du droit à l'autonomie politique, économique, demandée par les nationalités bolachistes et par les représentants des autres nationalités, heurte de front la politique gouvernementale. Le président Bhutto voit dans l'autonomie des provinces un risque majeur de démantèlement de l'Etat. De plus, dans le cas du Balouchistan, cette autonomie privèrait le Pakistan de l'énorme réservoir de matières premières que constitue cette province.

En effet, la présence d'importants gisements pétroliers, de minerais de toutes sortes, de gaz naturel (qui pourrait être à 75 % des besoins du Pakistan) constitue une importante richesse pour sauver une économie défilante, minée par le minéralisme de quelques groupes capitalistes et par l'énorme effort militaire engagé au Balouchistan (1 million de dollars par an). La gâchis de ces ressources (insaisissables du fait de la guerre) inflige à la Chine, la Chine, le Pakistan, de plus en plus la montée des revendications populaires qui commencent à se traduire par une violence autonome, mais le mot d'ordre est utilisé par des opposants de droite au régime de M. Bhutto.

La gauche écroulée, le Cour suprême ayant maintenu l'immédiation du NAP, l'opposition se réduit sous forme de groupes proches de l'armée, qui souhaitent voir s'installer un régime plus démocratiquement pakistanaise, mais penché, et qui entendent dévaler le Pakistan de sa situation de dépendance à l'égard des pays développés. La politique d'immédiatisme de M. Bhutto risque de l'entraîner dans un isolement de plus en plus dangereux, son pouvoir étant menacé à la fois par une base sociale qui s'est depuis longtemps dérobée de lui, et par une fraction nationaliste de l'armée, qui voudrait voir un régime plus fort s'installer à Islamabad.

Les dirigeants de la guérilla bolachiste ont construit leur camp sur leur isolement international, que l'accession de leur province à un véritable statut d'autonomie ne peut aboutir

Rencontrez de nouveaux marchés

La 52^e Foire Internationale de Marseille, première foire industrielle de France, réunit 60 pays. En particulier, il y a l'Afrique associée à la C.E.E. et la plupart des pays du Sud-Est asiatique sont présents. De son côté, l'U.R.S.S. augmente sa surface d'exposition. Autant d'indices qui confirment que la Foire de Marseille est une vitrine recherchée par les pays industrialisés pour développer leurs marchés dans les pays qui s'équipent. Et, quoiqu'il en soit, les pays en voie de développement croissent. Marseille pour rencontrer l'Europe. Ne laissez pas vos concurrents prendre les places encore disponibles sur les nouveaux marchés, venez à la Foire de Marseille. Rencontrez les missions commerciales qui vous intéressent, les services de la Foire organisent vos contacts.

52^e FOIRE INTERNATIONALE DE MARSEILLE

24 Septembre / 4 Octobre 1976

Prenez contact.

VEUILLEZ M'ENVOYER	
UN RENDEZ-VOUS AVEC LES MISSIONS SUIVANTES:	
URSS	CHINA
ALGERIE	LIBAN
EGYPTE	IRAN
INDONÉSIE	ISRAËL
JAPON	LIBYENNE
MAROC	PAKISTAN
SYRIENNE	SAOUDITE
TURQUIE	YÉMEN
VIÊT NAM	YÉMEN DU SUD

JE SERAI À LA FOIRE DE MARSEILLE LES:

☐ 24 SEPTEMBRE ☐ 1 OCTOBRE ☐ 2 OCTOBRE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Entreprise _____

Objet de contact: _____

Je tiens à préciser que je ne suis pas un agent commercial.

Je tiens à préciser que je ne suis pas un agent commercial.

FRANCE PAYS ARABES

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb. 4 F

Spécimen sur demande: 12-14, rue Augereau 75007 PARIS — Tél. 555.27.52 - 705.81.45

Centre France-Pays Arabes à LYON: 36, rue Trompasse, 69005 Lyon — Tél.: 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY: 45, rue de Metz, 54000 Nancy

FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENEVE

LA GRANDE-BOISSIERE	LA CHATAIGNERAIE
1208 GENEVE (Suisse)	1297 FOUNTAIN (Nouveau)
Tél.: 022-36.71.30	Culturel
	Tél.: 022-76.17.76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français

Internat et externat pour filles et garçons

Sports d'hiver et d'été

TRANSKEI

L'indépendance forcée, ou le couronnement de l'apartheid

Par RUTH FIRST

LE Transkei doit accéder à l'indépendance le 26 octobre prochain. Or, il est considéré comme un projet pilote pour les neuf autresbantoustanseventuellement promis le même destin politique (1). Tout se passe comme si l'Afrique du Sud avait entrepris à son tour sa grande œuvre de décolonisation, à l'instar de la France et de la Grande-Bretagne après la seconde guerre mondiale, en se préparant à franchir ses colonies conformément au droit des nations à l'indépendance.

La comparaison est fautive. En Afrique du Sud, le régime d'apartheid de la minorité blanche exerce son pouvoir comme le ferait une armée d'occupation sur une majorité noire qui partage les mêmes frontières géographiques, qui existe à l'intérieur de la même économie. La solution néo-coloniale de la classe dominante sud-africaine n'impose pas un retrait outre-mer de la métropole, mais la création à l'intérieur du territoire sud-africain d'États constitués sur une base ethnique, promise à l'indépendance. Dans le cas de l'apartheid, la décolonisation consiste à doter les Africains d'une nationalité distincte, selon des critères ethniques dépendant de leur groupe tribal, et à retirer les attributs du pouvoir blanc de certaines régions qui sont occupées par le reste du pays. Lorsque tous les États ethniques auront été constitués, il n'y aura plus de Sud-Africains noirs : ils seront devenus les citoyens d'autres États.

L'opération est destinée à produire un spectacle de décolonisation.

(1) Bophuthatswana, Lesotho, Natsob, Ghanaburua, Venda, Swaziland, Basotho-Quena, KwaZulu et Ciskei.

(2) 1 rand = 5,30 francs.

culaire affat du trompe-l'œil sur la scène intérieure et dans le monde. En Afrique du Sud, le cauchemar des Blancs est la disparition d'un état existant entre leur importance numérique et celle des Noirs (de l'ordre de deux contre un dans les villes et les régions industrialisées). Or, pour au lendemain, au cauchemar sera balayé — du moins sur le papier. À l'extérieur, l'Afrique du Sud est devenue l'ennemi de la critique du régime d'apartheid. Les dirigeants sud-africains insistent beaucoup sur cette analogie avec la décolonisation. Mais dans quelle mesure leur prétention est-elle fondée ?

C'EST précisément parce que l'analogie est fautive que la machine instituant une nationalité transkeienne est si redoutable. Le Parlement sud-africain, entièrement composé de députés blancs, a mis au point le projet de statut du Transkei qui autorise l'Afrique du Sud à se séparer d'une fraction de son territoire et à accorder l'indépendance à la nation de langue xhosa. La loi définit les catégories de gens qui cesseront d'être des Sud-Africains, pour devenir obligatoirement des Transkeiens. Ce sont ceux qui vivent actuellement dans le Bantoustan : tous ceux qui y ont été mais qui résident maintenant, même de façon permanente, hors du territoire ; ou encore ceux qui sont « apparentés ou associés culturellement ou d'autre manière » à un Transkeien. À l'instant même où le Transkei devient indépendant, tout Transkeien résidant et travaillant dans la zone commune — c'est-à-dire hors du Transkei — perd sa nationalité sud-africaine et les droits qui lui étaient attachés. Cela signifie que plus de 1,5 million de Transkeiens résidents ou permanents hors du nouvel État, et qui peut-être n'y ont jamais mis les pieds, deviendront des étrangers dans l'Afrique du Sud blanche. Ceux qui résident et travaillent dans la zone commune — c'est-à-dire hors du Transkei — perdent sa nationalité sud-africaine et les droits qui lui étaient attachés. Cela signifie que plus de 1,5 million de Transkeiens résidents ou permanents hors du nouvel État, et qui peut-être n'y ont jamais mis les pieds, deviendront des étrangers dans l'Afrique du Sud blanche. Ceux qui résident et travaillent dans la zone commune — c'est-à-dire hors du Transkei — perdent sa nationalité sud-africaine et les droits qui lui étaient attachés.

A coup sûr, il s'agit alors d'une opération de dénationalisation sur le base de l'appartenance raciale, en contradiction avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et la convention des Nations unies de 1961 sur la réduction de l'apartheid. L'Afrique du Sud n'a signé aucun de ces textes, mais ceux-ci n'en sont pas moins valables. Et l'État de l'apartheid aura créé un nouveau problème de populations sans patrie, comme il est advenu avec les Palestiniens.

QUAND les neuf autresbantoustanse seront devenus à leur tour des États ethniques, il n'y aura plus de citoyens sud-africains noirs, du moins sur le plan légal. L'une des conséquences du nouvel état de choses sera que tout le problème urbain noir sera devenu étranger en Afrique du Sud.

Devant le spectacle que lui vaut cette perspective, l'Afrique du Sud peut invoquer un autre parallèle : celui des travailleurs immigrés en Europe. À cette différence près que ces derniers résident à titre temporaire dans les pays où ils travaillent, tandis qu'on estime à 2,5 millions le nombre des Africains définitivement installés dans les agglomérations sud-africaines. Sans eux, l'économie serait paralysée. Pour les bantoustanse, le statut d'étranger, on ne pourra plus dire que les actes de discrimination à leur égard sont inspirés par des considérations raciales, mais qu'ils tiennent à leur qualité d'étrangers. Pourrait-on alors dire que le statut d'étranger en Afrique du Sud permet, comme partout ailleurs, d'acquiescer la nationalité de leur pays d'accueil, acheter des biens immobiliers ou de le leur, jouir de l'égalité dans tous les domaines de la vie. Les Africains dans ce pays ne l'ont jamais pu, et ne le pourront jamais.

Au plan des droits politiques, la création de Bantoustanse indépendants ne changera rien à l'apartheid. Les Africains continueront à être indésirables à l'économie de l'Afrique du Sud « blanche », et ils y auront plutôt moins de droits que dans le passé.

L'idéologie de l'apartheid veut, bien croire qu'ils obtiendront alors pleine compensation dans les bantoustanse pour la perte de ce

droit : là, ils recevront enfin tout leur dû des mains des gouvernements appartenant à leur propre race.

Certes, disent les dirigeants sud-africains, nous bantoustanse, pas même le Transkei, n'est économiquement viable. Mais combien d'États africains la sont-ils ? Ce raisonnement n'est pas tout à fait faux. Pour l'avenir des économies du tiers-monde, la perspective d'un État noir désespérément est celle qu'on choisit ceux des anciens pays coloniaux essayant de reconstruire leurs économies à partir d'une renaissance de l'agriculture paysanne. Comme le Cameroun en Asie, ou le Mozambique en Afrique.

LE Transkei aura même pas la possibilité de tenter cette stratégie de développement. L'agriculture paysanne, le paysannerie traditionnelle, ont été presque complètement détruites par le système du travail migrant. 87 % de la superficie totale des terres sud-africaines ont été occupées par les propriétaires blancs, le reste étant réservé à la réserve des Noirs. On pourrait penser à l'avenir d'une armée de chômeurs privés de terre. Ces réserves abritent de petits producteurs assez pour leur subsistance et, contrairement, pour augmenter leurs ressources, de louer leur terre du travail. L'agriculture minière, l'agriculture capitaliste dans les régions « blanches » et l'industrie ont fondé leur essor sur l'existence de ce vaste réservoir de main-d'œuvre docile et bon marché. Aujourd'hui, c'est ce système de réserves qui est en train d'être institutionnalisé en créant une série d'États bantoustanse déjà connus sous le nom de bantoustanse.

Privés de terres, une énorme proportion de la population des réserves doit périodiquement exporter sa force de travail. Chez eux, l'agriculture est depuis des décennies laissée au soin des vieillards, des très jeunes gens et des femmes. Les rendements sont extrêmement bas, car le système foncier favorise l'existence de petites minuscules. Aucune réforme agraire ne pourra se faire sans l'accord des chefs communautaires, et le problème fait l'objet d'âpres discussions au Parlement du Transkei — où ce sont précisément ces chefs qui dominent.

En un siècle, le travail migrant et la pénurie de terres ont imprimé des marques indélébiles sur l'économie du Transkei. La région ne produit pas suffisamment pour nourrir sa population et doit régulièrement importer des céréales du reste de l'Afrique du Sud. L'épargne est réduite au minimum, et la formation de capital à l'aide des ressources internes est pratiquement impossible. Comme les produits alimentaires essentiels, les capitaux doivent venir de l'extérieur. En 1965-1966, 62 % du revenu total du Transkei provenait du Transkei sud-africain ; en 1974-1975, ce pourcentage était passé à 77 %. Bien d'autres indices révèlent l'état de dépendance dans lequel se trouve le Transkei envers le gouvernement de Pretoria. En particulier, les salaires des travailleurs employés au-delà des limites du Transkei sont soumis à l'approbation du gouvernement (2) et de cours des dernières années l'importance de cet appui n'a pas diminué, elle a au contraire augmenté. Néanmoins une table par seulement de ces romances — qui atteignent dans l'ensemble 115 millions de rands (2) chaque année — circule à l'intérieur de l'économie du Transkei.

ENSEMBLE, le Transkei a huit autres bantoustanse produisant annuellement pour 15 millions de rands de biens manufacturés destinés au marché agricole. Le Transkei combiné destiné au marché n'est que de 13 millions de rands. Tous ensemble, les bantoustanse ont un produit intérieur annuel par personne de 64 rands, soit un peu plus de 5 rands par mois.

Au Transkei, près de trente mille nouveaux habitants arrivent chaque année sur le marché du travail. On a calculé qu'il faut environ mille cinq cent cinquante-neuf emplois. Au mieux, l'effort pourrait être porté à huit mille emplois par an.

Sur trois cent dix mille travailleurs potentiels, quelque deux cent cinquante-sept mille sont employés en Afrique du Sud. Le Transkei lui-même fournit au total quelque huit mille emplois, dont vingt mille arrivent dans les services du gouvernement.

Cette économie a engendré un type de formation sociale et de système politique très particulier. Dans sa grande majorité, la population mâle employée passe tout à tour de la difficile condition de paysan sans terre à celle de salarier au-delà, pour retourner ensuite dans la réserve afin de récupérer quelque temps. D'ordinaire pour les vieux et les plus jeunes, le Transkei doit assumer les fonctions d'un service social assurant la reproduction d'une force de travail que l'État central n'admet que dans sa pléthore phéne. Mais les réserves sont aussi devenues un terrain d'accueil pour 1,2 million d'Africains « rapatriés » de l'Afrique du Sud blanche, dont beaucoup vivent dans des camps d'hébergement à l'aide de subsides distribués par le gouvernement.

SA main-d'œuvre bon marché est pour le Transkei un argument publicitaire de poids pour attirer le capital sud-africain et étranger. La législation du travail et le salaire minimum n'y sont pas observés, il n'y a aucun syndicat organisé. Les dirigeants des bantoustanse vantent au capital étranger les attraits de leurs pays, où ils pourraient trouver une main-d'œuvre économiquement bon marché et « qui ne cause pas de problèmes ». « À la différence de ce qui se passe en Europe, dit le chef Phisofo de Lesotho, nous ne sommes pas assaillés d'un syndicalisme militant ».

À qui profitera la création des nouveaux États ? Les chefs remplacent des fonctions administratives et judiciaires qui leur ont été déléguées par l'État sud-africain au service de plus en plus de leur pouvoir politique pour s'implanter dans les affaires et dans le système de la grande propriété. Ces dernières années, un groupe réduit de petites capitales a émergé, à côté de la classe des administrateurs, et commence à mener de petites affaires bénéficiant des crédits accordés par la Société financière bantou, un organisme gouvernemental. D'autres encore trouveront vite leur compte dans l'accession à l'indépendance : ceux qui appartiennent aux professions libérales, comme les avocats, les magistrats et les inspecteurs de l'enseignement, qui assumeront les postes devenus vacants, ainsi d'autres d'une nouvelle génération de diplomates chargés d'obtenir de l'étranger la reconnaissance du nouvel État.

En attendant l'indépendance, le Transkei héritera de l'état d'urgence grâce auquel les chefs maintiennent déjà une paix forcée parmi leurs sujets (les chefs disposent de soixante-cinq sièges sur cent dix au Parlement du Transkei) et en vertu duquel ils ont pouvoir d'intervalle les réunions, de bannir les dissidents et de briser leurs maisons. La part démocratique, dans l'opposition, n'a pas été en mesure d'organiser une seule réunion sur le problème de l'accession à l'indépendance, ni sur aucun autre d'ailleurs. Le chef Kaiser Mafanjanja, qui est à la tête du nouvel État, n'est toujours retenu à organiser un référendum sur le thème de l'indépendance. Son peuple est tout à l'écart de toute consultation, lui-même estimant que ce sont ses chefs « traditionnels » qui sont ses porte-parole, même si ces chefs et leurs successeurs — tout comme lui-même ailleurs — sont depuis longtemps payés par le gouvernement sud-africain.

LES vrais porte-parole du peuple africain ont fait savoir qu'il n'y avait pas de problème plus sérieux que celui de la nation forcée de la nationalité sud-africaine aux Africains qui vivent dans les villes et les centres industriels. Si le droit de vivre et de travailler en ville leur est retiré de force, en échange d'une nationalité fictive à l'intérieur d'un pays hostile et où ils le paieront, ils ne s'ensuivra un détachement de milliers du même type que celui qui a saisi les écoles de Soweto.

Le régime tente d'échapper à la catastrophe en délaissant l'avenir qu'il détiend sur la population africaine à des chefs et à des personnalités officielles noires. Les gouvernements des bantoustanse canaliseront sur eux les foudres, mais peut-être pas pour longtemps. Dans les bantoustanse comme dans le reste du pays, l'apartheid essaie de se donner un nouveau visage, mais ses fondements restent intacts.

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3 :

LA CONTESTATION DANS L'ARMÉE AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE OCCIDENTALE, par Daniel Lecourt.

Page 4 :

Au « sommet » de Colombo : le mouvement des non-alignés va-t-il franchir le cap de l'institutionnalisation ? par Marie-Claude Gille.

L'ennemi intérieur, cible de la troisième guerre mondiale ? par André Grassein.

Page 5 :

L'INFORMATION DANS LE TIERS-MONDE, suite de l'article de German Carnero Roque.

Page 6 :

Portugal : la démocratie à l'épreuve de la rigueur économique, par Jean-Pierre Clerc.

Suite de l'article de Bernard Cassen : la révolution en vue dans le Pérou.

Page 7 :

Vietnam : pour un nouveau type de coopération académique avec la France, par Henri Van Regenmortel.

Dans les revues...

Page 8 :

Union soviétique : après la conférence des partis communistes européens, par Bernard Cassen.

Diplomatie et droit des gens, par Charles Zoghbi.

Pages 9 à 12 :

CAPITALISME ET INÉGALITÉS (Deuxième partie : Une politique de division. La légende d'une société sans classes, par Colin Clark. Les crises urbaines comme terrain de mobilisation populaire, par Frances Fox Piven et Richard A. Cloward. La stratégie de l'impunité, par Étienne Aronowitz. — Le prix de l'impunité de la femme, par Carol Lott).

Page 13 :

POLITIQUE ET LITTÉRATURE : Culture et lutte anticoloniale en Angola, par Nicolas d'Arthury.

Les langues aux Nations unies, par Jacques Chevrier.

Page 15 :

CINÉMA POLITIQUE : Films d'opposition sociale au Festival de Grenoble, par Ignace Rémont.

Pages 16 à 19 :

L'activité des organisations internationales.

Page 20 :

POPULISME ET RÉGIME D'EXCEPTION EN INDE : Une économie minée par la crise du système politique, par Anick Lavy.

Pages 21 à 26 :

La République unie du Cameroun : supplément.

Page 27 :

Les livres du mois.

Pages 38 et 39 :

LA GUERRE OUBLIÉE DU SALOUTCHISTAN : reportage d'Alexandre Dastarc et Robert Doreau.

Le numéro du « Monde diplomatique » de juillet 1976 a été tiré à 114 000 exemplaires.

Août 1976

INTERNAT
Société de formation et de perfectionnement

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré

DIRECTION : JEAN-MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande

7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

سكوتس العرب

L'ARMÉE CHINOISE